

# NUNTIA



PONTIFICIA COMMISSIO  
CODICI IURIS CANONICI ORIENTALIS  
RECOGNOSCENDO

# NUNTIA

*Directio: PONTIFICIA COMMISSIONE CODICI IURIS  
CANONICI ORIENTALIS RECOGNOSCENDO*

VIA DELLA CONCILIAZIONE, 34 - 00193 ROMA

*Administratio: LIBRERIA EDITRICE VATICANA - CITTÀ DEL VATICANO*

1979

## INDEX

	PAG.
Canons <i>de Episcopis</i> (Ivan Žužek S. J. - Relator) .....	3-61
The Scheme of the Canons <i>De Paroeciis, de Vicariis paroecialibus, de Rectoribus ecclesiarum ac de Protopresbyteris</i> (Mons. Andrew Sinal - Consultor) .....	62-89
«Testi iniziali» <i>de Causis beatificationis et canonizationis</i> (Ivan Žužek S. J. - curavit) .....	90-106
I lavori della Commissione dal 30 ottobre 1978 al 15 dicembre 1979 .....	107-110
Nostre informazioni .....	111

---

*Tres naviculae symbolice plures Ecclesia Orientales sui iuris significant quae eadem directione — codice communi nempe — per mare vitae animas ad salutem ducunt ut πηδάλιον, kormčaja, al-huda.*

# **NUNTIA**

**PONTIFICIA COMMISSIO  
CODICI IURIS CANONICI ORIENTALIS  
RECOGNOSCENDO**

**TIPOGRAFICA POMPEI S.p.A.**

## CANONS DE EPISCOPIS

Nous entendons présenter sous ce titre un compte-rendu aussi complet que possible de la révision des canons 302 à 482 et 249 à 254 du *Motu proprio «Cleri sanctitati»* (désigné dans le texte par le sigle CS) qui constitue le droit en vigueur *De personis* pour les Eglises Catholiques Orientales depuis le 25 mars 1958.

Le document choisi comme «texte de base» est le résultat d'un long travail de recherche sur toute la matière envisagée. Il a été rédigé par un groupe mineur (auquel il sera fait référence dans les pages qui suivent sous le sigle GM) constitué par le Rapporteur du *Coetus de S. Hierarchia* et deux autres experts en droit canon oriental. Ces trois personnes se sont réunies pour ce travail, du 24 avril au 6 mai 1978. Le «texte de base» ainsi rédigé a été envoyé aux consulteurs membres du *Coetus de S. Hierarchia* six mois avant la réunion qui devait se tenir du 15 au 27 janvier 1979.

Afin de faciliter la lecture de cet exposé il semble utile de reproduire ci-dessous l'index des chapitres du schéma qui a été élaboré en janvier 1979 par le *Coetus de S. Hierarchia*, en confrontation avec celui du *Motu proprio «Cleri Sanctitati»* déjà mentionné.

### *Motu proprio «Cleri Sanctitati»*

<i>Caput I</i>	<i>De Episcopis</i> (cc. 392-416)
<i>Caput II</i>	<i>De Coadiutoribus et Auxiliaribus Episcoporum</i> (cc. 417-421)
<i>Caput III</i>	<i>De conventu eparchiali</i> (cc. 422-428)
<i>Caput IV</i>	<i>De Curia eparchiali</i> (cc. 429-457)
<i>Caput V</i>	<i>De Consultoribus eparchialibus</i> (cc. 458-466)
<i>Caput VI</i>	<i>De Sede impedita aut vacante</i> (cc. 467-482)

### *Schème du Janvier 1979: De Episcopis*

<i>Canones preliminares</i> (cc. 1-3)
<i>Caput I</i> <i>De electione Episcoporum</i> (cc. 4-13)
<i>Caput II</i> <i>De iuribus et obligationibus Episcoporum eparchialium</i> (cc. 14-38)
<i>Caput III</i> <i>De Episcopis Coadiutoribus et Auxiliaribus</i> (cc. 39-46)
<i>Caput IV</i> <i>De Conventu eparchiali</i> (cc. 47-55)
<i>Caput V</i> <i>De curia eparchiali</i> (cc. 56-76)
<i>Caput VI</i> <i>De Consilio presbyterali et Collegio consultorum eparchialium</i> (cc. 77-84)
<i>Caput VII</i> <i>De Consilio pastorali</i> (cc. 85-88)
<i>Caput VIII</i> <i>De sede eparchiali vacante vel impedita</i> (cc. 89-104)

On remarquera que dans le schéma de Janvier 1979, le *Caput I*, qui suit les deux canons préliminaires, présente une révision des canons 249-255 qui dans CS se trouvent sous le titre: *De iuribus et obligationibus patriarcharum*. Ces canons avaient déjà été déplacés dès la réunion du *Coetus de S. Hierarchia* du mois d'octobre 1975 et insérés parmi ceux du *De Episcopis*, comme cela a déjà été reporté dans les *Nuntia 2*, p. 51 (n. 5).

Le *Caput II De iuribus et obligationibus Episcoporum eparchialium* correspond en bonne partie aux canons du *Caput I* du CS. Il contient cependant quelques nouveaux canons qu'il semblait nécessaire d'ajouter en considération surtout des enseignements du Concile Vatican II sur les *munera episcoporum*.

Le *Caput VI* est presque entièrement nouveau, sauf pour le dernier canon (c. 84) qui contient tout ce que l'on a cru bon de devoir conserver du *Caput V* du CS, intitulé: *De consultoribus eparchialibus*.

Remarquablement nouveau également est le *Caput VII De Consilio pastorali*.

Même si bon nombre des canons de cette section dans le CS ont été ici abandonnés, le nombre total des canons (91 + 7) en question se trouve sensiblement accru (104) grâce à l'adjonction de nouveaux canons. Le schéma provisoire de 1979 présente de la sorte une partie du futur CICO d'une densité analogue à celle du schéma de *Patriarchis* auquel il peut-être encore apparenté par sa structuration (comparer les chapitres *De Patriarchis* dans les *Nuntia 7*, p. 23 et 24).

Outre les textes conciliaires et les «Principes directeurs pour la Révision du CICO» — surtout ceux qui concernent la «nature orientale» et «juridique» du CICO, son «caractère pastoral» et le «principe de subsidiarité» (Cf. *Nuntia 3*, p. 4 à 7) — le GM a adopté pour son propre schéma après mûre réflexion, les lignes directrices suivantes:

1) Commencer la partie *De Episcopis* en parlant d'abord de l'*Ecclesia*, puis de l'autorité qui y préside, de la façon la plus succincte possible et sans titres particuliers qui mettaient en évidence différentes sortes de cette *Ecclesia*, ou bien ses propres subdivisions (paroisse, *districtus*, *protopresbyteratus*). Il paraissait plus opportun de renvoyer ces précisions à d'autres partie du CICO.

2) Mettre au centre du discours de toute cette section la figure de l'évêque épiscopal. Et donc ne pas adopter pour le CICO la division des canons en deux sections: *De episcopis in genere* et *De episcopo eparchiali*.

3) Réduire au maximum les définitions et ne pas donner de précisions théologiques sur l'effet de la consécration épiscopale.

4) Reporter les canons éventuels concernant les évêques dans la perspective où ils sont tous *Apostolorum successores* et membres du *Collegium episcoporum* à une section différente. Par exemple à celle *Dé Supremo Pontifice*

*deque Collegio Episcoporum*, on bien à la *Lex Ecclesiae Fundamentalis* (Cf. *Communicationes* 1976, p. 102-103; 1977 p. 84-86).

5) Préciser dans le Code lui-même que le pouvoir de l'évêque épiscopal, qui est *iuris divini*, ne peut être limité que par l'autorité suprême de l'Eglise, d'autant que cet aspect, développé dans la Constitution dogmatique *Lumen gentium* n. 27, prend une particulière importance dans les Sinodes orientaux où il doit constituer une solide ligne de conduite pour la sauvegarde du *ius divinum* des évêques.

6) A l'exception des évêques «auxiliaires» et «coadjuteurs» (*Caput III* du schéma) ne pas préciser dans cette section quels sont les droits et les devoirs des évêques «titulaires». L'on trouvera ces données dans les articles appropriés *hic inde* dans le CICO.

7) Quant à l'élection des évêques des Eglises patriarchales, mettre en évidence la collégialité dans le choix des candidats, selon une pratique propre à la tradition orientale qui a été rappelée par le Concile Vatican II.

Ces lignes de conduite qui ont orienté le GM dans l'élaboration du «texte de base» *De episcopis* ont été dûment illustrées au *Coetus de S. Hierarchia* et, en principe, ont reçu bon accueil de la part des différents membres de ce *Coetus*. Aussi le schéma préparé par le GM a-t-il été dans l'ensemble bien accueilli. Toutefois, un bon nombre de canons ont subi de profondes modifications comme on le constatera au fur et à mesure de cet exposé sur les débats du *Coetus* à propos de chaque canon qui sera présenté ici sous la forme qui a été votée durant les derniers jours de réunion.

Ces différents canons sont évidemment encore susceptibles d'ultérieurs modifications au cours des travaux que doit encore faire la Commission.

#### CANONS PRÉLIMINAIRES

##### *Canon 1*

Le texte qui a été proposé par le GM, avec la note jointe, est le suivant:

*Eparchia est populi Dei portio, quae Episcopo cum cooperatione presbyterii pascenda concreditur, ita ut, pastori suo adhaerens ab eoque per Evangelium et Eucharistiam in Spiritu Sancto congregata, Ecclesiam singularem constituat, in qua vere inest et operatur Una Sancta Catholica et Apostolica Ecclesia.*

Lors de la session du *Coetus* qui s'est tenue le 15 janvier 1979, plusieurs objections ont été soulevées contre le mot *singularis*.

La principale solution alternative proposée a été d'adopter le terme de *particularis* (Décret «*Christus Dominus*» 11) même si un tel choix obligeait à renoncer à ce même terme dans le sens utilisé au Décret *Orientalium Ecclesiarum* 2 où *Ecclesia particularis* est synonyme de *Ritus* et indique une Eglise

Orientale toute entière, comprenant plusieurs éparchies ou même métropoles.

La proposition d'adopter le terme *particularis* a été soumise au vote le 24 janvier, mais n'a obtenu qu'un seul *placet*, alors que huit consulteurs se sont prononcés contre et deux se sont abstenus. Cette motion ayant été ainsi repoussée, le canon tout entier a été accepté à l'unanimité sous la forme proposée par le GM.

#### Can. 2 (CS 392)

Le texte qui a été proposé par le GM est le suivant:

*Episcopus cui eparchia iure proprio concreditur, eam regit ut vicarius et legatus Christi; potestas qua ipse nomine Christi personaliter fungitur, est propria, ordinaria et immediata, licet a suprema Ecclesiae Auctoritate exercitium eiusdem ultimatum regatur et certis limitibus intuitu utilitatis Ecclesiae vel christifidelium circumscribi possit.*

Une note a été ajoutée à ce texte pour insister sur les points 2-5 présentés précédemment.

Les sources plus immédiates du texte en question sont à trouver dans la Constitution dogmatique *Lumen Gentium* n. 27, et le Décret *Christus Dominus*, n. 8

Durant la réunion du *Coetus*, il a été fait remarqué tout d'abord l'usage impropre de l'expression *iure proprio concreditur* qui semble vouloir entraîner que l'évêque a personnellement le droit qu'une éparchie lui soit confiée. La discussion sur ce point, en relation également avec le canon suivant, a permis aux membres de tomber d'accord pour changer ces mots par *legitime concreditur* qui correspondent en fait à ce que le GM a précisément voulu dire.

Un consultant a proposé de supprimer les mots *licet a Suprema Ecclesiae Auctoritate exercitium eiusdem ultimatum regatur et certis limitibus... circumscribi possit* et de les remplacer par *haec potestas in communione cum aliis episcopis et sub suprema potestate Romani Pontificis ad normam iuris exercetur*. Dans le vote définitif le *Coetus* a cependant accepté le texte du GM par dix *placet* et une abstention. La proposition summentionnée n'a pas été acceptée car non seulement elle aurait modifié le texte conciliaire mais elle n'aurait pas en outre précisé ce qui compte vraiment pour l'Orient, à savoir que dans chaque Eglise et malgré que différents organes (Synode des évêques, Métropolites, Patriarches) ont un pouvoir supraéiscopal, les évêques sont, quant au *ius divinum*, totalement égaux entre eux et que aucun Synode — pas même par une décision unanime (théorie du *cedere proprium ius*) — ne peut limiter l'exercice de ce *ius*, sinon dans la mesure où il en reçoit l'autorisation de la Suprême Autorité de l'Eglise universelle.

L'on a fait également remarquer combien ce dernier point avait été souligné lors de la réunion des Membres de la Commission, en Assemblée

Plénière, du 18 au 23 mars 1974, où il fut décidé d'insérer parmi les «Principes directeurs pour la révision du CICO» le n. 27 de la Constitution dogmatique *Lumen Gentium* sous le titre «principe de subsidiarité» (cf. *Nuntia 3*, p. 6, n. 3) dans le but précis de prévenir toute *deminutio capitinis* chez les évêques orientaux vis-à-vis des évêques de l'Eglise Latine où il n'existe pas d'organes intermédiaires, entre le Souverain Pontife et l'épiscopat, avec pouvoirs supraépiscopaux aussi étendus qu'en Orient.

### Can. 3

Le GM a présenté le texte suivant:

§ 1. *Episcopi quibus eparchia iure proprio concredita non est, sed qui officium coadiutoris: vel auxiliaris in certa eparchia explent aut alia munia in Ecclesia legitime excent, titulares vocantur et potestatem excent prout in iure communi vel particulari pro singulis eorum officiis determinatur.*

§ 2. *Si episcopo titulari eparchia committitur eam regit iure non proprio, sed nomine illius qui eparchiam ipsi legitime committit.*

A la place des lignes ci-dessus l'on a proposé le texte suivant:

*Episcopi «titulares» quibus nempe cura eparchiae ex qua titulum sumunt non concreditur, deputantur ad alia officia in Ecclesia exercenda cum potestate quae iure communi vel particulari pro singulis determinatur.*

Dans le deuxième texte proposé, le mot *titularis* est utilisé en relation avec *titulus*, car un évêque, dans le droit en vigueur, est appelé «titulaire» non parce qu'il a un office déterminé au lieu d'une éparchie, mais parce qu'il a seulement le titre d'une éparchie sans exercer aucun pouvoir en son sein.

Les raisons invoquées à l'appui du deuxième texte ont cependant été remises en question dans le *Coetus* étant donné l'antique figure du *chorepiscopus*<sup>1</sup> d'une part, la pratique en viguer de certaines Eglises Orthodoxes d'autre part et, également, la tendance qui émerge actuellement dans l'Eglise Latine<sup>2</sup> de ne point concéder à tout évêque non éparchial le titre d'un siège éparchial dépourvu d'une population de fidèles.

Le *Coetus* a ainsi repoussé le deuxième texte proposé en raison du fait qu'il suppose en son sein résolu le problème dont il est question, à savoir si l'on doit attribuer ou non aux évêques titulaires des titres d'éparchies *quas non regunt*.

C'est donc le texte du GM qui a été pris comme texte de base, puisqu'il est formulé de façon très concrète. Il a cependant été établi, du point de vue

<sup>1</sup> Cf. *Fonti*, série I, tome IX *Index* p. 62.

<sup>2</sup> Cf. *Communicationes* 9, 1977 n. 2 p. 223, «De titulo tribuendo Episcopis coadiutoribus»; *Ibidem* pag. 224, «De titulo tribuendo Praelatis (nullius)»; *ibidem* 10, 1978 n. 1 p. 18, «De titulo tribuendo Episcopis officio renuntiantibus».

strictement juridique — c.a.d. pour l'usage du Code —, que les évêques *titulaires* sont tous ceux à qui *eparchia concredita non est*, en dehors de toute question de savoir quel titre peut être donné à ces évêques; une question qu'il n'est pas nécessaire de résoudre dans le Code lui-même et qui peut être confiée au droit non-codifié, y compris celui de l'usage courant de chaque Eglise *sui iuris*.

Le texte du GM a cependant subi des corrections durant le *Coetus* afin d'éliminer les mots *iure proprio* et ajouter un *firma* § 2 en sorte que le § 1 commence *Episcopi quibus eparchia, firma* § 2, *concredita non est...*, le rest demeurant inchangé. Le canon ainsi amendé a été accepté par neuf *placet* et deux abstentions.

## CAPUT I

### *De electione Episcoporum*

Can. 4 (CS 394)

*Ut quis idoneus ad officium Episcopi habeatur, requiritur ut sit:*

- 1) *bona existimatione gaudens;*
- 2) *vinculo matrimonii non ligatus;*
- 3) *annos natus saltem triginta quinque;*
- 4) *a quinquennio saltem in presbyteratus ordine constitutus;*
- 5) *firma fide, bonis moribus, pietate, animarum zelo, prudentia ceterisque dotibus praeditus quae ipsum aptum efficiunt ad officium de quo agitur explendum;*
- 6) *laurea doctorali vel saltem licentia in aliqua sacra scientia potitus in Istituto Studiorum a competenti auctoritate ecclesiastica probato, vel saltem in iisdem disciplinis vere peritus.*

Ce canon, qui est une révision du CS 394, ne présentait pas de grosses difficultés. En substance ce canon conserve le *ius vigens*, requerant cependant 35 ans au n. 3 au lieu des 30 requis dans le CS can. 394, et formulant, pour des raisons oecuméniques, le n. 5 en sorte de ne point exclure l'éventualité d'une évolution du droit canon sur la *competens auctoritas* qui dans le droit en vigueur est constituée par la Sacrée Congrégation pour l'Education Catholique.

---

### Can. 5 (CS 251)

*In Ecclesiis patriarchalibus et archiepiscopalibus maioribus Episcopi, intra-fines territorii earundem Ecclesiarum ad eparchias vacantes vel alia officia excer-cenda designantur electione canonica ad normam canonum CS 103-124 nisi aliud in canonibus qui sequuntur, statutum sit; cetere vero Episcopi ritus ori-en-talis a Romano Pontifice nominantur, firmo can. NN De Patriarchis.*

Ce canon, étroitement fidèle à tout ce qui avait déjà été discuté et approuvé lors de précédentes réunion du *Coetus* a été aisément accepté. Le *firmo can.* *NN de Patriarchis* se réfère au canon concernant la nomination des évêques hors de territoires des Eglises patriarcales, dont il est rendu compte dans les *Nuntia 6*, p. 30.

### Can. 6 (CS 254 et 252)

Le GM a présenté le texte suivant:

§ 1. *Quod attinet ad Episcoporum electiones, Synodus Episcoporum secreto scrutinio per partem suffragiorum absolute maiorem, elenchem componat presbyterorum ad episcopale officium idoneorum.*

§ 2. *Candidatos ad elenchem componendum soli Synodi sodales propo-nere possunt, quibus est etiam informationes et documenta, quae ad normam iuris necessaria sunt ut candidatorum idoneitas rite comprobetur, colligere, audi-tis, si opportunum id ducant, secreto et singillatim, aliquibus presbyteris vel etiam laicis prudentia et christiana vita praestantibus.*

§ 3. *De informationibus de quibus in § 2 Episcopi Patriarcham opportuno tempore ante Synodi convocationem certiorem reddant; Patriarcha vero, propriis si casus ferat additis informationibus, rem ad omnes Synodi sodales transmittat.*

§ 4. *Elenchus presbyterorum ad episcopale officium idoneorum per Pa-triarcham ad Sedem Apostolicam transmittatur ad assensum Romani Pontificis obtinendum.*

§ 5. *Assensus Romani Pontificis, semel praestitus pro singulis candidatis valet donec explicite revocetur, quo in casu nomen candidati ex elenco expun-gendum est.*

Il s'agit ici, évidemment de l'un des canons de la plus haute importance pour les Eglises Orientales Catholiques. Aussi le texte de base avait-il été élaboré après un long travail de réflexion et de recherche à partir de renseignements très complets sur les procédures suivies par les Synodes Patriarcaux pour les élections des évêques après que le Concile Vatican II ait établi dans le Décret *Orientalium Ecclesiarum*, n. 9, que *Patriarchae cum suis Synodis supe-riorem constituunt instantiam pro quibusvis negotiis patriarchatus, non secluso*

*iure constituendi novas eparchias atque nominandi episcopos sui ritus intra fines territorii patriarchalis, salvo inalienabili Romani Pontificis iure in singulis casibus interveniendi.*

Dans l'intention d'adhérer, dans une matière tellement importante, aux principes d'une collégialité effective qui requiert la plus large corresponsabilité de la part de tous les évêques d'une Eglise Orientale dans le choix de la liste des candidats à l'élection des évêques des sièges vacants, le GM s'est d'abord appuyé sur le CS 254 où il est déjà demandé que la liste des candidats soit composée *secreto suffragio per partem absolute maiorem* du Synode, en sauvegardant toutefois, comme on le verra dans le canon suivant, la pleine liberté des évêques pour élire aux sièges vacants même des personnes qui ne figurent pas dans la liste.

Cette même corresponsabilité semblait exiger que les évêques eux-mêmes, et non pas le Patriarche à lui seul comme dans le *ius vigens* (CS 252), recueillent les informations sur les candidats qu'ils proposent et cela grâce à une consultation discrète non seulement des *presbyteri eparchiae vacantis* (CS 252 § 1 n. 2) mais encore de quelques laïques qui excellent *prudentia et christiana vita*.

Cependant, dans la discussion sur la proposition du GM dans le *Coetus* (16 janvier 1979) le texte en question (§ 2) a été modifié en sorte de confirmer les différents systèmes qui sont déjà utilisés et acceptés par les différentes Eglises.

Sur proposition d'un membre du GM, le *Coetus* a accepté une nouvelle disposition des §§ selon un ordre plus logique ainsi que, par rigueur de terminologie, la substitution dans le texte du mot *presbyter*, partout où il se présente, par celui de *candidatus*.

A partir des suggestions et des voeux exprimés par le *Coetus*, le Rappor teur a proposé à la réunion successive un nouveau texte qui a eu l'agrément du *Coetus* et a été inséré parmi les textes à voter dans les derniers jours des travaux.

Le canon a été accepté par dix *placet* et une abstention le 24 janvier, sans amendements ultérieurs.

A l'état actuel des travaux, ce texte est le suivant:

§ 1. *Candidatos ad episcopale officium idoneos soli Synodi Episcoporum sodales proponere possunt, quibus est etiam, ad normam iuris particularis, informationes et documenta, quae necessaria sunt ut candidatorum idoneitas comprobetur, colligere, auditis, si opportunum id ducant, secreto et singillatim, aliquibus presbyteris vel etiam laicis prudentia et christiana vita praestantibus.*

§ 2. *De informationibus Episcopi Patriarcham opportuno tempore ante Synodi convocationem certiorem reddant; Patriarcha vero propriis si casus ferat additis informationibus, rem ad omnes Synodi sodales transmittat.*

*§ 3. Synodus Episcoporum rite coadunata nomina candidatorum examinet et secreto scrutinio per partem suffragiorum absolute maiorem elenchem componat, quod per Patriarcham ad Sedem Apostolicam transmittatur ad assensum Romani Pontificis obtainendum.*

*§ 4. Assensus Romani Pontificis semel prestitus pro singulis candidatis valet donec explicite revocetur, quo in casu nomen candidati ex elenco expungendum est.*

*Can. 7 (CS 252 § 2 n. 2)*

Le GM a proposé le texte suivant:

*§ 1) Patres in Synodo congregati, quem prae ceteris dignum et idoneum coram Domino censeant, libere elegant.*

*§ 2) Ad validam electionem requiritur pars suffragiorum absolute maior (sodalium in Synodo praesentium) demptis suffragiis nullis.*

*§ 3) Post tria inefficacia scrutinia suffragia feruntur in quarto scrutinio super iis duobus tantummodo candidatis qui in tertio scrutinio maiorem partem suffragiorum receperunt; in casu paritatis sequentes regulae serventur:*

*1) Si primo loco plus quam duo candidati eundem numerum suffragiorum receperunt ad quartum scrutinium admittantur duo antiquiores presbyterali ordinatione;*

*2) si secundo loco plures candidati eundem numerum suffragiorum receperunt is eorum ad quartum scrutinium admittantur qui est antiquior presbyterali ordinatione;*

*3) si in quarto scrutinio paritas suffragiorum habetur antiquior presbyterali ordinatione electus habetur.*

Sur proposition d'un consulteur, l'on a discuté avant tout sur la question du quorum exigé pour la validité du Synode qui doit élire un évêque.

La question a été déjà plusieurs fois soulevée au cours des années précédentes, surtout à propos du CS 346 (*cuilibet Synodo ad validitatem interesse debet pars absolute maior Patrum suffragio deliberativo frumentum*) dont fait exception le CS 226 § 1 qui requiert un quorum du *duae tertiae partes eorum qui voce activa fruuntur, nec legitimo sunt impedimento detenti* pour les Synodes qui doivent élire les Patriarches. Le can. 226 du CS a été retenu quant à son fond dans la section de *electione Patriarcharum*, où il a reçu, dans le schéma provisorie le n. 17.

Au cours de débat, la grande majorité des présents s'est prononcée favorablement (le 16 janvier) pour que dans les Synodes qui doivent élire les évêques soit adopté le même quorum qui est requis pour la validité des Synodes devant élire les Patriarches. C'est pourquoi dans le § 2 a été introduit l'incise suivante: *Synodus electionis episcoporum canonica est ad normam can. 17 de Patriarchis.*

---

Toutefois si le *Coetus* a opté pour l'unification du quorum il n'en est pas de même pour la validité de chaque scrutin ni pour le nombre même des scrutins.

Dans le *De Patriarchis* l'on a conservé à ce sujet l'essentiel des canons 230 et 232 du CS, où il est établit que les scrutins doivent être poursuivis aussi longtemps que l'un des candidats n'a pas obtenu 2/3 des voix. Cependant, si après 15 jours de scrutins, aucun candidat n'a encore été élu, le cas, comme le propose le *textus emendatus, devolvitur ad Romanum Pontificem*. Pour ce qui est de l'élection des évêques le *Coetus* a accepté la proposition du GM, à savoir la majorité absolue des voix (au lieu des 2/3), pour les trois premiers scrutins et, pour le quatrième, le recours à une forme de ballotage parmi les candidats mieux cotés.

Le texte du § 3 a cependant été remanié plusieurs fois et finalement approuvé l'après-midi du 24 janvier sous la forme reportée ci-dessous dans les §§ 3 et 4.

Une autre question très débattue a été soulevée par un consulteur qui a proposé d'ajouter, dans le § 1 du texte, la phrase suivante: *firmo iure particulari quo ius nomina candidatorum proponendi Patriarchae reservetur*, qui, dans le *ius vigens* se trouve dans le canon 252 § 2 n. 2 du CS, où est sauvegardé le droit particulier qui réserve au seul Patriarche le droit de proposer les candidats au vote en sorte que si quelqu'un n'est pas proposé par le Patriarche, il ne peut être élu. Cette proposition n'a cependant pas été acceptée (elle a obtenu 1 *placet*, 9 *non placet* et 1 abstention), surtout en considération du fait que le Patriarche aurait de ce fait la possibilité de restreindre la liste des candidats à laquelle le Saint-Père aurait déjà donné son assentiment, en vertu du canon 6 du schéma, et également en considération du rôle de la collégialité et de la pleine co-responsabilité des évêques dans le choix des candidats.

En outre, dans le Code commun à toutes les Eglises orientales, il ne paraît pas nécessaire de mentionner une pareille prérogative qui, si on le jugera bon, pourra être maintenue et confirmée comme un authentique «privilège» qui fait exception au Code.

Le texte du can. 7, tel. qu'il a été accepté au cours de la réunion de l'après-midi du 24 janvier, par votes 9-0-1, est le suivant:

§ 1) *Patres in Synodo congregati, quem prae ceteris dignum et idoneum coram Domino censeant, libere eligant.*

§ 2) *Synodus electionis episcoporum canonica est ad normam can NN «De Patriarchis»; ad validam vero electionem candidatorum requiritur pars absolute maior sodalium in Synodo praesentium, demptis suffragiis nullis.*

§ 3) *Post tria inefficacia scrutinia suffragia feruntur in quarto scrutinio super iis duobus tantummodo candidatis qui in tertio scrutinio maiorem partem suffragiorum receperunt.*

---

*§ 4) Si in tertio aut quarto scrutinio ob paritatem votorum non constet quis candidatus pro novo scrutinio vel quis electus sit, paritas dirimatur in favorem eius qui est antiquior presbyterali ordinatione; si nemo ordinatione presbyterali aliis praecedit, qui est senior aetate.*

Le trois canons qui suivent, après quelques émendements de moindre importance, ont été acceptés presque à l'unanimité, avec quelques abstentions dues au mot *assensus* contenu dans ces textes.

A propos de l'*assensus* du Pontife Romain, il convient de préciser que pour le *Coetus* ce terme semble correspondre à la meilleure formulation de la mise-à-jour des canons de *electione episcoporum*. Dans le monde contemporain, en effet, les moyens de communication permettent de réduire presque totalement l'éventualité d'une intervention *post factum* du Souverain Pontife, c. a. d. lorsque un évêque élu est déjà proclamé publiquement comme tel. De telles éventualités, pourtant nécessaires comme moindre mal pour la *salus animarum*, se sont révélées au cours des siècles toujours désagréables.

L'*assensus* tel qu'il est conçu actuellement dans le schéma, et selon la conviction même du *Coetus*, rend le Saint Père en mesure d'exercer de la façon la plus digne, efficace et prudente son *ius in singulis casibus interveniendi* selon le Décret conciliaire *Orientalium Ecclesiarum* n. 9. Le trois canons sont les suivants.

#### Can. 8 (CS 254 § 2)

*§ 1) Si legitime a Synodo electus sit ex recensitis in elenco ad quem Romanus Pontifex assensum iam prestiterit peracta electio a Patriarcha sub secreto intimanda est electo.*

*§ 2) Postquam electus intra tempus utile electionem acceptaverit Patriarcha de acceptance electionis atque de die episcopalnis proclamationis statim Sedem Apostolicam certiorem faciat.*

#### Can. 9 (CS 253)

*§ 1) Si legitimè electus non sit ex recensitis in elenco statim Patriarcha Sedem Apostolicam de peracta electione certiorem faciat ad obtainendum Romani Pontificis assensum, servato ab omnibus qui quomodolibet electionis exitum noverint secreto, etiam erga ipsum electum, usquedum de assensu nuntium ad Patriarcham pervenerit.*

*§ 2) Obtento assensu Romani Pontificis Patriarcha sub secreto electionem intimet electo et ad normam § 2 canonis precedentis agat.*

---

### Can. 10 (CS 255)

§ 1) *Quoties Synodus ad normam can. 5 congregari non potest, Patriarcha, consulta Sede Apostolica, suffragia Episcoporum per litteras exquirat: quo in casu Patriarcha ad validitatem actus, uti debet opera duorum Episcoporum scrutatorum, qui designandi sunt ad normam iuris particularis vel, eo deficiente, a Patriarcha de consensu Synodi permanentis. Scrutatores, secreto stricte servato, litteras Episcoporum aperiant, suffragia numerent et relationem scriptam de peracto scrutinio una cum Patriarcha subsignent.*

§ 2) *Si quis ex candidatis in hoc unico scrutinio maiorem partem suffragiorum Synodi sodalium obtinuerit, electus habeatur, et Patriarcha ad normam can. 8 vel 9 procedat, secus Patriarcha rem ad Sedem Apostolicam transmittat.*

### Can 11 (CS 395 e 260)

Ce canon traite de la *provisio canonica* sur laquelle le *Coetus* s'est arrêté longuement car un consultant a soulevé la question des *tria munera* que reçoivent les évêques selon la doctrine du Vatican II *ipsa consecratione episcopali* qui semble exiger que la *provisio canonica* suive et non précède la consécration épiscopale.

La discussion a abouté à la conclusion commune que la *provisio canonica* est par elle-même une *designatio* à une éparchie ou à un office donné et précède donc nécessairement la consécration. Il n'y a donc aucune raison de s'écartier du *ius vigens*.

Le § 1 du canon 11, tel qu'il a été proposé par GM et qui conserve le *ius vigens* sous une formulation différente du CS can. 395 § 1, a donc été accepté sans modification.

La question du § 2 a été plus difficile à résoudre. Le texte proposé par GM était le suivant:

*Candidatus, ante canonicam provisionem praeter fidei professionem, promissionem fidelitatis erga Romanum Pontificem et, si munus in territorio Ecclesiae patriarchalis obtinet, etiam erga Patriarcham, edat.*

Un consultant a proposé de changer les termes *promissio fidelitatis erga Patriarcham* par *promissio oboedientiae ad normam iuris* et d'ajouter également la proposition incidente *si munus in territorio Ecclesiae patriarchalis obtinet*.

L'intention de l'intervenant était de formuler ce canon en sorte qu'il puisse s'appliquer également aux *Hierarchae aggregati* qui régissent les communautés orientales existant hors du territoire des Eglises patriarcales: celle-ci en effet, dans certaines matières, définies par le droit (par ex. dans les questions liturgiques), doivent obéissance au Patriarche selon la *norma iuris*.

Cette orientation a été acceptée par le *Coetus* (et votée 7-1-3) pour ce qui est du fonds. Par contre, pour sa formulation, le *Coetus* a exprimé le désir de limiter de façon claire les matières dans lesquelles un *Hierarcha aggregatus* doit

obéissance au Patriarche aux seules matières clairement indiquées dans le droit commun.

Le Rapporteur a ainsi formulé le § 2 sous la forme présentée ci-dessous qui a été acceptée au cours de la réunion qui s'est tenue le matin du 24 janvier, avec 9-0-2 voix.

§ 1) *Cuilibet ad episcopatum promoto necessaria est canonica provisio qua Episcopus vacantis eparchiae constituitur vel determinatum munus ipsi in Ecclesia committitur.*

§ 2) *Candidatus ante canonicam provisionem, praeter fidei professionem, promissionem oboedientiae erga Romanum Pontificem et, si munus in territorio Ecclesiae patriarchalis obtineat vel eidem Ecclesiae aggregatus sit, promissionem oboedientiae erga Patriarcham in iis in quibus Patriarchae ad normam iuris subicitur, edat.*

Le deux canons suivants (qui sont une révision des canons 396 et 397 du CS) n'ont pas présenté de grosses difficultés. Le *Coetus* a accepté les propositions du GM à propos de la *intronisation* qui, en Orient, est une forme commune de la *captio possessionis eparchiae* ainsi qu'à propos de la suppression du § 2 du can. 396 du CS.

Sur cette dernière proposition, le *Coetus* s'était bien rendu compte que si, d'une part, ce paragraphe (qui précise un certain nombre de droits que les évêques reçoivent dès le jour de leur ordination épiscopale) pouvait être élargi en y insérant ce qui est contenu dans le canon 416 du CS, il pouvait d'autre part être parfaitement reporté dans autres sections du CICO, comme par exemple celle *De verbi Dei praedicatione*, pour préciser que chaque évêque a le droit de prêcher partout, au celle *De Sacramento poenitentiae* pour affirmer le pouvoir des évêques d'absoudre les péchés de quiconque où qu'il soit (Cf. *Nuntia* 6, p. 6, n. 3).

Ces deux canons sont les suivants:

#### Can. 12 (CS 396)

§ 1. *Nisi legitimo impedimento prohibeatur promotus ad episcopatum debet intra tres menses a die proclamationis, si de electo agatur, vel a receptis Apostolicis Litteris si de nominato, ordinationem episcopalem recipere.*

§ 2. *Episcopus aparchialis intra quattuor menses ab electione vel nominatione episcopali debet ad suam eparchiam pergere.*

#### Can. 13 (CS 397)

§ 1. *Canonicam eparchiae possessionem capit Episcopus ipsa introniza-*

---

*tione legitime paracta in qua coram clero et populo Litterae Apostolicae vel patriarchales de canonica provisione leguntur.*

*§ 2. De peracta inthronizatione instrumentum conficiatur ab ipso Episcopo eparchiali una cum cancellario curiae et saltem duobus testibus subsignandum et in archivo curiae servandum.*

*§ 3. Ante inthronizationem episcopus in regimen eparchiae neque per se neque per alios, nec ullo titulo sese ingerat; sed si aliquod officium in eparchia vacante habuit illud retinere et exercere potest.*

## CAPUT II

### *De iuribus et obligationibus Episcoporum eparchialium*

#### Can. 14 (CS 398)

*Episcopus iuridicam personam sustinet eparchiae et mensae domusve episcopalis in omnibus negotiis iuridicis ad ipsas spectantibus, ad normam canonum.*

Ce canon figure deux fois dans le *ius vigens*: au can. 398 du CS et au can. 260 du Motu proprio «Postquam Apostolicis Litteris». Les modifications introduites par le *Coetus* relèvent du domaine de la simple forme littéraire.

#### Can. 15 (CS 399)

*§ 1. Episcopo eparchiali officium est et ius regendi eparchiam sibi commissum tum in spiritualibus tum in temporalibus, ad normam iuris.*

*§ 2. Ipsi omnis competit quae ad regimen eparchiae excercendum requiriatur potestas, legislativa, executiva et iudicialis, ita exceptis in causis quae ad normam iuris auctoritati Ecclesiae Supremae vel aliis ab eadem Suprema auctoritate reservantur.*

Pour l'acceptation de ce canon, le *Coetus* a adopté le texte de la Commission pour la révision du C.I.C. (schéma 1977, can 244 § 1 et 2), avec cependant une référence à ce qui a été dit précédemment au canon 2 du présent schéma. Il a donc précisé au § 2 par les mots *ab eadem Suprema auctoritate*, que le droit particulier seul (qui pourrait être compris sous les termes *ad normam iuris*), même lorsqu'il provient d'un Synode d'évêques, ne peut en aucune façon restreindre par quelque *reservatio* les pouvoirs de l'évêque.

Le GM a proposé également l'adoption d'un § 3, pris lui aussi du schéma de la Commission pour la revision du C.I.C., qui est le suivant:

*Potestatem legislativam excercet ipse Episcopus sive in Conventu eparchiali sive extra; potestatem executivam excercet sive per se sive per Syncellos ad*

*normam iuris; potestatem iudicialem sive per se sive per Vicarium iudicialem et iudices ad normam iuris constitutos.*

L'après-midi du 24 janvier, un consultant a cependant proposé de supprimer ce paragraphe car *omnia alibi in codice dicuntur et tota res ad doctrinam pertinet*. Mais un autre consultant s'élevait contre cette suppression, affirmant que ce paragraphe doit être maintenu parce qu'il souligne que la *potestas legislativa* doit être exercée *per se ipsum*. Le Rapporteur est alors intervenu en citant un *canon novus* que le *Coetus de Normis generalibus* a formulé dans la section *de potestate regiminis* et où l'on affirme que la *potestas legislativa excercenda est modo iure praescripto, et ea qua in Ecclesia gaudet legislator infra Auctoritatem Supremam, delegari nequit, nisi aliud iure communi aut particulari a Synodo Episcoporum Ecclesiae patriarchalis statuto, explicite caveatur*.

Après une ultérieure discussion, le § a été supprimé (par voix 6-1-3), tandis que les § 1 e 2 ont été acceptés sous la forme mentionnée plus haut (par voix 8-1-1).

#### Can. 16

§ 1. *In exercendo suo munere pastoris, Episcopus sollicitum se praebeat erga omnes christifideles qui suae curae committuntur, cuiusvis sint aetatis, conditionis, nationis vel ritus, tum in territorio eparchiae habitantes tum in eodem ad tempus versantes, animum intendens apostolicum ad eos qui ob vitae suae conditionem ordinaria cura pastorali non satis frui valent necnon eos qui a religionis praxi defecerunt.*

§ 2. *Speciali modo curet Episcopus ut omnes christifideles suae curae commissi peculiare munus adimpleant omnium Christianorum unitatem, Orientalium praesertim, fovendi, iuxta principia ab Ecclesia adprobata, precibus imprimis, vitae exemplis, religiosa erga antiquas traditiones orientales fidelitate, mutua et meliore cognitione, collaboratione ac fraterna rerum animorumque aestimatione.*

§ 3. *Commendatos sibi in Domino habeat non baptizatos et curet ut et ipsis ex testimonio christifidelium in communione ecclesiastica viventium eluceat caritas Christi.*

Pour le § 1 et 2 le *Coetus* a accepté le texte de la Commission pour la Révision du C.I.C. Par contre, pour le § 2, au lieu d'utiliser le texte du Décret *Christus Dominus* n. 16, le *Coetus* a préféré reporter presque littéralement le texte du n. 24 du Décret *Orientalium Ecclesiarum*, en supprimant toute fois le mot *oecumenismus* qui ne semble pas avoir une portée spécifiquement juridique.

---

Can. 17

*Peculiari sollicitudine prosequatur Episcopus presbyteros suos, ad quos audiendos pro viribus semper se paratum ostendat, eorum iura tutetur et curet ut ipsi obligationes suo statui proprias rite adimpleant atque ut ipsis praesto sint quibus ad vitam spiritualem et intellectualem fovendam egent media et institutiones; item ut eorundem honestae sustentationi atque adsistentiae sociali prospiciatur.*

Pour ce canon également, qui se base en grande partie sur le Décret *Christus Dominus* n. 16, c'est le texte de la Commission pour la Révision du C.I.C. (schéma 1977, can. 237) — avec toutefois l'adjonction des mots *pro viribus* — qui a été finalement accepté.

Can. 18

*Vocationes sacerdotales, diaconales, monachorum, religiosorum ceterorumque institutorum vitae consecrate ac missionales quam maxime Episcopus foveat.*

En référence au texte conciliaire du Décret *Christus Dominus* n. 15 (*vocationes sacerdotales ac religiosas quam maxime foveant, speciali cura vocationum missionalium adhibita*), le GM a proposé le texte suivant: *Vocationes ecclesiasticas quam maxime Episcopus foveat*. A l'appui de ce texte, le GM a ajouté une note disant qu'il ne paraissait pas opportun de parler de *vocationes sacerdotales, vocationes ad Instituta vitae consecratae, vocationes missionales, vel vocationes ministeriales*, etc. (de même que le *Coetus de Clericis* parle de vocations diaconales et presbytérales dans le schéma de *Seminariis*, cf. *Nuntia* 8, can. 2), mais qu'il convenait plutôt de rassembler tous ces aspects sous un unique terme.

Le *Coetus* n'a pas cependant retenu devoir suivre cette orientation, et a demandé que soient précisés les différents aspects.

Au cours de la réunion du 17 janvier, le *Coetus* s'est mis provisoirement d'accord sur le texte suivant, dont le vote était remis à quelques jours plus tard: *Vocationes sacerdotales, diaconales, monachorum ceterorumque religiosorum, ac missionales quam maxime Episcopus foveat*.

Comme solution alternative à ce texte, un consultant a proposé le formule suivante; *vocationes in servitium Ecclesiae et in Christi sequelam quam maxime Episcopus foveat*.

L'après-midi du 24 janvier, les deux textes furent à nouveau débattus: si d'un côté le premier texte paraissait ne pas contenir toutes les formes de vie consacrée, le second ne semblait par ailleurs être suffisamment précis: les termes *in sequelam Christi* étant en effet le propre de la vie de chaque chrétien.

Le *Coetus*, dans son vote final (votes: 8-1-1), a modifié le texte selon la pénultième proposition.

#### Can. 19 (CS 400)

§ 1. *Episcopus, quippe qui fidelium suae curae commissorum authenticus sit fidei doctor et magister, ipsis veritates fidei credendas et moribus applicandas proponere et illustrare tenetur, per se ipse frequenter praedicans, utcumque doctrinam aliis quae praesto sunt mediis et instrumentis promovens; curet etiam ut praescripta canonum de ministerio verbi, de homilia praesertim et catechetica iuvenum institutione sedulo serventur, ita ut universa doctrina christiana omnibus tradatur.*

§ 2. *Cum omnium Ecclesiarum una cum ceteris Episcopis sit sponsor, audiutricem operam praestare tenetur ut verbum Dei omnibus gentibus nuntietur.*

§ 3. *Integritatem et unitatem fidei credendae aptioribus mediis firmiter tueatur.*

Le texte qui a été adopté est celui de la Commission pour la Révision du C.I.C. (schéma 1977, can. 239), à l'exception du dernier §. Dans ce § après le mot *tueatur*, l'on avait ajouté: *iustum libertatem tamen in veritatibus ulterius perscrutandis agnoscens, nec quaestiones de quibus periti legitime inter se dissentiunt dirimens.*

Cette adjonction a été longuement débattue par le *Coetus* et plusieurs propositions avaient été faites à son sujet. Au terme de la discussion, par 7 placet contre 3 non placet, l'adjonction fut supprimée, car il n'a pas semblé indispensable de l'insérer à cette place. Mais une note a été insérer à cet endroit pour préciser le point de vue des 3 non placet, en sorte que cette question puisse être examinée à nouveau lors de la *denua revisio*.

#### Can. 20

*Episcopus omni ope promovere studeat sanctitatem christifidelium, secundum uniuscuiusque propriam vocationem atque, cum sit praecipuus mysteriorum Dei dispensator, iugiter admittatur ut christifideles suae curae commissi sacramentorum receptione in gratia crescant utque praesertim paschale mysterium penitus cognoscant et vivant.*

Le texte de ce canon est celui de la Commission pour la Révision du C.I.C. (schéma 1977, can. 240) établi à partir du Décret *Cristus Dominus* n. 16.

#### Can. 21 (CS 404)

Le texte, qui a été approuvé sans aucune modification par le *Coetus*, a été

élaboré par le GM à partir des débats sur la *missa pro populo* advenus au sein même du *Coetus* et du *Coetus Centralis* au cours des années précédentes à propos du CS can. 277, dans le section *De iuribus et obligationibus Patriarcharum*.

Durant la réunion du 31 mai 1976, le *Coetus de S. Hierarchia* avait longuement discuté sur l'opportunité ou non de conserver l'idée centrale du can. 277 du CS que certains jugeaient contraire à la tradition orientale.

Les motions proposées à l'occasion de cette discussion étaient les suivantes:

- 1) suppression du canon en question;
- 2) conservation de ce canon, mais sous la forme suivante: *Divinam liturgiam pro populo totius Ecclesiae cui praeest Patriarcha celebrare tenetur diebus festis a iure particulari statutis;*
- 3) conservation du canon sous le forme: *Salvo iure particulari aliud statuente, Patriarcha pro populo totius Ecclesiae... etc.* (comme dans CS can. 277).

Ces motions furent remises à l'ordre du jour et votées le 4 juin 1976: c'est la deuxième qui l'a emporté par 7 *placet* et deux abstentions.

Au cours de la réunion du *Coetus Centralis* du 8 février 1977, un consultant proposa la suppression complète du canon adopté par le *Coetus de S. Hierarchia* ainsi que tous les canons traitant de la *missa pro populo* dans les sections *De Episcopis* et *De Parochis* (CS can. 404, 415 § 2, 507) en raison du fait que dans toute liturgie les évêques et les prêtres orientaux doivent prier pour le peuple et que de telles prescriptions seraient difficilement compréhensibles auprès des Orthodoxes.

Cette nouvelle motion fut l'objet d'une autre discussion, le 12 février 1977, et malgré qu'elle ait été repoussée (4 *placet* contre 6 *non placet* et 1 abstention) elle fut rapportée au *Coetus de S. Hierarchia* comme «l'avis de la minorité».

Le GM qui a préparé les «textes de base» du *Coetus de S. Hierarchia* du mois de janvier 1979 avait acquis la conviction que, tout bien considéré, la célébration de la Divine Liturgie pour le peuple de la propre éparchie est, en Orient, l'un des premiers devoirs de l'évêque au point qu'il ne peut y avoir de liturgie qui ne contienne quelque prière explicite en faveur du peuple des fidèles. Cette obligation à une liturgie pour le peuple est donc intelligible pour tout le monde, quand bien même la conception d'une *applicatio missae* ne serait pas la même dans les différentes Eglises Orthodoxes.

Quant à l'obligation juridique précise en cette matière, qui comporte nécessairement des prescriptions plus détaillées (par. ex. *decies per annum*), ou «les jours de fête», le GM était de l'avis de s'en remettre entièrement au droit particulier de chaque Eglise.

La première partie du canon reporté plus haut (qui a été discuté et voté sans aucun *non placet* le 17 et 24 janvier 1979) est une exhortation faite aux évêques de se tenir à la tradition orientale en cette matière.

La seconde partie du canon s'en remet par contre au *ius particulare* pour ce qui est de toute indication plus précise d'obligation juridique faite à ce sujet.

Comme on l'a déjà souligné, toute cette question, y compris le susdit canon *De Patriarchis*, a été adopté de façon provisoire.

#### Can. 22

§ 1. *Episcopus, utpote totius vitae liturgicae in eparchia sibi commissa moderator, promotor atque custos, invigilare debet ut illa maxime foveatur atque secundum praescripta necnon probatas consuetudines sui ritus ordinetur.*

§ 2. *Curare debet ut in propria cathedrali celebretur saltem pars Officii divini, etiam quotidie, ubi usus ferat, iuxta legitimas cuiusque ritus consuetudines; item ut in qualibet paroecia pro viribus diebus dominicis et festis atque praecipuis sollemnitatibus earumque pervigiliis Officia divina celebrentur.*

§ 3. *Episcopus ipse frequenter praesedit Officiis divinis in ecclesia cathedrali aliave ecclesia, festis praesertim de pracepto aliisque sollemnitatibus in quibus partem habet notabilis populi pars.*

Le texte proposé par le GM a eu l'agrément du *Coetus* qui a toutefois ajouté dans le § 2 les mots *pro viribus*, car il reposait (par un vote en quelque sorte à égalité: 4 *placet*, 4 abstentions et aucun *non placet*) d'adopter l'attitude plus rigide du GM qui n'acceptait pas qu'un Orient puissent exister de véritables paroisses où ne soient pas célébrés *divina Officia* la veille des dimanches et des fêtes principales.

#### Can. 23 (CS 402)

*Episcopus in tota eparchia, ne exemptis quidem locis exceptis, potest agere sacras functiones quae ad normam legum liturgicarum ab ipso omnibus insignibus pontificalibus induito sollemniter perfici debent: non vero extra propriam eparchiam sine expresso vel saltem rationabiliter praesumpto Hierarchae loci consensu.*

Le 27 janvier 1978, le *Coetus de Normis Generalibus* chargé de la révision des canon *De verborum significazione* du Motu proprio «Postquam Apostolicis Litteris», avait supprimé le can. 307 de ce document.

L'après-midi du 17 janvier 1979, le *Coetus de S. Hierarchia* a demandé que ce canon soit rédigé en sorte de contenir en incise le can. 307 du PA qui précise la nature des *pontificalia* (*agere sacras functiones quae... perfici debent*), sans l'adjonction d'aucun exemple concret. Le *Coetus* a également demandé la suppression du § 2 du can. 402 du CS parce que déjà contenu dans l'expres-

sion *extra eparchiam* en ce sens que les *ecclesiae stauropegiacae*, indiquées dans ce §, font partie du territoire patriarchal (cf. CS can. 263).

Le texte reporté plus haut a été élaboré par le Rapporteur immédiatement après la réunion du 17 janvier et adopté par vote le matin du 25 janvier.

#### Can. 24 (CS § 2 et 3)

§ 1. *Ecclesiae universae unitatem cum tueri debeat, Episcopus disciplinam cunctae Ecclesiae communem promovere necnon observantiam omnium legum ecclesiasticarum atque legitimarum consuetudinum urgere tenetur.*

§ 2. *Ad vigilet ne abusus in ecclesiasticam disciplinam irrepant, praesertim circa ministerium verbi, administrationem Sacramentorum et Sacramentalium, cultum Dei et Sanctorum, exsecutionem piarum voluntatum.*

Au canon proposé par le GM, le *Coetus* a ajouté simplement le mot *ecclesiarum*, et a rejeté la motion d'un consultant qui proposait de remplacer l'expression *observantiam legum atque legitimarum consuetudinum* par *observantiam iuris canonici*, car cette dernière aurait pu se référer tout aux lois qu'aux coutumes.

Tout en admettant la pertinence de la motion, le *Coetus* a préféré le texte du GM car il est plus simple et permet de souligner l'importance du *ius consuetudinarium* en Orient où, en beaucoup de matières, il complète le droit commun.

#### Can. 25 (CS 4)

*Hierarchae variarum Ecclesiarum sui iuris in eodem territorio potestatem regiminis obtinentes, current, collatis consiliis in periodicis conventibus, unitatem actionis fovere, et viribus unitis, communia adiuvare opera, ad bonum religionis expeditius promovendum et cleri disciplinam efficacius tuendam.*

Ce canon est une révision du can. 4 *De ritibus* du CS. A son propos le *Coetus de Normis Generalibus* avait exprimé en janvier 1976 le vote suivant: Prière d'insérer le can. 4 parmi les canon *de obligationibus episcoporum*, car il traite - *in recto*, non pas *de ritibus servandis*, mais bien de l'obligation faite aux évêques *unitatem actionis fovere* malgré la diversité des rôles.

Cette question a été soulevée le 18 janvier. Au cours de la discussion, le *Coetus* est tombé d'accord pour utiliser dans la rédaction du nouveau texte les mots du Concile Vatican II dans le Décret *Orientalium Ecclesiarum* n. 4, qui offre déjà une révision du CS can. 4 (qui y est cité dans la Note 3), tout en tenant compte de la terminologie utilisée dans les nouveaux schémas du *Coetus de S. Hierarchia* (*potestas* au lieu de *iurisdictio*; *sui iuris* au lieu de *particularium*).

Ce canon a été mis à nouveau à l'ordre du jour des débats le matin de 25

janvier. En raison de son importance, certains consulteurs désiraient que le mot *curent*, que l'on trouve dans le texte conciliaire, soit remplacé par l'expression *curare debent*. Cette proposition a été votée à part, obtenant 3 *placet*, 4 *non placet* et 1 abstention. Le canon, qui par ailleurs a été accepté par tout le monde, a donc été chargé d'une note afin de rappeler l'attention du *Coetus* sur ce point pour les travaux ultérieurs de révision.

#### Can. 26

§ 1. *Varias apostolatus rationes in eparchia foveat Episcopus, atque curet ut, servatis quidem personarum physicarum et iuridicarum iuribus propriis, in universa eparchia, vel in eiusdem particularibus districtibus, omnia apostolatus opera sub suo moderamine coordinentur.*

§ 2. *Urgeat officim quo tenentur fideles ad apostolatum pro sua cuiusque condicione et aptitudine excercendum, atque ipsis commendet ut varia opera laicorum apostolatus, secundum necessitates loci et temporis, participent et iuvant.*

Le *Coetus* adopte ce canon qui est tiré du schéma de la Commission pour la Révision du C.I.C. (can. 249) à partir des textes conciliaires (*Christus Dominus* n. 17; *Apostolicam actuositatem*, Caput 1)

#### Can. 27

*Consociationes fidelium quae finem spiritualem directe aut indirecte persequuntur Episcopus promoveat, eas, ubi id expedit, erigendo, laudando vel commendando ad normam canonum NN de Christifidelium Consociationibus.*

Le texte de ce canon, tel que présenté par le GM, était conforme au texte de la Commission pour la Révision du C.I.C.: *Consociationes fidelium quae finem spiritualem directe aut indirecte persequuntur promoveat, eas ubi id expedit, erigendo, atque quas fideles libera inter se conventione inita legitime condunt et moderantur fovendo et sustinendo.*

La dernière phrase de ce texte a soulevé une discussion, au sein du *Coetus*, qui a permis à plusieurs consulteurs d'exprimer leur désir de limiter à ce propos le risque d'initiatives incontrôlées de la part des laïcs, donnant lieu à de possibles abus. Afin de rendre le texte acceptable pour ces consulteurs le Rapporteur a proposé une nouvelle formulation qui, outre le mot *legitime* rende plus clairement encore la référence aux canons *de consociationibus* où sont précisées les normes relatives à ce propos, y compris le contrôle exercé par l'évêque sur les associations formées sur initiative des laïcs. Le texte, dans sa nouvelle forme, a été accepté par voix 9-0-1.

Pour les canons relatifs aux associations, se reporter à *Nuntia* 4, pp. 44-47.

---

### Can. 28

*Curet etiam Episcopus ut omnia incepta atque instituta catechetica, missionalia, caritativa, socialia, familiaria, scholastica atque quaelibet alia finem pastoralis consequentia, servata quidem uniuscuiusque propria indole, ad concordem redigantur actionem.*

Ce canon, élaboré par la Commission pour la Révision du C.I.C., a eu l'agrément de tous les consulteurs.

### Can. 29 (CS 403)

*§ 1. Episcopus, etiamsi coadiutorem aut auxiliarem habeat, tenetur lege personalis in eparchia residentiae.*

*§ 2. Praeterquam causa obligationum quae legitime absentiam ex eparchia requirunt, Episcopus abesse potest aequa de causa non ultra mensem intra annum, dummodo cautum sit ne ex ipsius absentia eparchia quidquam detrimenti capiat.*

*§ 3. Ab eparchia tamen Episcopus abesse non debet diebus praecipuarum sollemnitatum ad normas a iure particulari iuxta consuetudines cuiusque ritus statutas.*

*§ 4. Si Episcopus ultra sex menses ex eparchia illegitime abfuerit Patriarcha ad normam can. NN «de Patriarchis» agat; extra vero territoria Ecclesiae Patriarchalis Sedes Apostolica certior reddatur a Metropolita, vel si ipse Metropolita illegitime abfuerit ab antiquore Episcopo comprovinciali.*

Dans le texte proposé par le GM l'on avait déjà introduit l'expression *non ultra mensem infra annum* au § 2 au lieu de *non ultra duos vel ad summum très menses intra annum* du CS can. 403 § 2.

Une discussion animée a été soulevée au sein du *Coetus* à propos de cette modification.

L'on a introduit dans un premier temps (18 janvier) les mots *non ultra duos menses* dans le texte lui-même alors que l'expression proposée par le GM fut ajouté comme une motion à voter sur ce texte dans les jours suivants.

Mais la dernière votation (le 25 janvier) a accepté la proposition du GM, pour seulement 5-4-1 voix, si bien que ce canon également a été chargé d'une note qui retienne l'attention du *Coetus* lors d'une *denua revisio* du schéma tout entier.

D'autres modifications ont été apportées pour abréger de façon sensible le texte du CS can. 403, tout en lui conservant tout son sens, et pour renvoyer au *ius particularē* l'indication des jours où la présence de l'évêque dans l'éparchie est nécessaire.

On remarquera que la référence aux canons *de Patriarchis* qui apparaît au

§ 4 se réfère au texte suivant, élaboré dans les années précédentes, dont un compte rendu n'a pas encore été donné dans les *Nuntia*.

*Patriarcha diligenter vigilet ut Episcopi ceterique locorum Hierarchae pastorali muneri fideliter satisfaciant et in suis eparchiis resideant; ipsorum zelum excitet; si in aliquo graviter offenderint, eos, audita Synodo permanenti si periculum in mora non adsit, monere ne omittat, et, si monitiones optandum effectum non sortiantur, ad normam iuris procedat.*

#### Can. 30 (CS 409)

§ 1. *Ad sanam et orthodoxam doctrinam servandam, bonos mores tuendos et pravos corrigendos, pacem, caritatem, pietatem et disciplinam in populo et clero promovendam, apostolatum fovendum, ceteraque pro ratione adiunctorum ad bonum religionis constituenda, tenetur Episcopus obligatione eparchiae vel ex toto vel ex parte quotannis visitandae, ita ut singulis saltem quinquenniis universam eparchiam, vel ipse per se, vel si legitime fuerit impeditus, per Episcopum coadiutorem, aut per auxiliarem, aut per aliquem presbyterum lustret.*

§ 2. *Integrum est Episcopo sibi eligere quos maluerit clericos in visitatione comites atque adiutores.*

§ 3. *Si obligationi da qua in § 1 Episcopus graviter defuerit, servetur praescriptum can. 29 § 4.*

Ce canon rest fidèle au *ius vigens* avec seulement quelques modifications de style et l'adjonction du § 3.

#### Can. 31 (CS 410)

§ 1. *Ordinariae episcopali visitationi obnoxiae sunt personae, res ac loca pia, quamvis exempta, quae intra eparchiae ambitum continentur, nisi probari possit specialem a visitatione exemptionem fuisse ipsis ab Apostolica Sede concessam vel de stauropegii privilegio agatur.*

§ 2. *Monachos ceterosque religiosos autem exemptos Episcopus visitare potest in casibus tantum in iure expressis.*

Le *ius vigens* a été conservé tel quel dans ce canon avec quelques légères corrections de langage. Une question cependant a été soulevé au sein du Coetus à propos du mot *stauropegium*, qui déjà avait fait l'objet de débats durant d'autres réunions de la Commission: ce terme, d'origine byzantine, semble ne pas avoir l'agrément des Eglises Orientales d'origine différente. Le mot cependant est resté dans le canon, car il n'en a pas, en fin de compte, été trouvé de meilleur et puisque désormais il a acquis une signification précise dans la terminologie juridique.

### Can. 32 (CS 411)

Le GM proposait de conserver le CS can. 411 *ut iacet*, y compris l'incise firmo *iure recurrendi contra eius praecepta ac decreta* qui tout en supposant le principe général sur l'effet du recours, — qui dans le *ius vigens*, est *in devolutivo tantum* (cf. CS can. 151 § 2 où il est écrit que le pouvoir de juridiction *non suspenditur interposito recursu, nisi aliud ius expresse caveat*) —, impliquait cependant le recours *in suspensivo* contre les décisions (prises pourtant durant la visite canonique) pour lesquelles *ius expresse caveat*.

C'est pourquoi, le *Coetus* a accepté, le 18 janvier, la proposition du GM, en admettant que même pour les décrets et les décisions prises durant la visite canonique soient appliqués les canons traitant de la procédure administrative où l'effet du recours est remis au jugement prudent du Supérieur auquel l'on aura recours.

Le matin du 25 janvier toutefois, le Rapporteur lui-même proposait au *Coetus* de bien vouloir remettre ce canon au programme des examens ultérieurs.

Il convient de souligner ici qu'en relation avec ce canon, le canon 412 du CS, où est indiqué un certain nombre de normes de comportement pour la visite canonique, a été exclu, par votation expresse, par le *Coetus*.

### Can. 33 (CS 405)

Le GM a présenté le texte suivant:

§ 1. *Episcopus eparchialis in territorio suaee Ecclesiae Patriarchalis potestatem exercens tenetur singulis quinquenniis relationem Patriarchae facere super statu eparchiae sibi commissae iuxta formulam a Synodo Episcoporum statutam; copiam relationis Episcopus ad Sedem Apostolicam ad informationem transmittat.*

§ 2. *Episcopus eparchialis extra territoria suaee Ecclesiae Patriarchalis potestatem exercens singulis quinquenniis eandem relationem Sedi Apostolicae facere debet iuxta formulam ab ipsa statutam; copiam relationis Episcopus ad Patriarcham ad informationem transmittat.*

§ 3. *Ceteri Episcopi eparchiales relationem de statu eparchiae sibi commissae singulis quinquenniis unice Sedi Apostolicae iuxta formulam ab ipsa statutam facere debent.*

Le matin du 19 janvier un consulteur a proposé durant la réunion de modifier le § 2 de la manière suivante: *Episcopus qui Patriarcham sui ritus habet tenetur singulis quinquenniis... etc.* Un autre consulteur a proposé de changer le mot *formulam* par *modum* afin de laisser au *ius particulare* le soin d'établir éventuellement d'autres modalités pour le rapport (sur le délais, par exemple, de présentation) qui ne seraient pas considérées dans le mot *formula*.

La proposition du deuxième consulteur fut accepté par tout le monde. Au premier intervenant, l'on fit par contre remarquer que sa motion semblait contraire à ce que le *Coetus* avait déjà voté dans la section *De territoriis Ecclesiarum patriarchalium...* dont on trouvera un compte-rendu complet dans les *Nuntia* 6. Mais cette première motion fut cependant inscrite parmi celles qui devaient être votées dans les jours suivants.

Au cours de la réunion du 25 février, après une nouvelle discussion, le canon fut accepté sous la forme proposée par le GM, mais par une faible majorité de votes favorables (5-3-3). A propos de ce vote, deux suffrages ont été motivés comme suit:

- un consulteur s'est abstenu à cause de la dernière incise du § 2;
- un autre consulteur a voté *non placet*, non pas parce qu'il approuvait la motion mentionnée plus haut, mais parce qu'il désirait que le § 2 commence de la sorte: *Episcopus qua aggregatus hierarchiae patriarchatus relationem ad Patriarcham trasmittat.*

En raison des difficultés inhérentes à cette matière, le canon a fait l'objet d'un nouveau débat du *Coetus*, le jour suivant, le 26 janvier, sur la base du texte reporté ci-dessous qui avait été élaboré la veille, le 25 janvier dans l'après-midi, par un groupe restreint du *Coetus*.

Mais le vote, en présence de 9 consulteurs, a montré pour le texte une majorité favorable aussi peu significative que lors des votes précédents: 5-3-1.

Voici le texte qui a été adopté:

§ 1. *Episcopus eparchialis in territorio sua Ecclesiae Patriarchalis potestatem exercens tenetur singulis quinquenniis relationem Patriarchae facere super statu eparchiae sibi commissae iuxta modum a Synodo Episcoporum statutum; exemplar relationis Episcopus ad Sedem Apostolicam ad informationem transmittat.*

§ 2. *Episcopus eparchialis extra territoria sua Ecclesiae Patriarchalis potestatem exercens singulis quinquenniis eandem relationem Sedi Apostolicae facere debet, Patriarchae vero exemplar relationis transmittat; transmissio exemplaris fiat tempore a Synodo Episcoporum statuto.*

#### Can. 34 (CS 406)

*Episcopi, latini quoque ritus, Sacram Congregationem pro Ecclesiis Orientalibus doceant, occasione relationis quinquennalis, de statu et necessitatibus coetuum fidelium diversi orientalis ritus in suo territorio commorantium et Hierarcha sui ritus carentium.*

C'est le *ius vigens* dans le can. 406 du CS qui a été retenu, sans aucune modification, sauf pour la dénomination de la «Sacrée Congrégation pour les Eglises Orientales».

Can. 35 (CS 407, 408)

§ 1. *Episcopi eparchiales in territorio suae Ecclesiae Patriarchalis potestatem exercentes intra quinquennium ab eorundem inthronizatione, inquantum fieri potest una cum Patriarcha, visitationem ad Urbem peragant Beatorum Apostolorum Petri et Pauli limina veneraturi atque Petri successor i primatu super Ecclesiam universam se sistant.*

§ 2. *Ceteri Episcopi eparchiales singulis quinquenniis, per se vel, si legitime impediti, per alium visitationem peragere debent; quod si Ecclesiae Patriarchali aggregati sunt optandum est ut visitatio saltem aliquoties simul cum Patriarcha fiat.*

A propos de la *visitatio ad limina*, le changement proposé est d'importance. Mais il semble bien correspondre au statut *sui iuris* des Eglises Patriarciales et compatible avec le canon 32, déjà mentionné, car le compte-rendu quinquennal doit être fait, selon cette proposition, d'abord au Patriarche, tandis que la *visitatio ad limina* sera, dit-on encore, dégagée des obligations liées au compte-rendu quinquennal (CS can. 407: *eo anno quo relationem exhibere debent*). La visite *ad limina* est entendue dans le nouveau canon surtout comme l'un des signes plus importants de communion ecclésiastique avec le Pontife Romain, de la part de chaque évêque éparchial revêtu des pouvoirs conféré par le *ius divinum* (*potestas qua ipse nomine Christi personaliter fungitur*; can. 2 du schéma)

L'incise *in quantum fieri potest una cum Patriarcha* a été ajoutée dans l'intention de souligner, dans la visite *ad limina* elle-même, la communion également avec celui à qui, de par une très ancienne tradition reconnue par les Conciles oecuméniques et les Pontifes Romains, *competit iurisdictio in omnes episcopos... proprii territorii, ad normam iuris, et salvo primatu Romani Pontificis* (OE 7).

Selon le texte présenté par le GM, dans le § 2 avait été supprimée la dernière phrase à partir de *quod*. Cette phrase a été ajoutée par le Coetus, le 19 janvier (le vote définitif sur le texte tout entier date du 25 janvier) après une nouvelle discussion sur les caractéristiques des *Aggregatus*.

Au cours de la discussion de ce canon, à partir du texte proposé par le GM, l'on a introduit le mot *ab inthronizatione* au lieu de *ab electione*. Par ailleurs, la motion tendant à remplacer l'expression *intra quinquennium...* par *temporibus a Synodo Episcorum statutis* a été abandonnée par son propre promoteur.

Can. 36 (CS 413)

*Episcopus eparchialis commemorari debet a clericis in Divina Liturgia certe risque divinis Officiis ad normam legum liturgicarum.*

Le canon 413 du CS est retenu *sicut iacet*.

Can. 37 (CS 414)

Le GM proposait comme § 1 le texte et la note suivantes:

§ 1. *Episcopi eparchiales (aliisque ipsis iure aequiparati), qui septuagesimum quintum aetatis annum expleverint debent renuntiationem ab officio exhibere Romano Pontifici; in territorio vero Patriarchalis Ecclesiae renuntiatio exibetur Patriarchae, qui in casu de consensu Synodi permanentis providere debet.*

§ 2. *Enixe rogantur Episcopi eparchiales, qui ob infirmam valetudinem aliamve gravem causam officio suo adimplendo minus apti evaserint, ut vel sua sponte vel a Sede Apostolica aut, in territoriis Patriarchalis Ecclesiae, a Patriarcha de consensu Synodi Episcoporum, invitati, renuntiationem ab officio exhibeant; renuntiationem cui invitatio praecesserit Patriarcha (de consensu Synodi permanentis) acceptare potest, in ceteris casibus vero ad normam can. NN «De Patriarchis» est procedendum.*

Note: Tout bien considéré, le GM adopte l'idée fondamentale du texte de la Commission pour la Révision du C.I.C. qui, dans le § 1 (*debet*) a une position plus rigide que le *Motu proprio* «*Ecclesiae Sanctae*» I, 11.

Au cours de la discussion sur le texte et la note du GM, un consultant a fait remarquer qu'au § 1 l'on suit de trop près le texte de la Commission pour la Révision du C.I.C. (schéma 1977, can. 259), alors qu'il faudrait, plutôt opérer dans le sens inverse — comme l'on fait d'ailleurs dans d'autres parties, déjà discutée, du CICO — c'est-à-dire en parlant d'abord des évêques situés dans les territoires des Eglises patriarchales, puis de ceux qui sont *extra territoria* et qui présentent une forme particulière *d'aggregatus*. Cette requête a eu l'agrément du *Coetus* qui a introduit ce changement dans le texte qui a été approuvé le matin du 26 janvier.

Une discussion plus longue a été soulevée à propos du mot *debent* au § 1. Trois consultants ont proposé de le remplacer par l'expression *sua sponte exhibeant* comme il est écrit dans le *Motu proprio* «*Ecclesiae Sanctae*» I, n. 11. Bien que les débats aient duré très longtemps, les trois consultants sont restés convaincus de la qualité de leur proposition qui a été cependant repoussée par 4 *non placet*, 3 *placet* ed 1 abstention.

Le canon reporté ci-dessous, a donc été chargé d'une note de rappel afin que cette question soit soumise à une examen plus approfondi.

On remarquera que la dernière phrase du § 2 (*in ceteris casibus vero ad normam can. NN «de Patriarchis» est agendum*) se réfère à un canon déjà formulé par le *Coetus* au cours de réunions des années précédentes, mais dont un compte-rendu n'a pas encore été donné cependant dans les *Nuntia*. Il est établi, dans le canon en question que le Patriarche peut accepter la démission, *ipsi facta*, de la part d'un évêque, seulement *de consensu Synodi Episcoporum*, alors que dans le texte qui suit n'est requis que *consensus Synodi permanentis*, qui, comme l'on sait, est constitué seulement par 5 membres, i.e. par le Patriarche lui-même et quatre évêques.

Le canon accepté par le *Coetus* est — comptetenu de la note, déjà mentionnée, sur le mot *debent* — le suivant:

§ 1. *Episcopi aliquique ipsis in iure aequiparati, eparchias in territorio Ecclesiae Patriarchalis regentes, qui septuagesimum quintum aetatis annum expleverint, debent renuntiationem ab officio Patriarchae exhibere, qui in casu de consensu Synodi permanentis providebit: extra territoria Ecclesiae patriarchalis haec renuntiatio exhiberi debet immediate Romano Pontifici.*

§ 2. *Enixe rogantur Episcopi eparchiales, qui ob infirmam valetudinem aliamve gravem causam officio suo adimplendo minus apti evaserint, ut vel sua sponte vel a Sede Apostolica aut, in territoriis Patriarchalis Ecclesiae, a Patriarcha de consensu Synodi Episcoporum, invitati, renuntiationem ab officio exhibeant; renuntiationem cui invitatio praecesserit Patriarcha acceptare potest, in ceteris casibus vero ad normam can. NN «De Patriarchis» est procedendum.*

### Can. 38

§ 1. *Episcopus cuius renuntiatio ab officio acceptata fuerit, titulum emeriti suae eparchiae retinet, atque habitationis sedem aliquam, si id exoptet in ipsa eparchia servare potest, nisi certis in casibus ob specialia adjuncta ab Apostolica Sede vel a Patriarcha de consensu Synodi Episcoporum aliter provideatur.*

§ 2. *Synodus Episcoporum curare debet ut congruae et dignae Episcopi renuntiantis sustentationi provideatur, attenta quidem primaria obligatione qua tenetur ipsa eparchia cui inservivit.*

Ce canon, requis par le Décret *Christus Dominus* n. 12, a été rédigé sur la base du Motu proprio «*Ecclesiae Sanctae*» I n. 11, avec l'adjonction de l'incise *titulum emeriti suae eparchiae retinet*, chose déjà en usage dans les traditions orientales et qui a récemment été introduite dans la pratique de l'Eglise Latine (cf. *Communicationes* 1977 p. 18)

En conclusion du compte-rendu du *Caput II* de ce schéma, il convient de souligner que les canons 414 (sur les priorités entre évêques), 415 (sur les évêques titulaires) et 416 (sur les priviléges des évêques *ab recepta ordinatione*) du

CS ont été discutés en détail et finalment supprimés.

En relation avec le can. 414, le *Coetus* a réexaminé le canon général *de praecedentia*, i. e. le can. 37 du CS, que le *Coetus de Normis generalibus* tendait à son tour à vouloir supprimer, laissant cependant la décision à ce propos au *Coetus de S. Hierarchia*. Le canon 37 fut retenu presque sans modification et considéré comme satisfaisant même à propos des évêques qui, par ailleurs, peuvent se tenir à des coutumes déjà bien établies pour ce qui est de la priorité.

Le canon 415 a été supprimé car le § 1 *patet tandemque* le § 2 est *obligatio caritatis*, outre son incompatibilité avec désormais le can. 3 du schéma qui laisse en suspens tout ce qui concerne le *titulus*.

Pour la suppression du can. 416, le *Coetus* était du même avis que pour le can. 396 § 2 du CS - où il s'agit également de certains droits que les évêques possèdent *recepta ordinatione episcopali* — qui est supprimé dans le can. 12 du présent schéma comme on l'a déjà fait remarquer.

### CAPUT III

#### *De Episcopis Coadiutoribus et Auxiliaribus*

Ce chapitre n'a pas présenté de grosses difficultés.

Cela est dû principalement au fait que dans le Décret *Christus Dominus* (n. 25 et 26) les traits caractéristiques des évêques coadjuteurs et auxiliaires sont déjà présentés avec une précision telle que des phrases entières ont été prises de ce Décret et recopiées textuellement dans les canons de ce chapitre.

Secondement, beaucoup de difficultés ont été évitées, parce que le *Coetus* était tombé d'accord pour conserver l'essentiel du *ius vigens*, à savoir le contenu des canons 417-421 du CS, même en ce qui concerne la distinction entre évêques coadjuteurs et auxiliaires, définie au canon 417 § 2 du CS où il est établi que «*Coadiutor datur Episcopo cum iure successionis, Auxiliaris autem sine iure successionis*. Le *Coetus* a d'ailleurs constaté que cette définition est tout-à-fait celle du Décret *Christus Dominus* n. 26: *Auxiliaris qui nempe sine iure successionis pro dioecesi constituitur... Coadiutor, qui nempe cum iure successionis nominatur*.

La révision du texte des canons de ce chapitre du CS (5 canons; 8 après révision du texte) a été l'objet de la discussions du *Coetus* de la réunion du 19 janvier qui a opéré seulement quelques modifications d'ordre littéraire. Ces canons ont été acceptés, selon le schéma élaboré par le GM, par le vote formel du 26 janvier.

## Can. 46

§ 1. *Episcopo Coadiutori ad renuntiationem ab officio quod attinet, applicatur praescriptum can. 37 § 2.*

§ 2. *Episcopo Auxiliari ad renuntiationem ab officio quod attinet, applicatur can. 37, Episcopus tamen de renuntiatione statim moneat Episcopum eparchiale.*

## CAPUT IV

### *De Conventu eparchiali*

Les neuf canons reportés ci-dessous sont une première révision des canons 422-428 du CS, où ils étaient déjà regroupés sous le même titre. Tous les consulteurs étaient unanimes pour considérer ce titre comme le mieux indiqué pour distinguer ce *Conventus* des Synodes de différentes sortes qui ne sont jamais purement consultatifs, en Orient, comme cela a déjà été précisé ailleurs (*Nuntia 7*, p. 23). Ainsi l'expression *Synodus diocesana* serait tout-à-fait inadéquate en Orient.

Les principaux changements qui ont été proposés à ce schéma concernent plus spécialement les canons 422, 424 et 426 du CS.

Au canon 48 du schéma, en effet, le *quinto saltem quoque anno*, remplace le *decimo saltem quoque anno* du canon 422 § 1 du CS:

Plusieurs modifications doivent être notées pour le can. 50 du schéma par rapport au can. 424 du CS. Comme on le verra ci-dessous, le plus important de ces changement concerne l'admission des laïques dans le *Conventus eparchialis* (suppression de *laicis exclusis* du CS can. § 1 et introduction du n. 8 du § 1 dans le can. 50 du schéma).

Dans le canon 425 du CS, le § 2 a été supprimé (cf. can. 51 du schéma). Ce § autorisait *iustis poenis punire et compellere* tous ceux qui, convoqués au *Conventus*, refuseraient de s'y rendre. Cette dernière modification a été motivé de la sorte: «il ne convient pas que le fait d'être absente au *Conventus* implique un *delictum ecclesiasticum* fixé par le *ius commune* même. Si cela était nécessaire, l'évêque peut toujours recourir à la faculté de rappeler à leur devoir les membres du *Conventus* éventuellement absents, employant s'il le faut, une *monitio canonica cum comminatione poenae*, i.e. un *praeceptum poenale* préalable au délit.

L'on remarquera également que le can. 55 du schéma est un canon *novus*, ajouté par le *Coetus* lui-même sur proposition d'un consultant (il ne figurait pas dans le projet du GM)

Pour le canon 424 du CS le GM proposait le «texte de base» suivant:

§ 1. *Ad Conventum convocandi sunt eumque adire debent:*

- 1) *Omnes Episcopi ejusdem ritus in eparchia domicilium habentes;*
- 2) *Protosyncellus omnesque Syncelli;*
- 3) *Consultores eparchiales;*
- 4) *Rector Seminarii eparchialis saltem maioris;*
- 5) *Protopresbyteri;*
- 6) *Membra consilii presbyteralis atque aliqui delegati Consilii Pastoralis ubi extat, ab eodem Consilio eligendi modo et numero iure particulari statuto;*
- 7) *Parochi civitatis in qua Conventus celebratur;*
- 8) *Ex unoquoque protopresbyteratu unus saltem presbyter vel (si n. 7 omittatur) parochus ab omnibus eligendus inibi curam animarum actu habentibus; item eligendus est alius presbyter qui, eodem impedito, eius locum sufficiat;*
- 9) *Superiores Monasteriorum sui iuris atque aliqui Superiores ceterorum religiosorum in eparchia commorantes eligendi numero et modo iure particulari statutis.*
- 10) *Laici sive ex viris sive ex mulieribus a Consilio pastorali, ubi adsit, electi, secus modo ab Episcopo determinato ita ut numerus laicorum fere tertiam partem sodalium Conventus attingat.*

A la réunion du 20 janvier, le *Coetus* est tombé d'accord pour proposer les modifications suivantes au § 1, tel qu'il avait été présenté par le GM.

1) Pour des raisons d'opportunité et afin d'éviter d'éventuelles difficultés à l'évêque épiscopal qui convoque le *Conventus*, l'on supprime le n. 1 en sorte de laisser libre choix à l'évêque épiscopal de convoquer tous les évêques sans aucune exception de son rite, résidant dans son éparchie. Cette suppression était en partie rendue nécessaire par le fait que les évêques coadjuteurs et auxiliaires, étant *Protosyncelli* et *Syncelli* en vertu de can. 42 du schéma, sont membres du *Conventus* dans tous les cas d'après le n. 2 de ce § 1.

2) Au numéro 2 (devenu n. 1) un consulteur a proposé d'ajouter également le *Vicarius iudicialis* et l'*Oeconomus eparchialis*. Cette motion a elle aussi été accepté (le 26 janvier), mais seulement après l'approbation du can. 75 du présent schéma où il est précisé (cfr. *infra*) que l'économie épiscopal peut être *sive clericus, sive laicus*, ce qui est un changement du *ius vigens* (can. 438 § 2 n. 1 du CS; *Motu proprio, «Postquam Apostolicis»* can. 202 § 1 n. 1) qui exige que cette charge soit assurée par un *clericus fidelis*, qui, s'il est prêtre, serait devenu, en conformité avec le can. 84 § 2 du présent schéma (cf. *infra*) *ipso iure* consulteur épiscopal et comme tel donc membre du *Conventus eparchialis*.

3) Un consulteur a proposé au n. 7 de mettre le mot. *parochi* au singulier afin d'éviter que pour les villes comptant un grand nombre de paroisses le nombre des curés présents ne soit excessif. Après discussion de

cette motion, le *Coetus* a décidé de supprimer le n. 7 tout entier puisque le § 2 du canon donne déjà suffisamment d'indications sur cette question.

4) Au n. 10, l'expression *fere tertia pars* a semblé devoir être supprimée aux yeux d'un consulteur pour ne pas permettre à l'évêque de dépasser le chiffre de 1/3. Or le mot *fere* avait justement été introduit par le GM, après une longue réflexion, dans l'intention précise de permettre à l'évêque de dépasser ce chiffre, mais de peu bien sûr. Cette motion a été l'objet d'une longue discussion et fut votée à part, le 26 janvier. Par 6 *placet* contre 3 *non placet*, le mot *fere* a été supprimé, et le texte a été rédigé comme suit afin d'enlever toute possibilité de doute à propos du sens exact du chiffre 1/3: *ita ut numerus laicorum tertiam partem Conventus non superet*. Pour le rest, ce canon a été accepté par le *Coetus* selon le texte reproduit ci-dessous en même temps que d'autres canons de ce chapitre.

#### Can. 47 (CS 422)

*Conventus eparchialis adiutricem praestat operam Episcopo in iis quae ad particulares cleri populi eparchiae necessitates vel utilitates referuntur.*

#### Can. 48 (CS 422)

§ 1. *Conventus eparchialis celebretur quinto saltem quoque anno, nisi in iure particulari singularum Ecclesiarum sui iuris brevius tempus statuatur.*

§ 2 *Si Episcopus plures eparchias quocumque titulo regat huic legi satisfacit unum tantum Conventum ex omnibus eparchiis convocando.*

§ 3. *De Conventus eparchiali convocatione Episcopus eparchialis Patriarcham quamprimum certiorem faciat.*

#### Can. 49 (CS 423)

§ 1. *Episcopi eparchialis est Conventum eparchiale convocare, eidem per se vel per alium praeesse, illum suspendere vel absolvere.*

§ 2. *Vacante sede Conventus suspenditur ipso iure, donec novus Episcopus de re decernat.*

#### Can. 50 (CS 424)

§ 1. *Ad Conventum convocandi sunt eumque adire debent:*

- 1) *Protosyncellus, Syncelli, Vicarius iudicialis ac Oeconomus eparchialis;*
- 2) *Consultores eparchiales;*
- 3) *Rector Seminarii eparchialis saltem maioris;*
- 4) *Protopresbyteri;*
- 5) *Ex unoquoque Protopresbyteratu unus saltem parochus ab omnibus*

*eligendus intibi curam animarum actu habentibus; item eligendus est alius presbyter qui, eodem impedito, eius locum sufficiat;*

6) *Membra Consilii presbyterialis atque aliqui delegati Consilii pastoralis, ubi extat, ab eodem Consilio eligendi, modo et numero iure particulari statutis;*

7) *Superiores Monasteriorum sui iuris atque aliqui Superiores ceterorum religiosorum in eparchia commorantes eligendi numero et modo iure particulari statutis;*

8) *Laici sive ex viris sive ex mulieribus a Consilio pastorali, ubi adsit, electi, secus modo ab Episcopo determinato ita ut numerus laicorum tertiam partem sodalium Conventus non superet.*

§ 2. *Episcopus, si opportunum iudicaverit potest ad Conventum vocare alios quoque, Episcopos proprii ritus praesertim in eparchia domicilium habentes, servata tamen, inquantum fieri potest, proportione de qua in § 1 n. 8.*

§ 3. *Personas alterius ritus ad Conventum eparchiale Episcopus laudabiliter invitat, quibus, etiam ius suffragii concedere potest.*

§ 4. *Ad Conventum eparchiale invitari possunt aliqui observatores ex Ecclesiis vel Communitatibus Ecclesialibus non Catholicis.*

#### Can. 51 (CS 425)

*Ii qui Conventum adire debent, si legitimo impedimento detineantur, non possunt mittere procuratorem qui eorum nomine Conventui intersit; sed Episcopum de impedimento certiorem faciant.*

#### Can. 52 (CS 426)

§ 1. *Episcopus opportuno ante Conventus celebrationem tempore, unam vel plures constituat commissiones, quarum est res in Conventu tractandas apparare.*

§ 2. *Curet etiam ut, tempore opportuno, omnibus qui convocati sunt questionum tractandarum schema tradatur.*

#### Can. 53 (CS 427)

*Propositae questiones omnes liberae adstantium disceptationi in sessionibus Conventus subiiciantur.*

#### Can. 54 (CS 428)

*Unicus est in Conventu eparchiali legislator Episcopus eparchialis, ceteris suffragium tantum consultivum habentibus; unus ipse subscribit constitutionibus*

*quae in Conventu datae sunt; quae si in Conventu promulgentur, eo ipso obligare incipiunt, nisi aliud expresse caveatur.*

#### Can. 55

*Textum declarationum ac constitutionum quae in Conventu datae sunt, Episcopus eparchialis quamprimum cum Patriarcha communicet; extra vero territoria Ecclesiae patriarchalis id quamprimum communicet cum Sede Apostolica et, si Ecclesiae patriarchali aggregatus sit, etiam cum Patriarcha.*

### CAPUT V

#### *De curia eparchiali*

Le texte des deux canons préliminaires proposés par le GM était le suivant:

#### Can. 56

*§ 1. Episcopus penes suam sedem instructam habere debet curiam quae ipsum iuvat in regimine eparchiae sibi commissae.*

*§ 2. Ad curiam pertinent Protosyncellus, Syncelli, Oeconomus et Consilium de re oeconomica, Vicarius iudicialis, Cancellarius, Promotor iustitiae et Defensor vinculi, eparchiales iudices et examinatores, et aliae personae quae ad praedictorum officia recte adimplenda ab Episcopo assumuntur.*

*§ 3. Episcopus, necessitate vel utilitate eparchiae exigente, alios quoque officiorum titulares, etiam permanenter, in curia constituere valet.*

#### Can. 57

*§ 1. Nominatio et remotio ab officiis eorum qui officia in curia eparchiali exercent spectat ad Episcopum eparchialem firmo can. 42.*

*§ 2. Omnes qui ad officia in curia admittuntur debent:*

*1) promissionem emittere de munere fideliter adimplendo, addito etiam iuramento, secundum rationem iure vel ab Episcopo determinatam;*

*2) negotia ad se spectantia debita cum diligentia tractare, ad normam iuris;*

*3) secretum servare intra fines et secundum modum iure aut ab Episcopo determinatos.*

Sur proposition d'un consultant l'on a introduit la mention de *notarius* au § 1 du can. 56. Tout le monde est tombé aisément d'accord sur ce point.

Par contre, l'allusion aux *examinatores eparchiales* a été supprimée puisque les canons 452-457 du CS auxquels elle faisait appels ont été également supprimés.

Un consultant a proposé que les Conseils presbytéral et pastoral fassent également partie du chapitre *De curia eparchiali* au même titre que le *Consilium de re oeconomica*. Mais plus tard, ce consultant a modifié sa motion en proposant qu'il ne soit fait mentions d'aucun *Consilium* parmi les organes *qui ex iure communi pertinent ad curiam eparchiale*. Aucune de ces deux motions pourtant n'a eu l'agrément du *Coetus*. Bien que dans le *ius vigens* (*Motu proprio «Postquam Apostolicis litteris»* can. 263) le Conseil pour les affaires économiques n'est pas intégré dans la *curia eparchialis*, le *Coetus*, comme on le verra ci-dessous, a considéré que ce Conseil est si étroitement lié à l'office de l'économie éparchial (cf. can. 75 et 76 du schéma) que ces deux institutions doivent appartenir à la Curie elle-même, alors que les tâches des Conseils presbytéral et pastoral, telles qu'elles ont été définies dans le schéma, par les canons 77-88, relèvent d'organes purement consultatifs et donc subsidiaires de la Curie éparchiale tout entière.

Un consultant a également proposé que dans le premier canon il ne soit pas énumérée une liste des personnes qui font partie de la Curie éparchiale, mais plutôt indiquer quels sont les bureaux dont elle est composée, comme cela a été fait par ailleurs pour la Curie patriarchale (CS can. 287 § 1, largement développé mais conservé sur le fonds). Cette motion n'a cependant pas été retenue car s'il est vrai, d'un côté, que la *curia constat* de différents bureaux ou charges, il faut tout de même indiquer de façon très claire qui sont les personnes *quae ad curiam pertinent*, ce qui a été fait également dans le canon déjà mentionné de *curia patriarchali* (i.e. dans le CS can. 286 § 2 qui fut conservé également dans une rédaction plus détaillée et plus précise).

Une autre motion proposait de supprimer le § 3 et d'introduire à la place, au § 2 le mot *saltem* devant l'énumération des personnes qui font partie de la Curie. Le canon s'en serait trouvé abrégé et en même temps l'évêque aurait acquis toute faculté d'inclure parmi les membres de la Curie éparchiale des personnes titulaires de charges non prévues dans le canon. A la réunion du 22 janvier cette motion a eu l'agrément de la majorité. Le texte soumis au vote des jours suivants fut donc réduit à deux § seulement grâce à l'introduction du mot *saltem*.

Mais une autre proposition voulait *omittatur «saltem»*, sans pour autant réintroduire le § 3 ce qui rendait le § 2 assez péremptoire, comme le can. 429 § 2 du CS. Au vote final du 26 janvier c'est cette dernière motion qui l'a emporté. Le canon préliminaire n. 56 de ce chapitre a donc pris actuellement la forme suivante:

§ 1. *Episcopus penes suam sedem instructam habere debet curiam quae ipsum iuvat in regimine eparchiae sibi commissae.*

§ 2. *Ad curiam pertinent Protosyncellus, Syncelli, Oeconomus et Consilium de re oeconomica, Vicarius iudicialis, Cancellarius, Promotor iustitiae et Defensor vinculi, eparchiales iudices, notarii, et aliae personae quae ad praedictorum officia recte adimplenda ab Episcopo assumuntur.*

Au canon 57 la motion suivante a été proposée: mettre un point au § 2 n. 1 après le mot *adimplendo* et supprimer la suite. Avant le vote du 26 janvier, le promoteur de cette motion a cependant demandé de ne supprimer que l'expression *addito etiam iuramento*. Cette motion, objet d'une nouvelle discussion, a été finalement acceptée, mais avec una faible marge majoritaire (5-4-0). Le canon a donc été chargé d'une note visant à rappeler cette question à l'attention des consulteurs lors de la nouvelle révision. Le texte qui a été voté — après suppression des mots *addito etiam iuramento* est celui qui a déjà été reporté.

## Articulus I

### *De Protosyncello et Syncellis*

L'on sait que dans le *ius vigens* des Orientaux Catholiques le mot *Syncellus* équivaut au terme *Vicarius generalis* dans le Code de droit canon de l'Eglise Latine. La charge de Vicaire général, qui *potestate ordinaria... Episcopum in universae eparchiae regimine adiuvat* (cf. ci dessous can. 58), est bien définie dans le Décret conciliaire *Christus Dominus* n. 27 où elle est nettement différenciée de celle de Vicaire épiscopal qui est honoré du même pouvoir mais seulement *in determinata diocesi parte*. Ces deux formes juridiques se retrouvent dans la pratique des Eglises Orientales depuis des temps très anciens, bien que les pouvoirs qui leur sont conférés (ordinaires, délégués, vicaires) sont conçus très différemment selon les cas. Les termes de *Syncellus* et *Protosyncellus*, d'origine nettement monastique (cf. *Fonti*, série II, n. X, p. 472 rubrique *Protosyncellus*) et byzantine mais adoptés plus tard par les traditions alexandrine, antiochénne et chaldéenne, indiquent le Vicaire qui a reçu l'exercice de quelques pouvoirs au nom de l'évêque ou du Patriarche.

Afin de distinguer nettement désormais dans le CICO les «Vicaires généraux» des «Vicaires épiscopaux» comme l'exige le Décret *Christus Dominus* n. 27, le GM a tenu à préciser cette terminologie traditionnelle qui manquait d'un sens juridique précis. Le GM a donc proposé d'utiliser dorénavant en un sens étroitement juridique (même si le mot *proto* étymologique-

ment, suppose plusieurs *Syncelli*, ce qui ne peut pas advenir dans les éparchies mineurs) le mot *Protosyncellus* pour désigner le *Vicarius generalis* et le terme de *Syncellus* pour indiquer le *Vicarius episcopalis*. Cette terminologie évidemment devra être introduite dans tous les schémas du futur CICO. Le *Coetus* a discuté cette question le 28 janvier et a adhéré à la proposition du GM.

Les autres canons de cette section n'ont pas soulevé de grosses difficultés. Ils sont donc tous reportés ci-dessous tels qu'ils ont été votés le 26 janvier.

L'on fera seulement les remarques suivantes:

1) Le can. 58 du schéma a été conçu en sorte que l'institution de *Protosyncellus* devienne obligatoire pour toutes les éparchies, grâce à la suppression des premiers mots du can. 432 du CS qui a été revu à cette occasion: *quoties rectum eparchiae regimen id exigat...* Après une discussion à ce propos, le *Coetus* s'est en effet prononcé en faveur de caractère obligatoire de cette norme, car il a acquis la conviction que le *rectum regimen* exige qu'il y ait dans tous les cas et pour toute éventualité dans l'éparchie une autorité qui, outre l'évêque épiscopal lui-même dispose constamment des pouvoirs ordinaires sur toute l'éparchie.

2) Une longue discussion a été soulevée au can. 60 du schéma pour décider s'il fallait ou non conserver la qualité de *coelebs* du can. 433 § 1 du CS parmi les éléments requis nécessairement pour devenir *Protosyncellus* ou *Syncellus*, en considération de certains précédents historiques d'une part et, d'autre part, des pouvoirs quasi-épiscopaux propres aux *Syncelli*. Le *Coetus* a retenu le terme *coelebs*, sans autre précision, dans le texte provisoire. Ce texte a cependant été chargé d'une note demandant de décider sur les deux motions suivantes:

- a) suppression du mot *coelibus*;
- b) adoption de l'expression *coelibus, nisi ius particulare aliud statuat*.

La motion a) a été repoussée le matin du 26 janvier, tandis que la motion b) a été accepté, toujours de façon provisoire par les votes 7-2-0, avec l'intention d'insister sur cette qualité requise dans le droit commun, laissant toutefois la possibilité au *ius particulare*, de ne point l'exiger. On note ici que en tel *ius particulare* actuellement n'existe pas dans les Eglises Orientales.

3) La rédaction définitive du can. 64 du schéma, qui présente une révision du can. 437 du CS, a été plus difficile. Outre quelques modifications de peu d'importance, l'on a longuement discuté sur l'opportunité de supprimer ou non au dernier § les derniers mots, à partir de *nisi*. A ce propos, le texte, présenté par le GM reprenait exactement celui du schéma de la Commission pour la Révision du C.I.C. (can. 294 § 2 du schéma 1977): *suspensio munere Episcopi eparchialis suspenditur potestas Protosyncelli et Syncelli, nisi episcopali dignitae aucti sint*. Le promoteur de la motion pour la suppression du dernier morceau de phrase a souligné la différence existante entre le cas de

la *sedes vacans*, durant laquelle les *Protosyncelli et Syncelli* qui sont évêques conservent leurs propres pouvoirs (selon le can. 45 § du schéma), et celui d'une *suspensio munericis sede plena*, où l'autorité au nom de qui s'exercent ces pouvoirs continue d'être évêque éparchial. L'après-midi du 26 janvier, cette motion a été accepté. Le dernier § du canon ne contient donc pas actuellement la clause *nisi episcopali dignitate aucti sint*.

Le schéma des canons concernant les *Protosyncelli et Syncelli* et pour le moment le suivant:

Can. 58 (CS 432)

*In unaquaque eparchia constituendus est Protosyncellus, qui potestate ordinaria ad normam canonum qui sequuntur instructus Episcopum in universae eparchiae regimine adiuvet.*

Can 59 (CS 432 § 3, 4)

*Quoties rectum eparchiae regimen id requirat constitui possunt unus aut plures Syncelli qui nempe ipso iure, in determinata eparchiae parte aut in certo negotiorum genere aut quoad fideles determinati ritus certive personarum coetus, ea gaudent potestate quam ius commune Protosyncello tribuit.*

Can. 60 (CS 433)

§ 1. Firmo can. 42, *Protosyncellus et Syncellus sint praesbyteri, coelibes nisi ius particulare aliud statuat, in quantum fieri potest e clero eparchiali, annos nati non minus triginta, in aliqua sacra scientia doctores vel licentiati vel saltem vere periti, sana doctrina, probitate, prudentia ac rerum gerendarum experientia commendati.*

§ 2. *Protosyncelli vel Syncelli officium ne committatur Episcopi consanguineis usque ad tertium gradum inclusive, aut, exclusa necessitate, parocho ceterisque curam animarum habentibus.*

§ 3. *Episcopus potest Protosyncellum et Syncellum ex alia eparchia assumere.*

Can. 61 (CS 434)

§ 1. *Nisi aliud expresse caveatur, Protosyncello in universa eparchia, Syncello vero intra limites munericis sibi commissi, vi officii, ea competit, in spirituilibus ac in temporalibus, potestas executiva, quae Episcopo, iis exceptis quae ipse Episcopus sibi reservaverit aut quae ex iure requirant speciale mandatum, quo non obtento actus ad quem huiusmodi mandatum requiritur est nullus.*

§ 2. *Nisi aliud expresse cautum fuerit Protosyncellus et Syncellus exequi*

*possunt rescripta apostolica vel patriarchalia quae Episcopo vel praecedenti Rec-  
tori eparchiae remissa sunt ac regulariter ad ipsos quoque pertinent, ad normam  
§. 1, facultates habituales Hierarchae loci concessae.*

Can. 62 (CS 435)

*§ 1. Protosyncellus et Syncelli praecipua acta curiae ad Episcopum referant  
ipsumque certiorem faciant de iis quae gesta aut gerenda sint ad tuendam in  
clero et populo disciplinam.*

*§ 2. Caveant ne suis potestatibus utantur contra mentem et voluntatem sui  
Episcopi.*

Can. 63 (CS 436 § 2)

*Protosyncellus et Syncellus qui Episcopi non sunt durante munere habent  
privilegia et insignia primae post episcopalem potestatis.*

Can. 64 (CS 437)

*§ 1. Expirat Protosyncelli et Syncelli potestas per legitimam renuntiatio-  
nem aut remotionem vel sedis episcopalnis vacationem firmis § 2, can. 45 § 2 et  
can. 90 §§ 2 et 3.*

*§ 2. In eparchia Patriarchae propria sede vacante, non expirat Protosyncelli  
potestas, firmo can. 96 § 1.*

*§ 3. Suspenso munere Episcopi eparchialis suspenditur potestas Protosyn-  
celli et Syncelli.*

## Articulus II

### *De Cancellario aliisque notariis et archivo eparchiali*

En janvier 1977, lors de la révision des canons 300, 301 et 304 du CS, le *Coetus* les avait réunis en un seul canon où il est dit entre autres choses (aux § 2 et 3): *praeter Cancellarium... Patriarcha alios quoque notarios pro tota sua Ecclesia constituere valet, quibus omnibus canones 440, 441 applicentur; archi-  
vum patriarchale regatur normis in cann. 442-451 praescriptis.*

L'on avait ajouté cependant à ce texte une note indiquant que le *Coetus* désire que les can. 440-451 mentionnés plus haut soient opportunément transférés dans la section de *curia patriarchali* avec un renvoi correspondant les concernant dans la section de *curia eparchiali*, en sorte que la curie patriarchale se présente comme un exemple sur lequel modeler les curies éparchiales, et

non le contraire. Mais le GM de 1978, tout bien considéré, a proposé de surseoir à la décision de janvier 1977 et de laisser les canons *de notariis* et *de archivio* dans la section *de episcopis*, surtout en raison du fait qu'ils contiennent des normes très détaillées qui ont été autant que possible évitées dans le schéma *de patriarchis*. Le *Coetus* de janvier 1979 a donné son agrément sur ce point à la proposition du GM.

Le schéma proposé par le GM a été également accepté sans de grands changements à l'exception du canon 65 § 1. L'on remarquera également que presque tous les canons de cette section sont conformes aux textes élaborés par la Commission pour la Révision du C.I.C., schéma 1977.

Au canon 65 § 1 il avait été proposé d'ajouter à l'expression *qui sit presbyter*, qui se trouve dans le can. 439 § 1 du CS, le mots *vel diaconus* tout en soulignant que la Commission pour la Révision du C.I.C. avait, pour sa part, supprimé (dans le schéma 1977, can. 295 § 1) l'incise *qui sit sacerdos* du can. 372 du C.I.C., avec l'intention évidente d'admettre la possibilité que des laïques soient engagés dans la charge de *Cancellarius* dans les Curies diocésaines. Au cours de la discussion qui a vu naître cette proposition incidente, le matin du 22 janvier, le *Coetus* est resté relativement divisé. Certains consulteurs croyaient bon d'admettre des laïques à la charge de *Cancellarius* pour des raisons oecuméniques, étant donné que les Orthodoxes ont déjà introduit cette pratique. Un consultant proposait que le texte soit rédigé à nouveau de façon que l'admission ou non de laïques à cette charge relève du *ius particulare*. Un autre a fait encore remarquer qu'il fallait avant tout préciser si la charge de *Cancellarius* implique nécessairement la *potestas ordinis*. Dans le cas contraire, cette charge aurait pu être confiée à des laïques à moins que n'existent de sérieuses raisons contraires. Plusieurs consulteurs relevèrent alors que le caractère extrêmement réservé de cette charge représente justement «de sérieuses raisons contraires»...

L'après-midi du 26 janvier la motion proposant la suppression de l'incise *qui sit presbyter vel diaconus* fut à nouveau discuté, puis finalement repoussée, mais par une très faible majorité (3 *placet*, 4 *non placet*, 1 abstention). Ce canon fut donc chargé d'une note pour rappeler sur ce point l'attention des consulteurs lors des travaux ultérieurs du *Coetus*.

Le texte approuvé par le *Coetus*, en janvier 1979, pour les canons de cette section est le suivant:

Can. 65 (CS 439)

§ 1. *In qualibet curia constituatur Cancellarius qui sit presbyter vel diaconus, cuius praecipuum munus est curare ut acta curiae redigantur et expediantur, ut eadem in curiae archivio custodiantur, ut ordine chronologico disponantur et de iisdem indicis tabula conficiatur.*

§ 2. Si necesse videatur, Cancellario dari potest adiutor, cui nomen sit vice cancellarii.

§ 3. Cancellarius necnon vice-cancellarius sunt eo ipse notarii seu secretarii curiae.

Can. 66 (CS 440)

§ 1. Praeter Cancellarium, constitui possunt alii notarii, quorum quidem scriptura seu subscriptio publicam fidem facit, et quidem sive ad quaelibet acta, sive ad acta iudicialia dumtaxat sive ad acta certae causae aut negotii tantum.

§ 2. Notarii assumi possunt etiam laici; in causis tamen quibus fama sacerdotis in discrimen vocari possit notarius debet esse sacerdos.

Can. 67 (CS 441)

Officium notariorum est:

1) conscribere acta et instrumenta circa decreta, dispositiones, obligaciones aliave de quibus eorum opera requiruntur;

2) in scriptis fideliter redigere quae geruntur, eaque cum significatione diei, mensis et anni subsignare;

3) acta vel instrumenta legitime petenti ex regesto, servatis servandis exhibere et eorum exempla cum autographo conformia declarare.

Can. 68 (CS 440 § § 4 e 5)

Cancellarii aliqui notarii ab officio removeri possunt ab Episcopo eparchiali, non autem ab Administratore eparchiae vacantis, nisi de consensu consiliorum eparchialium.

Can. 69 (CS 442)

§ 1. Episcopi in loco tuto ac commodo archivum seu tabularium eparchiale constituant, in quo instrumenta et scripturae, quae ad negotia eparchiae tum spiritualia tum temporalia spectant, apte dispositae et diligenter clausae custodiuntur.

§ 2. Omni diligentia ac sollecitudine conficiatur inventarium seu catalogus documentorum quae in archivio continentur cum brevi singularum scriptarum synopsi.

Can. 70 (CS 444)

§ 1. Archivum clausum sit oportet eiusque clavem habeant soli Episcopus et Cancellarius; nemini licet illud ingredi sine licentia aut Episcopi aut Protosynelli simul et Cancellarii

---

§ 2. *Ius est iis quorum interest ut documentorum, quae natura sua sunt pubblica quaeque ad statum sua personae pertinent, documentum authenticum scriptum vel photostaticum per se vel per procuratorem recipient.*

Can. 71 (CS 445)

§ 1. *Ex archivio non licet afferre documenta, nisi ad breve tempus tantum atque de Episcopi aut Protosyncelli et Cancellarii licentia.*

§ 2. *Qui aliquam scripturam ex archivio effert, syngrapham sua manu signatam, hoc ipsum significantem, Cancellario tradat.*

Can. 72 (CS 446)

§ 1. *Sit curiae eparchiali aliud archivum, aut saltem in communi archivio armarium seu scrinium, omnino clausum et obseratum, quod de loco amoveri nequeat in quo scilicet documenta secreto servanda cautissime custodiantur.*

§ 2. *Singulis annis destruantur documenta causarum criminalium in materia morum, quarum rei vita cesserint aut quae a decennio sententia absolutae sunt, retento facti brevi summario textum sententiae definitivae exhibente.*

Can. 73 (CS 446, 447, 448, 449)

§ 1. *Archivi secreti clavem habeant tantummodo Episcopus et Cancellarius aut pro opportunitate alius sacerdos ab Episcopo designatus.*

§ 2. *Sede vacante archivum vel armarium secretum ne aperiatur, nisi in casu verae necessitatis, ab ipso Administratore eparchiali eiusve delegato.*

§ 3. *Ex archivio vel armario secreto documenta ne afferantur.*

Can. 74 (CS 450-451)

§ 1. *Curet Episcopus ut acta et documenta archivorum quoque ecclesiarum cathedralium, paroocialium necnon personarum iuridicarum ecclesiasticarum et piorum locorum diligenter serventur atque inventaria seu catalogi conficiantur duobus exemplis, quorum alterum in proprio archivio, alterum in archivio episcopali serventur.*

§ 2. *Acta et documenta de quibus in § 1 ut inspiciantur aut efferantur serventur normae ab Episcopo statutae.*

---

### Suppression des canons 452-457 du CS *De examinatoribus eparchialibus et parochis Consultoribus.*

La suppression de ces canons, à la suite d'une discussion préalable (22 janvier), a été votée le 23 janvier, après que le *Coetus* ait accueilli les raisons formulées à ce propos par le GM et qui sont les suivantes.

1 - La nouvelle section *De Consilio presbyterali* remplace avantageusement les canons *de parochis consultoribus*.

2 - Les tâches des examinateurs éparchiaux, telles qu'elles ont été décrites dans le canon 456 du CS peuvent être remplies par des *presbyteri* désignés cas par cas. Il semble en effet que ces tâches seront considérablement réduites dans le futur si l'on tient compte du fait que le *Coetus de Bonis Temporalibus, Officiis et Beneficiis* propose l'abolition complète du *ius beneficiarum*, et invite le *Coetus de processibus* à recourir, dans les causes de destitution ou de transfert des curés, à *duo sacerdotes, praesertim ex sodalibus Consili presbyteralis* au lieu des *examinateurs eparchiales*, pour ne rien dire des examens préalables à l'ordination ou à la concession de la faculté d'administrer le sacrement de la Pénitence, à propos desquels l'on affirme, dans le can. 456 § 2 du CS, que *integrum est Episcopo vel examinatorum eparchialium vel aliorum opera uti.*

### Articulus III

#### *De Oecono et Consilio a rebus oeconomicis*

Deux canons sont regroupés dans cet article: le canon 438 du CS (cf. PA can. 202) et le can. 263 du *Motu proprio «Postquam Apostolicis Litteris»* qui a été transféré ici de la section intitulée *De bonis Ecclesiae temporalibus*.

On remarquera que le deuxième canon a déjà été revu par le *Coetus de Bonis, Officiis et Beneficiis*, dans la réunion de mai 1977, mais, en le transférant dans la section *De Episcopis*, le *Coetus de S. Hierarchia* l'a à son tour beaucoup aménagé, comme on le verra plus loin.

Il faut également noter que l'institution de l'économie éparchial appartient à plus ancienne tradition orientale, comme l'atteste le can. 26 du Concile de Chalcédoine et le can. 11 du Concile II de Nicée.

Les 22 et 23 janvier, le *Coetus* a débattu longuement la question de savoir si l'administration des biens éparchiaux doit être (toujours *sub episcopi potestate*), dans le monde actuel, confiée à un corps collégial (*Consilium de re oeconomica*) au lieu d'une seule personne, i.e. de l'économie. Après avoir constaté que dans certaines éparchies orientales (par. ex. au Malabar ou dans le pays occidentaux) une sorte de *Board of Trustees - servatis servandis* - pourrait être mis en évidence, le *Coetus* a cependant été de l'avis — à

---

l'exception d'un seul consulteur — que le *ius vigens* en cette matière ne devait pas être fondamentalement modifié et que la responsabilité de l'administration des biens d'une éparchie devait rester sur les épaules d'un économie éparchial, tandis que le Conseil de *re oeconomica* devait conserver son caractère d'organe purement consultatif de l'évêque éparchial lui-même, à qui il revient seul d'établir les normes que devra suivre l'économie éparchial dans l'administration des biens et dans ses rapports avec le Conseil administratif.

C'est dans cette perspective qu'au § 3 du can. 75 du schéma (qui est pour le reste une copie fidèle du texte du can. 438 § 3 du CS) a été ajoutée l'incise *qui eius iura ac relationes ad Consilium a rebus oeconomicis definiat.*

Sur proposition d'un consultant, l'on a ajouté un n. 3 au § 1 du can. 75 afin de déterminer les modalités pour la nomination de l'économie éparchial, tout en laissant au droit particulier le soin de préciser la durée de son mandat.

Le canon 26 du Concile de Chalcédoine exige que l'économie éparchial soit *de clero proprio* de l'évêque. Le can. 438 du CS § 1 n. 1, requiert pour l'économie éparchial les mêmes qualités exigées au can. 299 § n. 2 pour l'économie patriarchal, parmi lesquelles figure également l'indication de *clericus*, en conformité au can. 26 du Concile de Chalcédoine.

Durant le *Coetus* de janvier 1977, deux consultants ont soutenu la motion visant à insérer à cet endroit: *oeconomus sive clericus sive laicus sit*, comme requise par la nécessaire adaptation du Code aux temps contemporains et étant donné que ni le Concile de Chalcédoine ni le CS n'exigent que l'économie doive être un prêtre ou un diacre, mais seulement *clericus* (cf. *Nuntia* 3 p. 56). Le futur CICO ne devrait donc pas trancher la question différemment. Cette motion a été acceptée au cours de la réunion qui s'est tenue l'après-midi du 26 janvier par voix 5-1-2.

Le § 5 du can. 75 est une adjonction qui avait été proposée par le GM parmi les § du canon suivant, mais que le *Coetus* a opportunément réuni avec le can. 75.

Le canon 76, reporté ci-dessous avec le can. 75, avait déjà été formulé par le *Coteus de Bonis*. Il a été modifié par l'adjonction du § 5 (cf. la Commission pour la Révision du C.I.C. schéma 1977, can. 307).

Les deux canons de cet article sont les suivants:

#### Can. 75 (CS can. 438)

§ 1. *Pro administratione bonorum ecclesiasticorum, quorum proprietas est penes ipsam eparchiam, constituendum est in curia eparchiali. Officium quod constat oecono, ratiocinatore et aliis necessariis ministris.*

§ 2. 1) *Oeconomus sive clericus sive laicus sit atque iis qualitatibus praedi-*

*tus sit oportet quae in oecono mo patriarchali requiruntur;*

2) *Oeconom o, si res ferat, socius vel auxiliaris, unus vel plures, etiam laici, dari possunt;*

3) *Oeconomus ab Episcopo, auditis Consiliis presbyterali et a rebus oeconomicis, nominatur ad tempus iure particulari determinatum; munere durante ne amoveatur nisi ob gravem causam ab Episcopo, auditis iisdem Consiliis, aestimandam.*

§ 3. *Oeconomi est, sub Episcopi potestate qui eius iura ac relationes ad Consilium a rebus oeconomicis pressius definit bona eparchiae administrare, bonorum ecclesiasticorum administrationi in tota eparchia invigilare, eorum conservationi, tutelae et incremento providere, administratorum localium negligentiam supplere et bona quae administratore, iure designato, carent per se administrare.*

§ 4. *Oeconomus rationem administrationis Episcopo quotannis et quoties ab ipso petitur reddere debet. Episcopus per Consilium a rebus oeconomicis rationes ab oecono mo exhibitas examinat, arcam recognoscit, convenientes inspectiones bonorum, documentorum, nominum, inopinato etiam, exsequitur seu exequendas iubet.*

§ 5. *De muneribus oeconomi sede vacante servandus est can. 102.*

#### Can. 76 (PA 263)

§ 1. *Hierarcha loci Consilium a rebus oeconomicis instituat, quod constet Praeside, qui est ipsemet Hierarcha, et aliquot personis idoneis, iuris etiam civilis, quantum fieri potest, peritis, ab ipso Hierarcha, auditis consultoribus eparchialibus, eligendis nisi iure vel consuetudine particulari iam alio aequivalenti modo legitime fuerit provisum, firma semper lege, ut ab aliis electi indigant confirmatione loci Hierarchae.*

§ 2. *A Consilio a rebus oeconomicis excluduntur qui cum Hierarcha loci, usque ad quartum gradum inclusive, consanguinitate vel affinitate coniuncti sint.*

§ 3. *Oeconomus eparchialis, ipso iure, est membrum Consilii a rebus oeconomicis.*

§ 4. *Loci Hierarcha in actibus maioris momenti rem oeconomicam resipientibus Consilium a rebus oeconomicis audire ne praetermittat; huius tamen sodales suffragium habent tantum consultivum, nisi iure communi in casibus specialiter expressis vel ex tabulis fundationis eorum consensus exigatur.*

§ 5. *Praeter munera ipsi commissa in canonibus de iure patrimoniali Consilii a rebus oeconomicis est quotannis rationem apparare quaestuum et erogationum quae pro universo eparchiae regimine anno venturo praevidentur, necnon, anno exeunte, rationem accepti et expensi probare.*

## CAPUT IV

### *De Consilio presbyterali et Collegio Consultorum eparchialium*

Le texte présenté par le GM — à l'exception de quelques corrections de langage et de rares modifications dues aux nécessités d'adapter le texte à la structure propre aux Eglises Orientales — est celui-là même qui avait été élaboré par la Commission pour la Révision du C.I.C. (schéma 1977, canons 309-316) et qui adhère étroitement au Décret conciliaire «*Presbyterorum Ordinis*» n. 7, ainsi qu'à la lettre Apostolique «*Ecclesiae Sanctae*» du 6 août 1966, n. 15-17.

Le *Coetus* a donné son agrément pour toute cette section, moyennant les quelques modifications suivantes:

Au can. 82, reporté ci-dessous, le § 2 a été formulé en sorte d'exclure toute possibilité de limiter l'exercice des pouvoirs *iuris divini* des évêques, à moins que cela ne relève du *ius commune* lui-même promulgué par le Pontife Romain.

Au can. 84 (*infra*), qui comprends les canons 458 à 463 (*de Consultoribus eparchialibus*) du CS, les § 2 et 4 concernent les normes contenues dans le CS, canons 459 § 2 et 460, à propos de la situation particulière du patriarche qui, en ce qui concerne sa propre éparchie, n'est jamais conditionné *ad valorem actus* par un *consensus consultorum eparchialium*, comme le sont par contre tous les autres évêques éparquiaux en vertu du canon 35 § 1 du CS. Cela ne dispense pas toutefois le patriarche de *audire consultores*, chose qui est requise *ad valorem actus* par le canon 35 § 1 n. 2 du CS (*non requiritur ad valide agendum nisi ut Superior illas personas audiat*).

Les derniers mots du § 1 du canon 84 du présent schéma (*cui...*), en relation avec le canon 35 du CS, sont équivalents à ce qui est prescrit par le *ius vigens* au canon 459 § 1 du CS: *Episcopus obligatione tenetur consultorum eparchialium consensum vel consilium ad normam canonum requirendi*.

Les canons de cette section, tels qu'ils ont été acceptés par le *Coetus* (le vote définitif remonte à l'apres-midi du 26 janvier), sont les suivants:

#### Can. 77

§ 1. *In unaquaque eparchia habeatur Consilium presbyterale, scilicet coetus sacerdotum Presbyterium rappresentantium, qui Episcopum suo consilio efficaciter adiuvet in iis quae ad necessitates operis pastoralis et bonum eparchiae spectant.*

§ 2. *Consilium presbyterale constat solis sacerdotibus eique preest Episcopus eparchialis.*

Can. 78

*Consilium presbyterale habeat propria statuta ab Episcopo probata, attentis normis iure communi vel propria Ecclesia prolatis.*

Can. 79

*Ad designationem quod attinet sodalium Consilii presbyteralis:*

- 1) *congrua eorum pars libere eligatur a sacertotibus ipsis ad normam canonum qui sequuntur necnon statutorum;*
- 2) *aliqui sacertotes, ad normam statutorum, esse debent membra nata, qui scilicet ratione officii ipsis demandati ad Consilium pertinent;*
- 3) *Episcopo eparchiali integrum est aliquos libere nominare.*

Can. 80

*§ 1. Ius electionis tum activum tum passivum ad Consilium presbyterale constituendum habent:*

- 1) *omnes sacerdotes eparchiales in ipsa eparchia incardinati qui insimul in eadem domicilium aut quasi domicilium habent, aut in bonum eparchiae officium aliquid adimplent;*
  - 2) *sacerdotes eparchiales in alia eparchia incardinati, qui tamen in eparchia de qua agitur domicilium et quasi domicilium habent et ibidem officium aliquid in bonum eparchiae exercent;*
  - 3) *Monachi et alii religiosi monasterio vel domui religiosae in eparchia sitis adscripti, qui insimul officium aliquid in bonum eparchiae exercent.*
- § 2. Quatenus statuta id provideant idem ius electionis conferri potest aliis sacerdotibus qui domicilium aut quasi-domicilium in eparchia habent vel, si sint monachi vel alii religiosi, monasterio vel domui in eparchia sitis sint adscripti; aut sacerdotibus officium aliquid in bonum eparchiae exercentibus.*

Can. 81

*Modus eligendi membra Consilii presbyteralis a statutis determinandus est, ita quidem ut, quatenus id fieri possit, sacerdotes Presbyterii repraesententur ratione habita maxime diversorum ministeriorum variarumque eparchiae regionum.*

Can. 82

*§1. Consilium presbyterale gaudet voto consultivo tantum: audiendum vero est in causis quae iure communi expresse determinantur aut quae, iudicio ipsius*

---

*Episcopi eparchialis, regimen generale eparchiae respiciunt; unius autem Episcopi eparchialis est causas dirimere et decisiones ferre.*

*§ 2. Episcopus ad agendum consensu Consilii presbyteralis indiget tantummodo in casibus iure communi determinatis.*

*§ 3. In causis vero de quibus in paragrapo praecedenti, ut Patriarcha in sua eparchia valide agat, requiritur et sufficit ut ipse Consilium presbyterale audiat.*

*§ 4. Consilium presbyterale nusquam agere valet sine Episcopo eparchiali, cuius etiam solius cura divulgari possunt quae ad normam paragraphorum praecedentium statuta sunt.*

#### Can. 83

*§ 1. Consilium presbyterale constituatur ad tempus, in statutis determinandum, ita tamen ut integrum Consilium vel aliqua eius pars intra quinquennium renovetur.*

*§ 2. Vacante sede, Consilium presbyterale cessat eiusque munera impletur a Collegio consultorum de quo in can. 84; intra sex menses a capta possessione suae sedis, novus Episcopus debet Consilium presbyterale noviter constituere.*

*§ 3. Si Consilium presbyterale munus sibi in bonum eparchiae commissum non amplius adimpleat aut eodem graviter abutatur, Episcopus, auditio quidem Collegio consultorum, illud dissolvere potest, sed intra annum debet illud noviter constituere.*

#### Can. 84 (CS 458-463)

*§ 1. Episcopus nominat inter membra Consilii presbyteralis aliquos sacerdotes, numero non minori quam sex nec maiori quam duodecim, qui Collegium consultorum eparchialium ad quinquennium constituant, cui competit munera iure determinata.*

*§ 2. Inter consultores eparchiales ipso iure numerantur primus presbyter in ecclesia cathedrali, atque oeconomus si presbyter sit.*

*§ 3. Collegio consultorum praeest Episcopus; sede autem impedita vel vacante, is qui ad interim Episcopi locum tenet aut, si constitutus nondum fuerit, in Collegio consultorum sacerdos ordinatione antiquior.*

*§ 4. Patriarcha in regimine propriae eparchiae Collegium consultorum eparchialium audiat necesse est, quoties ius statuit Hierarcham loci eorum consilio vel consensu indigere.*

A la conclusion de ce chapitre il faut souligner que durant la réunion du 23 janvier le Coetus a accepté la proposition du GM de supprimer du CICO le canons 464-466 de *Canonicorum Capitulisi*. Cette motion est due surtout à la nécessité d'adhérer aux «Principes directeurs pour la Révision du CICO»,

approuvés lors de la réunion plénière des membres de la Commission du mois de mars 1974, qui exigent que le Code se limite à la codification de la discipline commune à toutes les Eglises Orientales. L'on sait que l'institution du *Capitulum canonicorum* existe dans l'Eglise Catholique Ukrainienne et Roumaine et dans deux autres éparchies (Leopolis des Arméniens et Križevci) mais est méconnue ailleurs. Grâce à la suppression des canons 464 à 466 du Code commun à toutes les Eglises Orientales, cette institution reste intacte là où déjà elle existe, mais les normes qui en règlent l'exercice seront appellées désormais *ius particulare*.

On remarquera encore que le can. 464 § 1 du CS, qui établit que le chapitre des chanoines, dans les Eglises où existe cette institution, *in omnibus supplet* le Conseil des consulteurs éparchiaux, présente une norme, qui ne semble pas compatible avec ce qui a été proposé dans le can. 84 du présent schéma à propos du Collège des consulteurs dont les membres seraient choisis, nécessairement parmi les membres du Conseil presbytéral.

## CAPUT VII

### *De Consilio Pastorali*

Le texte proposé par le GM a été discuté l'après-midi du 23 janvier. Il a paru satisfaire et répondre à ce qui était requis ou établi par le Décret conciliaire «*Christus Dominus*» n. 27, ainsi que par la Lettre Apostolique «*Ecclesiae Sanctae*» n. 16. Dans ce dernier document on remarquera que le § 5, qui recommande l'institution des Conseils pastoraux interrituels, ne pouvait être pris en considération dans le contexte des canons traitant du Conseil pastoral éparchial. Cette recommandation cependant reste valable, mais paraît devoir être confiée, semble-t-il, à l'initiative des évêques éparchiaux eux-mêmes, sans un canon précis à l'intérieur du Code commun, qui contiendra toutefois quelques canon à propos du *Conventus interrituales*, après le canon 25 du présent schéma, qui encourage également de semblables initiatives. Les canons suivants ont été acceptés par le Coetus, par vote formel, l'après-midi du 26 janvier.

Can. 85

*In singulis eparchiis Episcopus quatenus pastoralis sollicitudo id suadeat, constituat Consilium pastorale cuius est ea quae ad opera pastoralia spectant investigare, perpendere atque de eis conclusiones practicas proponere.*

### Can. 86

§ 1. *Consilium pastorale, quod voto consultivo tantum gaudet, constat tum clericis, tum monachis ceterisque religiosis, tum laicis, designatis modo determinato ab Episcopo.*

§ 2. *Consilium pastorale ita constituatur ut, quatenus id fieri possit, eparchia christifideles, ratione habita diversorum generum personarum, associatum et aliorum inceptorum eparchiae repraesententur.*

§ 3. *Una cum christifidelibus suae eparchiae de quibus in paragrapho praecedenti, potest Episcopus alios quoque quamvis diversi ritus pro opportunitate invitare.*

### Can. 87

§ 1. *Consilium pastorale constituitur ad tempus, iuxta praescripta statutorum, quae ab Episcopo dantur attentis principiis iuris communis et Ecclesiae sui ritus propriis.*

§ 2. *Sede vacante Consilium pastorale extinguitur.*

### Can. 88

*Consilium pastorale Episcopus libere convocat quotiescumque id ipsi opportunum videatur eique per se vel per alium preeest.*

## CAPUT VIII

### *De sede eparchiali vacante vel impedita*

Le GM proposa d'abord de renverser l'ordre des canons afin de commencer par la révision du can. 468 du CS *de sede vacante* et de placer à la fin de ce chapitre le canon 467 du CS traitant de la *sedes impedita*, comme cela a été opéré par le CS (canons 306 à 314) à propos de l'article *de sede patriarchali vacante vel impedita*. Le Coetus n'a eu aucune objection à soulever contre cette restructuration des canons. Le schéma proposé par le GM a été discuté au cours de presque deux réunions entières du Coetus, l'après-midi du 23 janvier et le matin du 24. Le vote des textes proposés par le GM, ou introduits par le Coetus même, ainsi que celui des différentes motions à ce propos a eu lieu au cours de la réunion qui s'est tenue l'après-midi du 26 janvier.

Les canons proposés par le Coetus et présentés plus bas ont donné lieu surtout aux discussions suivantes.

Le canon 89 a conservé essentiellement le canon 468 du CS où ont été

ajouté au § 1 les mots *legitime acceptata* afin d'inclure par cette expression tant le CS can. 248 § 1 n. 3 (*Patriarcha de consensu Synodi Episcoporum... valet... episcoporum renuntiationes ipsi factas acceptare*) que les mots *a Romano Pontifice acceptata* que l'on trouve au canon 468 § 1 du CS, concernant les évêques qui se trouvent en dehors des territoires des Eglises patriarchales et pour ceux qui, se trouvant dans les territoires de ces Eglises, voudraient présenter leur démission directement au Pontife Romain.

Le canon 90 a soulevé un très long débat au sein du *Coetus* car tous les consulteurs ne trouvaient pas évident que le gouvernement d'une éparchie vacante dans les territoires des Eglises patriarchales *transit ad Patriarcham* (§ 1) seulement jusqu'au moment indiqué par les CS, canon 473 (conservé au § 1 du canon 95 de ce schéma), i.e. jusqu'à la *designatio Administratoris eparchialis*. Lorsque l'Administrateur a été désigné même s'il est désigné par le Patriarche lui-même (can. 91. § 1, n. 2 du schéma: CS, canon 469 et 249, § 1, n. 4) — il devient l'Administrateur *pleno iure* et ne saurait en aucune façon être considéré comme un *Vicarius* du Patriarche, qui aurait en dernière analyse le *regimen eparchiae*. Après avoir tiré au clair cette question, les consulteurs acceptèrent le canon 90, avec cependant quelques *non placet*, motivés de la façon suivante: «le *non placet* se réfère seulement à la forme du canon, en ce sens qu'il faudrait d'abord dire au § 1 du canon 90 ce qui se trouve au § 1 du canon 95, à savoir *ante designationem Administratoris... regimen transit ad patriarcham*, en sorte que le commencement du § 2 (*In ceteris casibus... regimen transit* à une autre autorité jusqu'à l'institution d'un Administrateur. Le *Coetus* a reconnu la validité d'une telle remarque mais, par manque de temps (puisque c'était lors de la réunion finale) il ne pouvait faire autrement que de renvoyer la question à la prochaine session du *Coetus*, prévue pour l'automne 1979. Le canon est donc présenté ici sous une forme tout à fait provisoire.

Le canon 94 § 1 a été l'objet d'une motion soutenue par 3 consulteurs qui désiraient supprimer les mots *vinculo matrimoniali adstrictus*. Par la suppression de cette clause, les trois consulteurs n'entendaient nullement refuser *ad validitatem* aux prêtres mariés la possibilité de devenir Administrateurs éparchiaux dans le cas où ils posséderaient les autres qualités requises pour cette charge. Ils considéraient par ailleurs que cette clause n'était pas suffisamment étayée par la tradition. La motion fut quand même repoussée — par un vote de 2 *placet* contre 4 *non placet* et 2 abstentions — avec la motivation suivante: l'Administrateur d'une éparchie vacante est un *Caput*, bien que plutôt temporaire, d'une Eglise locale et de ce fait il doit selon la conception orientale être célibataire. Après avoir repoussé cette motion, l'après-midi du 26 janvier, tout le canon fut accepté par 7 *placet* et 1 *non placet*.

La discussion du canon 104 *de sede impedita* a eu pour objet l'opportunité d'adopter ou non pour l'Orient la norme proposée pour l'Eglise Latine (schéma 1977, can. 331) prescrivant que dès qu'il a pris possession de sa charge, tout évêque épiscopal doit élaborer une liste, renouvelable tous les trois ans, de personnes, inscrites par ordre de priorité, devant le remplacer au cas où se vérifieraient les conditions de *sedes impedita*. Le *Coetus* n'a cependant pas cru bon d'insérer une pareille norme dans le Code Oriental. Il a jugé suffisantes les normes prescrites dans le canon 467 § 1, n. 1 et 2, en remplaçant toutefois les mots *gravi de causa*.

Les canons de ce dernier chapitre du schéma *De Episcopis*, à état actuel des travaux de la Commission, se présentent de la façon suivante:

Can. 89 (CS 468)

§ 1. *Sedes episcopalis vacat Episcopi eparchialis morte, renuntiatione legitime acceptata postquam renuntianti significata est acceptatio, translatione, amotione ac privatione Episcopo intimata.*

§ 2. *Vacante sede omnia quae a Protosyncello vel Syncellis legitime gesta sunt usquedum certam de obitu Episcopi eparchialis notitiam acceperint vim habent; itemque vim habent omnia quae ab ipso Episcopo vel a supradictis legitime gesta sunt usquedum de memoratis actibus authenticum nuntium vel declarationem iure requisitam receperint.*

§ 3. *Ab authentico translationis nuntio. Episcopus intra duos menses debet novam eparchiam petere eiusdemque canonicam administrationem inire ad normam can. 12 et 13. A die initiae administrationis, prior eparchia plene vacat; interim vero in eadem Episcopus:*

- 1) *Administratoris eparchiae vacantis potestatem obtinet iisdemque obligationibus tenetur, cessante qualibet Protosyncelli aut Syncelli potestate, nisi ipsi Episcopi sint;*
- 2) *honorifica Episcoporum eparchialium privilegia conservat;*
- 3) *reditus prioris officii integros percipit.*

Can. 90 (CS 469-470 § 4, 473 § 2)

§ 1. *Vacante sede episcopali intra fines territorii Ecclesiae patriarchalis sitae, regimen eparchiae, salvo iure particulari, transit ad Patriarcham, nisi aliter a Romano Pontifice provisum fuerit; Protosyncellus et Syncellus tamen in munere perdurant donec Administrator a Patriarcha nominatus, offici sui administrationem ineat.*

§ 2. *In ceteris casibus, vacante sede, regimen eparchiae, usque ad constitutionem Administratoris eparchialis, ad Episcopum Auxiliarem, et si plures sint ad eorum episcopalnis consecratione antiquorem atque deficiente Episcopo Auxi-*

*liare ad Collegium consultorum eparchialium devolvitur, nisi tamen a Sede Apostolica aliter provisum fuerit: praedicti eparchiam ad interim regant potestate quam ius Protosyncello agnoscit.*

*§ 3. Patriarcha et ii de quibus in § 2 quantocius de sedis vacatione Sedem Apostolicam certiore faciant.*

Can. 91 (CS 249-250)

*§ 1. Ad eparchias vacantes in territorio Ecclesiae Patriarchali sitas quod attinet, Patriarchae competit:*

*1) Eparchiae vacanti invigilare;*

*2) Ius nominandi Administratorem intra mensem utilem ab accepta vacationis notitia auditis Episcopis in curia officium cum residentia habentibus, si adsint, secus Synodo permanenti; elapso inutiliter mense, Administratoris nominatio ad Sedem Apostolicam devolvitur.*

*3) Supplere negligentiam collegii Consultorum eparchialium ubi iure particulari, ad hunc Collegium pertinet Administratorem eparchiae eligere.*

*§ 2. Administratoris, a Patriarcha ad normam § 1, n. 2 nominati, remotio ab eodem Patriarcha, auditis Episcopis in curia officium cum residentia habentibus, ex iusta causa, fieri potest.*

*§ 3. Patriarchae ius et officium est curandi ut sedi vacanti, quamprimum, nec ultra terminos iure communi statutos, dignus idoneusque pastor detur.*

*§ 4. Sede vacante, Patriarcha curet ut patrimonium eparchiae et res defuncti Episcopi ad Ecclesiam devolvenda, diligenter conserventur et fideliter administrentur; quae omnia futuro Episcopo post inthronizationem integre, debita que forma tradi debent.*

Can. 92 (CS 470)

*§ 1. Extra territoria Ecclesiae patriarchalis Collegium consultorum eparchialium, sede vacante, intra octo dies ab accepta notitia vacationis, debet Administratorem qui loco sui eparchiam regat eligere.*

*§ 2. Si intra praescriptum tempus Administrator, quavis de causa, non fuerit legitime electus, designatio devolvitur ad Metropolitam, etsi ad normam CS 323 designatum, et si vacans sit ipsa Ecclesia metropolitana aut metropolitana simul et comprovincialis, ad Episcopum comprovincialem consacratione episcopali antiquiorem.*

*§ 3. Administrator eparchialis de sui electione Sedem Apostolicam quanto-cius certiore faciat.*

Can. 93 (CS 471)

§ 1. Administratorem eparchiae vacantis eligere debet Collegium consultorum eparchialium per actum collegialem ad normam CS 102-124, salvis peculiariis huius capituli normis, et ad eius validitatem requiritur pars suffragiorum absolute maior demptis suffragiis nullis.

§ 2. Unus deputetur Administrator eparchialis, reprobata contraria consuetudine, secus electio irrita est.

§ 3. Eadem persona non potest in Administratorem et Oeconomum designari reprobata contraria consuetudine; quare si Oeconomus eparchiae in Administratorem electus fuerit, alium pro tempore Oeconomum designet Consilium a rebus oeconomicis.

Can. 94 (CS 472)

§ 1. Ad Administratorem eparchiae vacantis officium designari valide non potest sacerdos vinculo matrimoniali adstrictus, nec qui tricesimum aetatis annum non expleverit, vel ad eandem vacantem sedem fuerit electus, nominatus vel praesentatus.

§ 2. Administrator eparchiae vacantis sit integritate, pietate, sana doctrina cum prudentiae laude conspicuus.

§ 3. Si praescriptae § 1 condiciones posthabitae fuerint, applicetur praescriptum can. 92 § 2; actus autem illius qui a Collegio consultorum electus fuerat, ipso iure sunt nulli.

Can. 95 (CS 473, 476)

§ 1. Sede vacante, firmis iuris praescriptis circa quosdam actus prohibitos, ordinaria Episcopi potestas in spiritualibus et temporalibus transit, ante designationem Administratorem eparchiae vacantis, ad Patriarcham, salvo iure particulari; extra patriarchatus, ad coetum consultorum eparchialium; Administratore autem designato, ad ipsum eadem Episcopi potestas devolvitur.

§ 2. Quare Collegium consultorum eparchialium et postea Administrator eparchiae vacantis omnia possunt quae enumerantur can. 61 § 2.

Can. 96 (CS 474)

§ 1. Sede vacante nihil innovetur.

§ 2. 1) Administratori et Collegio consultorum eparchialium non licet agere quicquam quod vel eparchiae vel episcopalibus iuribus praeiudicium aliud afferre possit;

2) tum Administrator et Collegium consultorum eparchialium tum alii

*omnes, clerici vel laici, prohibentur curiae episcopalis documenta quaelibet subtrahere vel destruere vel celare vel immutare.*

Can. 97 (CS 475)

*In Administratore constituendo nullam sibi potestatis partem nec Patriarcha nec Collegium consultorum eparchialium retinere potest, nec gerendo officio tempus praefinire aliasve restrictiones praestituere.*

Can. 98 (CS 476)

*§ 1. Administrator eparchiae vacantis a Patriarcha designatus, postquam fidei professionem coram Patriarcha emiserit, potestatem obtinet, non exercendam tamen nisi postquam litteras patriarchales suae designationis Collegio consultorum eparchialium ostenderit; curet tamen easdem litteras quamprimum clero totius eparchiae notas facere.*

*§ 2. Administrator sedis vacantis a Collegio consultorum eparchialium electus, edita fidei professione, statim potestatem obtinet, neque indiget cuiusquam confirmatione.*

Can. 99 (CS 478)

*Administrator obligatione tenetur residendi in eparchia et applicandae divinae Liturgiae pro populo ad normam can. 21.*

Can. 100 (CS 479)

*Nisi aliter fuerit legitime provisum:*

- 1) *Administrator ius habet ad congruam retributionem, in iure particuli vel recepta consuetudine determinatam, desumendam ex bonis eparchiae;*
- 2) *cetera emolumenta ad Episcopum spectantia, quo tempore sedis episcopalies vacaverit, futuro Episcopo pro eparchiae necessitatibus reserventur, servatis praescriptis iuris particularis quae modum quo emolumenta erogari debeant, definiant.*

Can. 101 (CS 480)

*§ 1. Remotio Administratoris a Patriarcha designati vel a Collegio consultorum eparchialium electi in territorio Ecclesiae patriarchalis ad Patriarcham de consensu Synodi Episcoporum pertinet, secus vero Sedi Apostolicae reservatur.*

*§ 2. Renuntiatio Administratoris eparchiae authentica forma ad normam CS can. 128 exhibenda est Patriarchae, si ipse Administratorem designaverit, secus*

*Coetui consultorum eparchialium, quo in casu eam acceptare ut valeat necesse non est.*

*§ 3. Post obitum vel remotionem Administratoris novus constituatur ab eadem auctoritate et eodem modo ac pro priore praescriptum est.*

*§ 4. Cessat munus Administratoris eparchialis per captam a novo Episcopo eparchiae possessionem.*

Can. 102 (CS 481)

*§ 1. Oeconomus munus suum impleat sub auctoritate Administratores eparchiae vacantis;*

*§ 2. ad ipsum Oeconomum devolvitur administratio eorum bonorum quae, ob sedis vacationem administratorem non habent, nisi Patriarcha aut Collegium consultorum eparchialium aliter providerint.*

*§ 3. Resoluto quovis modo iure Oeconomi, novi electio vel nominatio pertinet ad Patriarcham de consensu Episcoporum officium in curia cum residentia habentium, aut ad Collegium consultorum eparchialium, per partem suffragiorum absolute maiorem.*

*§ 4. Oeconomus novo Episcopo rationem reddere debet suae administrationis, qua redditia, nisi ab eodem confirmetur, a munere cessat.*

Can. 103 (CS 482)

*§ 1. Novus Episcopus a consultoribus eparchialibus aut ab Administratore, ab Oecono et ab aliis Officialibus, qui, sede vacante, fuerunt constituti, rationem exigere debet officiorum, potestatis executivae, administrationis munieris ipsorum cuiuslibet, et in eos animadvertere, qui in suo officio seu administratione delinquerint, etiamsi, redditis rationibus, Collegium consultorum eparchialium per se vel per alios absolutionem aut liberationem iis concesserit.*

*§ 2. Iidem rationem reddant novo Episcopo scripturarum ad Ecclesiam pertinentium, si quae ad ipsos pervenerint.*

Can. 104 (CS 467)

*§ 1. Sede per Epicopi captivitatem, relegationem, exilium aut inhabilitatem ita impedita ut ne per litteras quidem cum christifidelibus sibi commissis communicare ipse possit, eparchiae regimen, nisi aliter providerit Patriarcha de consensu Synodi permanentis in eparchiis territorii Ecclesiae cui ipse praeest aut Sedes Apostolica, esto penes Episcopum Coadiutorem si adsit; eo deficiente aut impedito penes Protosyncellum, Syncellum vel alium idoneum sacerdotem ab*

---

*Episcopo designatum, cui ipso iure competit potestas, iura et officia Protosyn-  
celli; potest Episcopus opportuno tempore plures designare, qui sibi invicem in  
officio succedunt.*

*§ 2. Iis de quibus in § 1 deficientibus aut impeditis quominus eparchiae  
regimen assumant ad normam can. 90, 91, 92 procedendum est et Administrator  
eparchiae designatur, cui competit potestas Administratori eparchiae vacantis.*

*§ 3. Qui eparchiam regendam suscepit, quamprimum Patriarcham et Se-  
dem Apostolicam moneat de sede impedita ac de assumpto officio.*

IVAN ŽUŽEK s.j. - Relator

## THE SCHEMA OF THE CANONS

*De paroecis et de Parochis, de Vicariis paroecialibus,  
de Rectoribus ecclesiarum ac de Protopresbyteris*

At the beginning of the work of the Commission canons 483-526 of the *Motu Proprio «Cleri Sanctitati»* (CS), which today are *ius vigens* for all Catholics of the Oriental Churches, were given to the *Coetus de S. Hierarchia* for study. However, in 1978 the Presidency of the Commission decided to form a new *Coetus de Parochis* with the task to revise these canons. The intention of the Presidency was to proceed faster with the work of the Commission.

The *Coetus de parochis* is composed of 15 consultors (cf. *Nuntia 8*, p. 102). They were called to Rome at the beginning of the month of June, 1979 (cf. *Nuntia 7*, p. 100), and in six days they prepared the schema which is herein presented. The *Relator* of the Study Group prepared a first draft of the schema the so called «testo base» which was sent to all consultors a few months before the session.

The program of the work during the study-session was as follows:

At the beginning the *Relator* explained and illustrated the criteria he had followed to prepare his draft. He asked the Study Group to consider in the first place the texts of the Vatican Concil II which are strictly connected with the matter. He explained that he wanted to follow with fidelity the new directives and perspectives proposed by the documents of Vat. II and he indicated the main propositions contained in the schema which are new. In particular he underlined the necessity to leave out the concept of *beneficium ecclesiasticum* in its connection with the parish. Actually in the *ius vigens* a parish which is not also a *beneficium* is only an exception and not the rule, whereas the Vatican II requests that the system of *beneficia ecclesiastica* be changed completely or be revised in such a manner that it will appear, in relation to the *officia*, a secondary matter. The Decree *Presbyterorum ordinis* n. 20 establishes the following: «*Officio vero, quod sacri ministri adimplent, praecipuum momentum tribuere oportet. Quare sistema sic dictum beneficiale relinquatur aut saltem ita reformetur ut pars beneficialis, seu ius ad redditus ex dote officio adnexos, habeatur tamquam secundaria, et princeps in iure tribuatur locus ipsi officio ecclesiastico, quod quidem deinceps intelligi debet quodlibet munus stabiliter collatum in finem spiritualem exercendum.*

In the new concept of the *officium* no special stress is given to the *potestas ordinis* nor to the *potestas iurisdictionis*. However, this does not mean that these

two powers are not so strictly connected with many ecclesiastical offices that they can be conferred to those who are not ordained as priests. In an Oriental parish laymen, religious, and deacons, exercise parochial ministerial activities, but the parish-priest is always an ordained priest. In the concept of a *paroecia-beneficium* the material element is more conspicuous than that of a community of the faithful which, together with the parish-priest, as its *pastor vices gerens episcopi* represents the visible universal Church. This is the reason why in the schema the *Relator* proposed to deal first with the parish and then, with the parish-priest exalting his pastoral office more than other strictly juridical prescriptions.

#### ART. I - *De paroeciis et parochis*

The first three canons were discussed at length during the morning session of June 4.

The *Relator* proposed only two canons.

The § 1 of the first canon gave a description of the parish corresponding to the Constitution *Sacrosanctum Concilium* No. 42. From this text the Study Group omitted the word «localiter», which in the Constitution has a different context, but does not exclude the so-called *paroeciae personales*, which are foreseen by the same Council in the Decree *Christus Dominus* n. 23.

In relation to the personal parishes (*paroeciae personales*) the Study Group agreed to accept also for CICO canon 350 of the schema (1977) *De populo Dei* of the Commission for the Revision of CIC, in which is reaffirmed, along general lines, the traditional principle of the territoriality of the parish, but with the possibility of forming «personal parishes» where they are necessary. This text, which is proposed as can. 2, was considered by the Study Group as very convenient for the Oriental Code, especially when we consider the particular circumstances in which the Oriental Catholics are living in western Countries.

The § 2 of the first canon proposed by the *Relator* was the following «*Secundum uniuscuiusque Ecclesiae traditionem paroeciae cura committi potest in solidum omnibus presbyteris in paroeciae territorio degentibus e quibus tamen unus sit praeses*».

The *Relator* had the difficulty in persuading the Study Group to accept the substance of this text. The difficulty was that it is something new, that there is hardly a tradition to be followed (the word *traditionem* some did not accept), and that it is necessary to establish with clarity which are the duties and the rights of the *praeses* and which are those of the priests who are *in solidum* responsible for the pastoral care of the parishioners. It was agreed that

the *coetus presbyterorum* in the proposed text could not be considered as a moral (juridical) person with the similarity to can. 490 of the *Motu Proprio* «*Cleri Sanctitati*» in which it is permitted, but only with an Apostolic indult, to unite one parish *realiter et in perpetuum* to a moral person. It remains that the parish-priest must be in every case a physical person as established in can. 490 § 2 of the CS (which is maintained in the new schema, cf. can. 3, § 2): *non admittitur ut ipsam persona moralis sit parochus.*

The text proposed by the *Relator* as § 2 of can. 1 was finally substantially accepted and transferred to be a part of can. 3 of the schema, but the Study Group required that it must be clearly stated that the Hierarchs are obliged to establish by a *ius particulare* the rights and the duties of the *Moderator* who directs the pastoral work and who alone is responsible for the parish before the Bishop, and the rights and duties of the priests who are responsible *in solidum*. The text of this § at the end of the session of June 4 was as follows:

*Si paroecia pluribus presbyteris in solidum committitur Hierarchae iure particulari accurate determinent quenam sint iura et obligationes moderatoris qui actionem communem dirigat atque de eadem Episcopo respondeat et quenam ceterorum presbyterorum.*

Before the final vote on this text, the morning of June 7, one of the Consultors made the suggestion to take away the word *in solidum* because it does not correspond to the mentality of Orientals or to the oriental tradition and does not contribute anything to clarify the text. This suggestion was accepted by the Study Group.

The words *Hierarchae iure particulari accurate determinent* were changed to *Ius particulare accurate determinet*, in order to give more ample meaning to the text. Actually, this *ius particulare* could be from one side only the *ius eparchiale*, but from the other side it could be established by a superior authority for example by a Synod of Bishops or by the Holy See.

The § 1 of the 3rd canon corresponds almost literally to the conciliar text of the Decree *Christus Dominus* No. 30, to which was added the word *presbyter*, which we find in CS, can. 484, § 1, since it is requested by the same nature of the office of the parish-priest which implies the *munus docendi, sanctificandi et regendi* (Ch. D. 30). One of the Consultors proposed to add the word *tantummodo* before *presbyter*, because to him it seemed to be necessary when some parishes in certain countries are considered, where there is a shortage of priests and where the pastoral care is entrusted to other persons who are not priests. But this addition to the text was not accepted because the text of the canon sufficiently excludes every ambiguity and because it is not convenient to put into canonical texts conditions which are only an answer to unfounded opinions of a certain period of the Church's life.

The first three canons that were accepted and approved by the Study Group are the following:

*Can. 1 (novus)*

*Paroecia est coetus christifidelium sub pastore vices gerente Episcopi eparchialis ordinatus, qui quodammodo repreäsentat Ecclesiam visibilem per orbem terrarum constitutam.*

*Can. 2 (novus)*

*Paroecia regula generali sit territorialis, quae scilicet omnes complectatur christifideles certi territorii; ubi vero, de iudicio Episcopi eparchialis, auditio Consilio presbyterali, id expeditat, constituantur paroeciae personales, ratione nationis, linguae, ritus christifidelium alicuius territorii, immo vel alia definita ratione determinatae.*

*Can. 3 (CS 489)*

*§ 1. Parochus est presbyter cui, ut praecipuo cooperatori Episcopi, tamquam pastori proprio, animarum cura committitur in determinata eparchiae parte sub eiusdem Episcopi auctoritate.*

*§ 2. Non admittitur personam iuridicam esse parochum.*

*§ 3. Si paroecia pluribus presbyteris committitur ius particulare accurate determinet quaenam sint iura et obligationes moderatoris qui actionem communem dirigat atque de aedem Episcopo respondeat et quaenam ceterorum presbyterorum.*

*Can. 4 (CS 489 § 2, 490-492)*

*§ 1. Episcopus eparchialis, non vero Administrator eparchiae vacantis nec Syncellus sine mandato speciali, potest, auditio Consilio pastorali ac de consensu Superioris Maioris Religiosi, paroeciam erigere in ecclesia instituti religiosi, firmo can. 3 § 2.*

*§ 2. Haec erectio fieri debet mediante scripta conventione inter Episcopum eparchiale et Superiorum Maiorem Religiosum, qua accurate statuentur quae ad opus explendum, ad personas eidem addicendas, ad res economicas spectent, ac quaenam sint iura et obligationes communitatis religiosae in ipsa ecclesia et quaenam parochi.*

This canon presents the final text accepted by Study Group in June 1979. The text proposed by the Relator followed strictly the *Motu proprio* «*Ecclesiae Sanctae*», n. 33, about the *commissio paroeciae religioso Instituto*. The Study

Group had the intention to propose the canon in such a manner to give emphasis to *erectio paroeciae in ecclesia instituti religiosi*. All other specifications (also those that relate to the nature of the union between the parish and Religious Institute) have to be determined by a written convention according to the § 2. This formulation corresponds also to can. 25 of the schema *De monachis ceterisque religiosis*, published in *Nuntia n. 8*, pag. 60 (*si ecclesia... apud quam residet communitas Ordinis vel Congregationis sit simul paroecialis... etc.*).

The superior of the Institute, to whom refers the text of *Motu proprio «Ecclesiae Sanctae»* is specified by the canon with the words *Superior Maior Religiosus* in accordance with the terminology used by the *Coetus de Monachis ceterisque religiosis*.

*Can. 5 (CS 493)*

§ 1. *Ut presbyter parochus nominari possit, oportet sit bonis moribus doctrina, animarum zelo, prudentia, ceterisque virtutibus ac qualitatibus praeditus, quae ad vacantem paroeciam cum laude gubernandam iure tum communi tum particulari requiruntur.*

§ 2. *Si presbyter matrimonio sit iunctus, boni mores et in uxore et in liberis suis secum degentibus requiruntur.*

The § 1 of the canon retains the text of can. 493 of the CS without any modification.

The § 2 was accepted as proposed by the *Relator*. There was a good discussion about it by the Study Group. The motion to omit § 2 was defeated and the text was accepted with 10 *placet* and 3 *non placet*. The 3 voting *non placet* were concerned only with the existence of an explicit norm of this kind in common Code, while the whole Study Group agreed on the necessity that the Hierarch must in any case consider seriously what is contemplated in this §.

*Can. 6 (CS 494, 496 § 1, 497, 499)*

§ 1. *Ius nominandi et instituendi parochos competit solo Episcopo eparchiali.*

§ 2. *Parochum libere nominat Episcopus eparchialis, salvo praescripto § 3; in iisdem tamen designandis Episcopus rationem habet necessitatum pastoralium paroeciae; quare Protopresbyterum consulat et, si id opportunum duxerit, de necessitatibus paroeciae deque dotibus specialibus personae ad curam pastoralem in paroecia de qua agitur exercendam requisitis, audiatur certos presbyters et diaconos, immo vel christifideles laicos sapientia praestantes.*

§ 3. *Salvo iure particulari salvisque conventionibus legitime inter Episco-*

---

*pum eparchialem et Superiorem Maiorem religiosum initis, ad paroeciam alicui sodali religiosi instituti concredendam, Superior Maior presbyterum sui Instituti praesentat Episcopo eparchiali qui, servata § 2, eum nominat.*

§ 4. *Parochi in suo officio stabilitate gaudent, quare ad tempus determinatum ne nominentur nisi:*

- 1) *de sodalibus Instituti religiosi agatur;*
- 2) *candidatus ipse scripto consentiat ut ad tempus determinatum nominetur;*
- 3) *in casu extraordinario de consensu tamen consultorum eparchialium.*

The Study Group had no difficulty with the first three §§ of this canon, as proposed by the *Relator*. They have a similarity with the canon of the schema proposed by the Commission for the Revision of CIC (can. 356). There is some small redactional modification, e. g., with the word *solo* in § 1 the Study Group intends to exclude the *mandatum speciale* for the *Protosyncellus*.

The § 4 proposed to the Study Group was similar to can. 355 of the schema of the Commission for the Revision of CIC: *qui in paroecia pastorali curae praeficitur qua paroeciae parochus, ad indeterminatum tempus nominetur; ad certum tamen tempus ab Episcopo eparchiali nominari potest, si ita a Synodo Episcoporum per decretum editum, permissum fuerit.*

The Study Group did not accept this text. The main point of the discussion, during the morning session of June 5, was the concept of the stability of the parish-priest. The new orientation favors amovability but it does not exclude the stability. The Group intended to give more guarantee to the stability by avoiding the nomination *ad tempus*, and thus to give the parish-priests more security to work among a determined population. There was a preoccupation with the fact, that the words *ad tempus indeterminatum* do not have a precise significance in the Code and that they can bring an uncertainty among those who have the office of parish-priest, even if they may be specified later in the Code, (e. g., in the canons on the removal of parish-priests; cf. the infra can. 19 of the present schema).

One of the Consultors made the objection that the nomination *ad tempus*, as is expressed by § 4, is conditioned in too strong a manner, since a permission from the Synod of the Bishops is required (which in any case seems debatable because the decrees are made by an administrative authority); The result of this is that the sphere of action of the bishop is very limited.

At this point another Consultor noted that the decree mentioned in the text may signify also a so called *decretum generale*, which brings with it the obligation of law. Admitting such an explanation, some Consultors argued that the text of the proposed canon would concede too much; actually it could

annul the principle of stability. It was said also that not all Churches have a Synod of the Bishops. For this reason, if the proposed text is accepted, it would be necessary to substitute the words *Synodus Episcoporum* with *Auctoritas Superior uniuscuiusque Ecclesiae sui iuris*.

The Study Group on the one hand, wanted to abandon the concepts of *inamovibilis* and *amovibilis*, as requested by the Conciliar Decree *Christus Dominus* n. 31, but, on the other hand, it wanted to guarantee the stability of the office of the parish-priests in their pastoral activity. The intention was to retain the *ius vigens* of the CS can. 494 § 1 (*stabiles in ea esse debent*) although with a slight change of the wording, that is, with *stabilitate gaudent*, but in such a manner to exclude the concepts of *inamovibilis* and *amovibilis* of the same canon of the CS (§§ 2-5).

Thus the orientation of the Study Group was towards a text in which the nomination *ad tempus* of parish-priests, chosen from among the eparchical clergy, would appear an exception and could be made only with the permission of a Hierarch who is superior to the eparchical bishop (Metropolitan, Patriarch, Holy See).

As far as the Religious are concerned the Study Group wanted that their Major Superiors, have the right to request, in the convention mentioned in the § 2 of the canon, that every nomination of parish-priests from their Communities should be exclusively *ad tempus determinatum*.

Having as a base the results of the discussions, a new text of the § 4 has been proposed during the morning session of June 5, which ran as follows:

*Parochi in suo officio stabilitate gaudent, quare ad tempus indeterminatum ne nominentur, nisi de consensu immediati Hierarchae loci Superioris vel nisi de sodalibus Instituti religiosi agatur.*

During the afternoon session of June 7, and morning session of June 8, the § 4 was discussed for another time.

It seemed to some of the Consultors, that the authority of the bishop is indeed too limited, if he has to ask the permission as requested in the above text, while, on the contrary, such matters as the nomination of parish-priests should be resolved within an eparchy without the necessity of recourse to higher authority.

However, a Consultor did not agree with this. He pleaded for a text in which the exceptionality of nominating a parish-priest *ad tempus determinatum* would appear in all evidence.

Some Consultors, although maintaining the clause *parochi in suo officio stabilitate gaudent* proposed that the bishop be empowered to nominate the parish-priests *ad tempus determinatum* case by case whenever themselves declare to consent to this. The real exception to the rule would be only to decide that in some determined parishes the office of parish-priest is *ad tempus*

*determinatum* without any regard to whom it may be conferred. For such a case it was proposed that previous to the nomination a consent of the eparchical consultors should be necessary.

To meet the above desires of the Study Group a new text of § 4 was formulated, (given above in the canon) which has been finally accepted with 12 *placet* and 2 *non placet* during the morning session of June 8.

*Can. 7 (CS 496 § 2)*

*Sede episcopali vacante aut impedita ad Administratorem aliumve qui epar-chiam regat, pertinet, firmo can. 6 § 2:*

- 1) *vicarios paroeciales constituere;*
- 2) *institutionem concedere presbytero a Superiore religioso praesentato ad norman can. 6 § 3;*
- 3) *parochum nominare, si sedes ab anno saltem vacaverit aut impedita fuerit.*

This canon retains substantially the can. 496 § 2 of the CS with a reference to the can. 6. There are indicated the modalities for the nomination of the parish vicars (*vicarii paroeciales*) by an Administrator of a vacant eparchy.

*Can. 8 (CS 500)*

§ 1. *Episcopus eparchialis vacantem paroeciam illi conferat quem, omnibus perpensis adiunctis, idoneum aestimet ad paroecialem curam in eadem imple-dam, omni personarum acceptione seclusa.*

§ 2. *Episcopus ne omittat documenta, si qua sint, ex curiae tabelario desu-mere quae clericum nominandum respiciunt et notitias, secretas quoque, si oppor-tunum iudicaverit, prudenter exquirere etiam ex locis extra eparchiam.*

The Study Group agreed to reduce the can. 500 of the CS to the § 1 of this canon (the formulation was made by the Commission for the Revision of CIC, schema 1977, can. 359 § 1). In this manner, with the silence of the Code, the Study Group agreed to transfer all other norms of CS can. 500 to the *ius particolare* of each Church.

However the following two motions were made:

- 1) retain the word *magis* before *idoneum*, that is found in can. 500 § 1 of the CS, since it very efficiently excludes the *acceptio personarum* and is a very concrete criterion which the bishop has to observe.
- 2) retain the n. 1 of the § 3 of the can. 500 of the CS (*ne omittat documenta... etc..*).

The first motion during the morning session of June 8 received 6 *non placet*, 3 *placet* and 4 abstentions. The majority of the Group considered the word *magis* as too restrictive in a canon of a very definite juridical nature: if it is understandable in the canon of CS, because of the clause *graviter onerata eius conscientia*, it cannot be retained in a text where this clause is omitted, and which, because of this omission, becomes strictly juridical. Besides this the Group was agreeable to say that in actual practice it is almost impossible to keep to the rule *magis idoneus* in every nomination of a parish-priest.

The second motion was acceptable to the majority of the Study Group. When the whole canon, in the text given above, was proposed for a vote it received 11 *placet* 1 *non placet* and 1 abstention.

#### *Can. 9 (CS can. 501)*

§ 1. *Parochus ad normam can. NN «de officiis» unius paroeciae tantum ut proprius pastor curam paroeciale habeat; ob penuriam tamen sacerdotum aut alia adiuncta possunt, saltem pro tempore, quaedam paroeciae ab Episcopo eparchiali aequo principaliter uniri.*

§ 2. *In eadem paroecia unus tantum habeatur parochus firmo can. 3 § 3.*

§ 3. *Curent locorum Hierarchae ut vigentes in praesens contra praescriptum § 2 consuetudines prudenter submoveantur.*

The canon retains substantially the *ius vigens*, with some redactional change (the § 1 is accepted as formulated by the Commission... of CIC, schema 1977, can. 560, § 1), and with the addition of a reference to can. 3 § 3.

The can. NN refers to a canon of the section *De officiis*. In the present stage of the work of the Commission this canon runs as follows: *Nisi adsit vera necessitas, nemini conferantur duo vel plura officia incompatibilia, videlicet quae una simul ab eodem congrue adimpleri nequeunt.*

#### *Can. 10 (CS 502)*

*Curam animarum parochus obtinet a provisione canonica, quam tamen eidem exercere non licet nisi inita, ad normam iuris particularis, paroeciae administratione.*

The Study Group retained the can. 502 of the CS as the best formulation and did not accept a proposal to substitute it with the following text: *Curam animarum parochus obtinet a momento captiae possessionis paroeciae, quae secundum particulares consuetudines locum habet.*

The second part of the can. 502 CS, requests *ad normam iuris particularis*, the profession of the faith from the parish-priests at the beginning of their

administration of the parish. The Study Group proposes to omit it, because this is comprised in the clause *normae iuris particularis*. The particular law should establish how to begin the administration of the parish. In the christian East it begins usually with a liturgical ceremony, which involves the newly named parish-priest to such an extent, that it may be considered as equivalent to a public profession of the faith.

*Can. 11 (Decr. «Christus Dominus, n. 30)*

*§ 1. In exequendo munere magisterii, parochus obligatione tenetur verbum Dei praedicare omnibus christifidelibus, ut hi in fide, spe et caritate radicati, in Christo crescant et communitas christiana illud testimonium caritatis reddat, quod Dominus commendavit: itemque catechetica instructione christifideles ad plenam mysterii salutis cognitionem ducere, unicuique aetati accommodatam. Ad hanc autem instructionem tradendam non solum religiosorum auxilium quaerant, sed etiam laicorum cooperationem.*

*§ 2. In perficiendo opere sanctificationis, carent parochi ut celebratio Divinae Liturgiae centrum sit et culmen totius vitae communitatis christiana; itemque adlaborent ut christifideles spirituali pabulo pascantur per devotam et frequentem sacramentorum receptionem atque per conscientiam et actuosam in liturgicis officiis participationem. Meminerint etiam parochi quam maxime sacramentum Poenitentiae ad vitam christianam fovendam conferre, quare faciles se praebant ad hoc sacramentum administrandum, advocatis ad hoc, si opus fuerit, aliis etiam sacerdotibus, qui varias linguis calleant.*

*§ 3. In officio pastoris adimplendo, imprimis carent parochi proprium gregem cognoscere. Cum autem omnium ovium sint ministri, vitae christiana incrementum foveant tum in singulis christifidelibus, tum in familiis, tum in consociationibus praesertim apostolatui addictis, tum in universa communitate paroeciali. Domos igitur et scholas visitent, prout pastorale munus id exigat; adulescentibus et iuvenibus studiose prospiciant; pauperes et infirmos paterna caritate prosequantur; peculiarem denique curam de opificibus habeant atque adlaborent ut christifideles operibus apostolatus auxilium praestent.*

The text that was proposed by the Relator was very concise. The § 1 referred to *munus docendi* and the § 2 referred to *munus sanctificandi*, both mentioned in the Decree *Christus Dominus* n. 30, § 2.

After a quite long discussion, the Study Group decided to add to the canon a § 3, which refers to the *munus pastoris*, with which the same Decree also deals in the same place.

The Group tried to formulate a rather concise canon yet in such a manner that the conciliar text will be retained with no substantial change or

omission of anything important. This showed to be impossible, so it was agreed, as the best solution, to adopt the whole text of the Decree *Christus Dominus*, n. 30, § 2.

However, before the vote on the text in the afternoon of June 8 there were introduced the following modifications:

§ 1 omits the words *erecta quoque confraternitate Doctrinae christianaæ*, because in the schema *De consociationibus* it is not mentioned;

§ 2 — instead of *Eucharistici Sacrificii* there is written *Divinae Liturgiae* as used in the schema *De Eucharèstia*;

— *christifideles* replaces *fideles* of the conciliar text (although various Study Groups of the Commission are as yet non consistent in using the terms *fideles* or *christifideles*);

— the words *in Liturgia participationem* are replaced with *in liturgicis officiis participationem* (this change is done, because the word *Liturgia* for many Oriental christians means exclusively the holy Mass);

— the words *confessiones audiendas*, which are referred to the *Sacramentum Poenitentiae*, are substituted with *hoc Sacramentum administrandum* in accordance with the schema *de Sacramentis*;

§ 3 — instead of the word *associationes* there is written *consociationes* and instead of *fideles* is written *christifideles*.

#### *Can. 12 (CS 503)*

§ 1. *In omnibus negotiis iuridicis parochus personam gerit paroeciae.*

§ 2. *Functiones maioris momenti, ut sunt celebratio sacramentorum initiationis christianaæ, benedictio matrimoniorum, persolutio funerum, ad parochum spectant ita ut aliis sacerdotibus eas perficere non licet nisi ex licentia, saltem praesumpta, ipsius parochi.*

The Study Group was rather agreeable to retain the can. 503 of CS with the omission of nn. 7 and 8.

One of the Consultors proposed to amplify the canon and so to give more emphasis to the office of the parish-priest, who is the main *particeps in episcopali potestate*. Two other Consultors proposed to formulate a new, more generic canon, by which would be reserved to the parish-priest more important activities without furter specification or only with some examples of such activities. Such a canon they said, is more appropriate in our time, when the parish office is not related to *ius beneficiale*.

On June 8, during the morning session when both the canon 503 of CS and the text proposed by the two Consultors were discussed again, the majority of the Consultors accepted the last text adding to it a § 1: *In omnibus*

*negotii iuridicis parochus personam gerit paroeciae.* The § 1 was accepted unanimously while the § 2 was accepted by 12 *placet* and 2 abstentions.

*Can. 13 (CS 504)*

*Oblationes omnes, iis exceptis de quibus in cann. NN de Sacramentis, quae occasione perfuncti ministerii pastoralis a parocho ceterisque clericis eiusdem paroeciae adscriptis recipiuntur ad massam paroecialem deferri debent, nisi de contraria offerentis voluntate constet quoad oblationes plene voluntarias; Episcopo eparchiali, auditio Consilio presbyterali, competit statuere praescripta quibus destinationi harum oblationum necnon remunerationi parochi ceterorumque paroeciae clericorum, ad normam can. NN de Clericis provideatur.*

The first suggestion, when the can. 504 of CS (June 5, afternoon) was discussed, was: omit the canon.

The Study Group wanted to maintain it, but leave out the concept of *iura stolae*, which are at present reserved to parish-priest, and introduce the concept of *massa paroecialis* — of a common fund which will be instituted with the donations received by the priests who work in the parish. There was a long discussion about which kind of the donations should constitute the continuous contributions of priests to this fund. At the end the Group agreed that *omnes oblationes* have to be put together, with the exception of those of Mass stipends (*oblationes ad intentiones eorum qui offerunt vel pro commemorationibus*— according to the canons of the schema *De Sacramentis*) and those which are *plene voluntariae* and were given as a personal gift to a priest.

The important role of the eparchial bishop in establishing, with justice and equity, the amount of money due to each priest from this fund, is made evident in the canon.

The text of the canon which was finally accepted by the Study Group is similar to that of the can. 365 of the schema *De populo Dei* of the Commission for the Revision of CIC. However, the initial words *oblationes omnes* change the substance of the text since they imply, whenever accepted for the future Code, the complete abolition of *iura stolae*, in accordance with the abandonment of the concept of the parish as a *beneficium*.

Note that the words *ad normam can. NN de Clericis* are referred to can. 26 of the schema *De Clericis in genere*, as formulated by the *Coetus de Clericis* (Nuntia 7, pp. 15-16).

*Can. 14 (CS 506)*

*§ 1. Parochus obligatione tenetur residendi in domo paroeciali prope suam ecclesiam; potest tamen Episcopus iusta de causa permittere ut alibi commoretur,*

*dummodo domus ab ecclesia paroeciali non ita distet ut paroecialium perfunctio munerum aliquid inde detrimenti capiat.*

§ 2. *Nisi gravis obstet ratio, parocho, vacationis gratia, licet quotannis a paroecia abesse per unum ad summum mensem continuum aut intermissum; quo in tempore vacationis dies non computantur quibus semel in anno parochus spirituali recessui vacat; parochus autem, ut ultra hebdomadam a paroecia absit, tenetur de hoc Hierarcham monere.*

§ 3. *Episcopi eparchialis est normas statuere quibus prospiciatur, ut, parochi absentia durante, curae provideatur paroeciae per sacerdotem debitissimis facultatibus instructum.*

The canon did not present any special difficulty to being accepted by the Study Group. The § 1 was retained as it is in CS, can. 506, §.1. The other two paragraphs were adopted, as formulated by the Commission for the Revision of CIC., schema 1977, can. 367.

*Can. 15 (CS 505)*

§ 1. *In omnes suae curiae pastorali commissos parochus obligatione tenetur curam animarum exercendi.*

§ 2. *Memores sint parochi se sua cotidiana conversatione et sollicitudine fidelibus et infidelibus, catholicis et non catholicis, faciem ministerii vere sacerdotalis et pastoralis exhibere, omnibusque testimonium veritatis et vitae reddere debere, et ut boni pastores illos quoque quaerere, qui baptizati quidem in Ecclesia Catholica a praxi sacramentorum, vel imo a fide defecerunt.*

§ 3. *Episcopus eparchialis certas communites personarum, aedificia et locos, quae in paroeciae territorio sint et ture non exempta, a parochi cura ex toto aut ex parte ne subducat, nisi gravi de causa.*

At the beginning (June 5, afternoon) the Study Group decided to retain CS can. 505 without any substantial innovation. But after that, one of the Consultors proposed to omit the canon, because, as he argued, the canon is self evident.

This motion was discussed before the vote (June 8, afternoon) and the motion was not only rejected, but it led the Study Group to reinforce the canon in such a way that the *exemptio* of a place from the jurisdiction of the parish-priest would appear clearly as a great exception.

For this reason in § 3, that is reported above, it is not written *potest Episcopus... subducere*, but the contrary *ne subducat, nisi gravi de causa*. During that same session one Consultor made a proposal to add a new §, in which it would be stated that every parish-priest should care not only for Catholics, but also for non-Catholics. No better text could be found to meet this proposal

than the remarkably beautiful exhortation to parish-priests contained in n. 28 of Vatican II Dogmatic Constitution on the Church. The Study Group accepted it as § 2 of the above given canon.

*Can. 16 (CS 507)*

*Divinam Liturgiam pro populo paroeciae sibi concreditae parochus quam frequenter celebret, diebus vero a iure particulari praescriptis celebrare tenetur.*

Three different proposals concerning this canon were presented to the Study Group at the beginning of the discussion:

a) the *Relator* proposed to substitute the whole canon with the following text:

*Sacrificium Eucharisticum et Liturgiam horarum secundum traditiones suae Ecclesiae parochus diebus dominicis et festis cum populo et pro populo graviter tenetur celebrare.*

b) two Consultors, proposed to retain *sicut iacet* the § 1 of the can. 507 of CS: *Applicandae divinae Liturgiae pro populo obligatione tenentur parochus et quasi parochus omnibus dominicis aliisque festis de pracepto, salvo iure particulari praescribente ut divina Liturgia saltem decies in anno, in praecipuis sollemnitatibus applicetur.*

c) some other Consultors proposed that the text, which the *Coetus de S. Hierarchia* formulated among the canons *de iuribus et obligationibus episcoporum* be adapted for the parish-priests: *Divinam Liturgiam pro populo eparchiae sibi concreditae Episcopus quam frequenter celebret; diebus vero a iure particulari praescriptis celebrare tenetur* (cf. this issue of *Nuntia* pag. 20).

There was also a motion proposed by one of the Consultors to leave out the whole canon. His reason was a personal conviction that some oriental Churches find it hard to understand how a priest can celebrate a Divine Liturgy which is not *pro populo*. He said that if the canon were maintained it would be better to say that it is forbidden to accept any Mass stipends for the Divine Liturgy which is celebrated on Sundays and on festive days. None of the other Consultors supported this motion. The Study Group believed that the donations *pro celebratione Divinae Liturgiae ad intentiones fidelium* are not contrary to the genuine oriental traditions: they may be said to be rather *praeter* than *contra* these traditions.

At the end of the discussion only two motions remained: b) and c). The first (b) motion received 3 *placet* 5 *non placet* and 6 abstensions. The c) motion received 8 *placet*, 5 *non placet* and 1 abstension.

At this point it seems opportune to note that the Study Group proposes to omit the canons 508, 509 and 510 of the CS with the following motivation:

---

*provisum* in can. 11 of this schema or in the schema *de episcopis* (compare can. 508 § 2 of CS with can. 22 published in this issue of *Nuntia* pag. 21), while some prescriptions contained in these canons (e.g. can 509 § 2) may more conveniently pertain to a special document (perhaps on parish-priest's faculties) than to a Code common to all Oriental Churches.

*Can. 17 (novus)*

*Curent Hierarchae locorum ut opportuna consilia in ambitu paroeciali instituantur ad res pastorales et oeconomicas tractandas ad normas iuris particularis.*

The first text for this canon proposed by the *Relator* was the following: *Parochus in rebus gerendis consulat, tempore a iure particulari statuto, paroeciale consilium a presbyteris, diaconis, religiosis et laicis suaे paroeciae compositum.*

The text was discussed during the afternoon session of June 5. During the discussion the Study Group paid great attention to the related conciliar and post-conciliar documents, to the very precious and immemorial praxis of the Churches of Malabar, and to the Guidelines for the Revision of CICO as they were formulated during the first Plenary Session of the members of the Commission. Among these guidelines we read: «Oriental customs — sometimes of immemorial date —, relative to the participation of the laity in the ecclesiastical administration and in the apostolate, are to be preserved and encouraged» (*Nuntia* 3, English text p. 23, n. 4).

According to the Decree *Apostolicam actuositatem*, n. 26, the members of the eparchial-councils are clerics, religious, and laymen. The purpose of these councils is to help in the apostolic activity of the Church, whether in the field of evangelization and sanctification, or in social, charitable and other initiatives.

The number 26 of the *Apostolicam actuositatem* refers to the diocesan councils, but it suggests that *huiusmodi consilia habeantur, si fieri potest, etiam in ambitu paroeciali*. Indeed, with the exception of the Malabarese, Malankarese, and maybe some other Churches the introduction of the parish-councils, as wanted by the Vatican II, will be a new experience in which the legislative authority of the eparchial bishop and that of the Oriental Synods will play the greatest part.

The Study Group proposed as a new canon a text, which is only a general rule and which obliges by a *curent Episcopi* the eparchial bishop to promote the institution of the parish-councils. The canon 17, as written above, was accepted unanimously (14 *placet*) during the morning session of June 8. It seems well to note that the members of the Study Group think that it would

be better to insert this canon among the canons *de iuribus et obligationibus Episcoporum*. The decision to do so, however, belongs to the *Coetus de S. Hierarchia*.

*Can. 18 (CS 511)*

§ 1. *In unaquaque paroecia habeantur libri paroeciales, liber scilicet baptizatorum, matrimoniorum, defunctorum, aliique secundum Synodi Episcoporum aut Episcopi eparchialis praescripta; propiciat parochus ut iidem libri, servatis eorumdem praescriptis, accurate conscribantur atque diligenter asserventur; liber quoque de statu animarum, eo quo fieri possit modo, conficiatur.*

§ 2. *In libro baptizatorum adnotentur quoque adscriptio baptizati determinatae Ecclesiae ad normam cann. 7 et 13 de Ritibus, collatio chrismationis sancti myri, necnon quae ad christifidelium pertinent statum canonicum, ratione matrimonii, salvo quidem praescriptio can. NN de Sacramentis<sup>1</sup>, ratione adoptionis, itemque ratione suscepti ordinis sacri, professionis in Monasterio vel alio Instituto vitae consecratae emissae; eaeque adnotationes in documento accepti baptissimi semper referantur.*

§ 3. *Quolibet anno exeunte parochus authenticum exemplum librorum baptizatorum et matrimoniorum ad Curiam episcopalem transmittat.*

§ 4. *Unicuique paroeciae sit proprium sigillum; testimonia quae de statu canonico christifidelium dantur, sicut et acta omnia quae momentum habere possunt iuridicum ab ipso parocho eiusve delegato subscribantur et sigillo paroeciali muniantur.*

§ 5. *In unaquaque paroecia habeatur archivum, in quo libri paroeciales custodiantur, una cum Episcoporum epistulis aliisque documentis, necessitatis utilitatisve causa servandis; quae omnia, ab Episcopo eiusve delegato, visitationis vel alio opportuno tempore inspicienda, parochus caveat ne ad extraneorum manus perveniant.*

§ 6. *Libri paroeciales antiquiores quoque diligenter custodiantur, secundum praescripta iure particulari statuta.*

With regard to this canon, the Study Group followed the line adopted by the *Coetus de Sacramentis* (cf. *Nuntia* 4, p. 28); it means that the canons about the *libri paroeciales* should be common, if it is possible, for the whole universal Church, because of the frequent exchange of the documents among the parishes of Latin or Oriental Rites. For such reason the basic text for this canon was the can. 369 of the schema (1977) *De populo Dei* of the Commission for the Revision of CIC. However, a few modifications were necessary.

<sup>1</sup> cf. *Nuntia* 8, pag. 28 can. 61 § 3.

Some of them are related only to the terminology; but there is a modification of the § 2, that seems to be important.

This modification is the result of the discussion among the members of the Study Group during the morning and afternoon sessions of June 8. One of the Consultors recalled that there is a necessity to add to the *adnotatio baptismi* also the mention of which Church (Rite) the baptized person is ascribed to at the moment of Baptism. The reason given was that in the schema *de ritibus* the *adscriptio alicui Ecclesiae* does not depend anymore from the *ritus, cuius caerimoniis quis baptizari debuit* (CS can. 6, § 1 and 2), but simply from the *Ecclesia particularis patris* (cf. *Nuntia* 7, p. 49, can. 7). This modification seemed to be necessary to prevent difficulties, which are frequent, e.g., on the occasion of a wedding. From the baptismal certificate only it is often impossible to know to which Church (Oriental or Latin) the couple belongs. From the discussions that followed this proposal came the new text of the § 2, which is reported above: ...*adnotetur quoque adscriptio baptizati determinatae Ecclesiae ad normam can. 7 et 13 de Ritibus* (for the canons 7 and 13 referred to in the new text see *Nuntia* 3, p. 49 and 52).

At this point it should be noted that the Study Group proposes to omit the can. 512 of CS, which says:

*Parochus ecclesiae cathedralis praecedit omnibus aliis eparchiae parochis.* The motivation is: *provideat ius particulare;* it could be sufficient to observe the customs which are established in each Church.

#### *Can. 19 (novus)*

§ 1. *Parochus ab officio cessat renuntiatione ab ipso sponte facta et ab Episcopo acceptata, lapsu temporis de quo in can. 6 § 3, amotione vel translatione ad normam cann. NN de processu administrativo.*

§ 2. *Parochum qui est sodalis Instituti vitae consecratae libere, pro suo prudenti arbitrio, amovere potest Episcopus eparchialis, monito Instituti Superiore competente; eundem amovere debet, id requirente eodem Superiore, qui vero nec ipse rationem sui iudicii Episcopo aperire tenetur, salvo quidem recursu in devolutivo ad normam iuris.*

§ 3. *Parochus expleto septuagesimo quinto aetatis anno, renuntiationem ab officio exhibeat proprio Episcopo eparchiali qui, omnibus personae et loci inspectis adiunctis, de eadem acceptanda decernat; renuntiantis congruae sustentationi et habitationi ab Episcopo eparchiali providendum est, attentis normis ab auctoritate legislativa uniuscuiusque Ecclesiae sui iuris statutis.*

Before the formulation of the § 1 of this canon, the Study Group examined carefully the schema *De procedura in parochis amovendis vel trasferendis*, as it was accepted a few weeks before (May 14-26) by the *Coetus de*

*processibus*. The above canon does not differ substantially from the canon that was formulated by the Commission for the Revision of CIC. It is adopted with the changes that are necessary because of the different hierarchical structure of the Oriental Churches. The *recursus in devolutivo*, mentioned in § 2, is not done necessarily to the Holy See, but to the authorities, who are determined by the canons that were formulated by the *Coetus de Processibus* (cf. *Nuntia 5*, pp. 5-6, cann. 11, 2, 3).

#### Can. 20

§ 1. *Cum vacat paroecia aut cum parochus quacumque de causa a munere pastorali in paroecia exercendo praepediatur, a loci Hierarcha quamprimum nominetur, aut, ad normam can. 6 § 3, instituatur administrator paroecialis, presbyter scilicet qui parochi vicem suppleat ad normam can. 21.*

§ 2. *Administrator paroecialis constitui etiam potest, si Episcopus eparchialis id expedire iudicaverit, in casu quo absentia parochi ultra mensem sit duratura.*

#### Can. 21

§ 1. *Vacante paroecia itemque parocho a munere pastorali exercendo prorsus impedito, administrator paroecialis iisdem adstringitur officiis iisdemque gaudet iuribus ac parochus.*

§ 2. *Parocho ratione inhabilitatis infirmaeque valetudinis a munere ex plendo pro parte impedito, aut ad normam can. 20 § 2 absente, administrator paroecialis iis adstringitur obligationibus gaudetque iuribus, quae actu constitutionis definitiuntur.*

§ 3. *Administratori paroeciali nihil agere licet, quod praeiudicium afferre possit iuribus parochi aut damno esse possit bonis paroecialibus.*

§ 4. *Administrator paroecialis post expletum munus, eidem parocho rationem de sua administratione reddat, modo iure particulari praescripto.*

#### Can. 22

§ 1. *Vacante paroecia itemque parocho a munere pastorali exercendo penitus impedito, ante administratoris paroecialis constitutionem, paroeciae regimen interim assumat vicarius paroecialis, et si plures sint eorundem nominatione antiquior; atque, si vicarii desint, parochus vicinior.*

§ 2. *Qui paroeciae regimen ad normam § 1 assumpserit, loci Hierarcham de paroeciae vacatione statim certiore faciat.*

The three canons proposed here are substitutes for canons CS 513-516. The Study Group agreed to follow the schema *De populo Dei* of the Commis-

---

sion for the Revision of CIC and to adopt in this place its canons (schema 1977, can. 371-373). But some changes seemed to be necessary: for example can. 20 § 1 and can. 21 § 2 are shorter; in can. 21 § 4 is added *modo iure particulari praescripto*, and can. 22 § 1 retains *parochus vicinior* instead of *parochus iure particulari definitus*<sup>1</sup>.

#### *ART. 2 - De Vicariis paroecialibus*

*Can. 23 (CS 517; CA 87 § 1 n. 1)*

§ 1. *Ubi ad pastoralem paroeciae curam debite adimplendam necesse aut opportunum sit, parocho adiungi possunt unus vel plures vicarii paroeciales, qui debent esse presbyteri.*

§ 2. *Vicarii paroeciales constituti possunt sive pro universa paroecia, sive pro determinata paroeciae parte.*

§ 3. *Vicarios paroeciales e clero eparchiali nominat Episcopus, audito, nisi aliter prudenter iudicaverit, parocho.*

§ 4. *Vicarios paroeciales religiosos Superior cui id ex statutis competit, audito, nisi contrarium opportunum duxerit, parocho, praesentat Episcopo, cuius est eosdem instituere.*

§ 5. *Vicarius paroecialis obligatione tenetur in paroecia residendi secundum praescripta Episcopi vel legitimas consuetudines.*

§ 6. *Eius iura et obligationes ex legibus eparchialibus, ex litteris Episcopi et ex ipsius parochi commissione desumantur: sed, nisi aliud expresse caveatur, ipse debet ratione officii parochi vicem supplere eumque adiuvare in universo paroeciali ministerio. Ratione autem officii facultate benedicendi matrimonia non gaudet, hanc tamen facultatem, etiam generalem, ipsi concedere potest parochus, intra fines paroeciae, qua obtenta ipse facultate subdelegandi gaudet.*

§ 7. *Vicarius paroecialis, tamquam parochi cooperator, praestantem et ac tuosam operam quotidie impendat in ministerio pastorali sub parochi auctoritate exercendo. Inter parochum eiusque vicarium fraterna habeatur conversatio, mutua caritas et reverentia semper vigeat, iidemque constiliis, auxilio et exemplo sese invicem adiuvent, paroeciali curae concordi voluntate communique studio providentes.*

<sup>1</sup> About *parochus vicinior* there was noted soon after the session, that it remains unclear who this *parochus* may be since the Study Group omitted the following clause of can. 513, n. 2 (contained also in CIC can. 472, n. 2): *Episcopus autem tempestive determinet quaenam paroecia cuique paroeciae vicinior habenda sit.*

*Can. 24 (CS 518)*

*Vicarius paroecialis e clero eparchiali potest ab Episcopo vel Administratore eparchiali removeri iusta de causa et auditio parocho: si sit e clero religioso amoveri potest ad normam c. 19 § 32.*

Art. 2 has only two canons about the *Vicarii paroeciales*. The canons that refer to *Administratores paroeciales* are included in Art. 1, can. 20-22 of this schema. Substantially the *ius vigens* is retained, but it seems useful to indicate the modifications that were done.

To the can. 23 § 1 (in it is adopted the formulation of the Commission for the Revision of CIC, but not for the rest of the schema *de Vicariis paroecialibus*, 1977, can. 377-384) were added the words: *qui debent esse presbyteri* with the clear intention to exclude deacons or other persons from the office of Parish-Vicars.

One of the Consultors proposed the following text about the deacons:

*Vicarii paroeciales constitui possunt etiam diaconi quibus committentur iura et ministeria a lege particulari statuta.* All the other Consultors rejected this proposal because they preferred the insertion of the above mentioned clause.

In regard to deacons the *ius particulare* should define their rights and duties, but in such a way that they may not appear to be *Vicarii paroeciales*, however valuable their services may be to the parish.

The second part of § 5 of can. 517 of CS (...*prudenter curet Episcopus... ut in eadem domo paroeciali commorentur*) was omitted. The reason for the omission was that the words *secundum praescripta episcopi* cover sufficiently the omitted part.

The words *excepta applicatione divinae Liturgiae pro populo* are omitted in the § 6. The Study Group omitted these words because it seemed to it that the *applicatio missae pro populo* does not relate *per se* to the *paroeciale ministerium*. This means that by this omission the Study Group does in no way intend to oblige the *Vicarii paroeciales* to celebrate the Divine Liturgy *pro populo*.

In relation to § 6 of can. 23, two of the Consultors proposed to change the rule according to which the *Vicarius paroecialis ratione officii facultate assistendi matrimonii non gaudet* (CS can. 517 § 6) with the following new text that they proposed for approval to the Study Group: *ratione officii gaudet etiam facultate matrimonia benedicendi*. This motion provoked a long discussion in the morning of June 6, in the afternoon June 8, and in the morning of June 9. The consultors had to study again the canons *de forma matrimoni* and especially canon 87 § 1 n. 2 of the *Motu proprio «Crebrae allatae sunt»*, that prescribes: *Vicario cooperatori concedi potest a parocho vel a loci Hierarcha etiam facultas generalis assistendi matrimonia; qua obtenta, ipse facultate subdelegandi gaudet*.

It was noted that the revised text of can. 87 of *Motu proprio «Crebrae allatae sunt»* by the *Coetus de Matrimonio* seemed to be unsatisfactory, especially with regard to the *potestas subdelegandi*. As a matter of fact in the related canon (*Nuntia* 8, pag. 23, can. 53 § 1) we can read that *parochus et loci Hierarcha facultatem generalem concedere possunt tantummodo sacerdotibus Ecclesiae proprii ritus*.

The motion of the two Consultors mentioned above was rejected with 8 *non placet*, 2 *placet* and 2 abstentions. The majority of the Consultors are convinced that for the blessing of marriages it is not convenient to empower *ratione officii* a priest, who is not *ex officio* responsible for the people of the parish, as it is in the case of the parish-priest, who is *Vices gerens Episcopi* (cf. the schema can. 1), while for the practical effects it is completely sufficient to retain *sicut iacet*, the can. 87 § 1 n. 2 of the *Motu proprio «Crebrae allatae sunt»*.

To this effect the Study Group joined to § 6 of the above given canon the following text, by which can. 87 § 2 n. 1 of the *Motu proprio «Crebrae allatae sunt»* is retained: *Ratione autem officii facultate benedicendi matrimonia non gaudet, hanc tamen facultatem, etiam generalem, ipsi concedere potest parochus, intra fines paroeciae, qua obtenta ipse facultate subdelegandi gaudet.* As for the above mentioned canon of the *Coetus de Matrimonio* it was proposed to add the following clause, without any other modification of the canon itself: *firmo can. 23 § 6 de Parochis.*

The § 7 was added in substitution for the § 7 of can. 517 of the CS: it contains the text of the Decree *Christus Dominus* n. 30, 3.

The § 8 of can. 517 was omitted because to the Study Group it seemed unnecessary in a Common Code.

In can. 24 (which was referred to above) the acting law (CS can. 518) is retained although in a more brief formulation. The canon did not present any special difficulty and was accepted as presented by the Relator.

### ART. 3 - *De ecclesiarum Rectoribus*

#### Can. 25 (CS 519 § 1)

*Nomine Rectorum ecclesiarum hic veniunt presbyteri, quibus cura demandatur alicuius ecclesiae, quae nec paroecialis sit nec adnexa domui communitatis religiosae, quae in eadem officia celebret.*

The canon retains § 1 of can. 519 of CS, while the Study Group proposes to omit its § 2. This omission is a way to transmit the matter to the particular

law, as the § 2 actually does explicitly: *de cappellanis religiosarum, sodalium virorum Congregationis laicalis, Confraternitatis vel alias legitimae Consociationis serventur particularium canonum praescripta.*

Can. 26 CS 520)

§ 1. *Ecclesiarum Rectores nominantur ab Episcopo, salvo iure Religiosorum praesentandi, quo in casu Episcopi est rectorem instituere.*

§ 2. *Licet ecclesia pertineat ad aliquod Institutum Religiosum exemptum, rector tamen a Superiore nominatus indiget Episcopi vel, si ecclesia sit stauropegiaca, Patriarchae approbatione.*

§ 3. *Si ecclesia coniuncta sit cum Seminario aliove collegio quod a clericis regitur, Rector Seminarii vel collegii est simul ecclesiae Rector, nisi aliter Hierarcha loci constituerit.*

With this canon the Study Group substantially retains can. 520 of CS, with some modification: *libere* is omitted in the § 1; the *ius praesentandi* is limited exclusively to Religious.

There was a proposal to add the following clause to the § 1: *ante nominationem aut institutionem Hierarchae loci audienda sunt consilia vicaria ecclesiarum.* However, this proposal was rejected by the Study Group, because it did not intend to deal in the Common Code with such *consilia*, which, if mentioned, should also be better defined, otherwise it is not possible to put a condition (*audienda sunt...*) for the validity (according to CS can. 35 § 1 n. 2) of an administrative decree of the bishop.

A Consultor proposed to change § 2 in such a manner as not to give to the Superiors of the exempt Religious the right to nominate the Rectors of the Churches subject to them, but only the *ius praesentandi*. The proposed text was as follows: *Licet ecclesia pertineat ad aliquod institutum religiosum exemptum, Episcopo eparchiali vel, si stauropegiacum, Patriarchae competit rectorem a Superiore praesentatum instituere.* However this proposal was not supported by the other Consultors.

Can. 27 (CS 521 and 522)

§ 1. *In ecclesia sibi commissa Rector functiones paroeciales peragere nequit, nisi consentiente aut, si res ferat, delegante parocho, firmo can. NN de Seminariis.*

§ 2. *Ecclesiae Rector potest divina officia etiam solennia ibidem celebrare, salvis legitimis fundationis legibus et dummodo ne noceant ministerio paroeciali; in dubio autem utrum huiusmodi detrimentum contingat, necne, Hierarchae loci est rem dirimere et oportunas normas praescribere ad illud evitandum.*

In this canon are united canons 521 and 522 of the CS, with the following two additions in the § 1:

1) *nisi consentiente parocho*, that corresponds to the praxis (cf. schema of the Commission for the Revision of CIC can. 392);

2) *firma can. NN de Seminariis*, that refers to can. 10 § 3, which is published in *Nuntia* 8 p. 73: *exemptum a regimine paroeciali Seminarium esto...* etc.

*Can. 28 (CS 523)*

*Ubi id opportunum ipsi videatur potest loci Hierarcha Rectori praecipere ut determinatas in ecclesia sua pro populo celebret functiones etiam paroeciales, necnon ut ecclesia pateat certis christifidelium coetibus ibidem officia celebraturis.*

The new canon, which is proposed in substitution for can. 523 of CS, was accepted by the Study Group as it was formulated by the Commission for the Revision of CIC (schema 1977, can. 394).

The proposal to retain can. 523 of the CS with one modification, i. e., the addition of *audito parocho* after the words *Episcopi iudicio*, was not accepted. The Study Group preferred more generic expressions, which leave to the bishop more possibilities for action.

The clause *gravibus quoque statutis poenis* of can. 523 n. 1 of CS was omitted as unnecessary since the eparchical bishop is entitled to impose ecclesiastical punishments even if not mentioned in the Code, using the way of a previous *praeceptum poenale*.

*Can. 29 (CS 524)*

*Sine Rectoris vel alius legitimi Superioris licentia saltem praesumpta, nemini licet in ecclesia divinam Liturgiam celebrare, sacramenta ministrare aliasve functiones sacras peragere: haec vero licentia dari vel negari debet ad normam iuris.*

This canon is accepted as it is in CS can. 524.

*Can. 30 (CS 525)*

*Rector ecclesiae sub auctoritate Hierarchae loci servatisque legitimis statutis ac quaesitis iuribus, debet curare ut divina officia ad canonum praescripta ordinate in ecclesia celebrentur, onera fideliter adimpleantur, bona rite administrantur, sacrae supellectilis atque aedium sacrarum conservationi et decori pros-*

---

---

*piciatur et ne quidquam fiat quod sanctitati loci ac reverentiae domo Dei debitae quoque modo repugnet.*

Can. 525 § 1 of the CS is retained while its § 2 is omitted.

*Can. 31 (CS 526)*

*Rectorem ecclesiae, Episcopus removere ad nutum potest ex qualibet iusta causa; quod si Rector fuerit religiosus, servetur, circa eius remotionem, norma de qua in can. 19 § 2.*

Can. 526 of the CS is retained with the omission of the clause *etsi ab aliis praesentatum* because it is clear from the second part of the canon.

**ART. 4 - *De Protopresbyteris***

The three canons (can. 32, 33, 34) of this section present a proposal for the revision of canons 483-488 of the CS. These canons belong to *pars II* of the CS which has the following title: *De potestate episcopali deque iis qui eam participant.*

The decree *Christus Dominus* n. 29 speaks, at first, about the priests, to whom is given *munus pastorale indolis supra-paroecialis* and who are *proximiores episcopi cooperatores* and only after this in n. 30 speaks about the parish-priests who are *praecipua ratione episcopi cooperatores*. The same order is followed by the *Motu proprio* «*Ecclesiae Sanctae*», n. 19, where we can read that among the *proximiores cooperatores... memorandi sunt Vicarii Foranei, qui etiam dicuntur Archipresbyteri seu Decani et apud Orientales Protopresbyteri.*

The Study Group wanting to retain all these concepts, discussed the question of where to put the section *De protopresbyteris*. The result of the discussion was the proposal to put these canons in a provisional manner at the end of this schema after the canons *de ecclesiistarum Rectoribus*.

The members of the Study Group thought that the *Protopresbyter*, although having some power *supra-paroeciale*, is not an immediate Superior of parish-priests, parochial Vicars, and Rectors of churches. The authority of the *Protopresbyter* is rather restricted to the *ius vigilantiae*. Moreover, he is an animator and coordinator of pastoral activities in all parishes or single churches, directed by Rectors, of his district.

The other question discussed by the Group was the text of can. 161 § 1 of the CS: *Episcopus territorium suum distribuat in regiones pluribus paroeciis constantes, quae veniunt nomine proto-presbyteratus.* In the § 2 and § 3 of the same canon there is a provision, that in the circumstances in which this *distributio... videatur impossibilis aut inopportuna...*», the Holy See, the Patriarch or the Archbishop should be consulted.

The result of the discussion was a recommendation from the *Coetus de parochis* to the *Coetus de Sacra Hierarchia*, which has the task to revise can. 161 of CS, to examine carefully the possibility of omitting the whole canon or at least, in the case that the canon should be retained, revise it in a such a manner that the obligation to erect *Protopresbyteratus* be milder than it is in the *ius vigens*.

To this recommendation was added also the wish expressed by the Study Group that the *Coetus de S. Hierarchia* considers the possibility to connect in one way or another the office of *Protopresbyter* to that of a *Syncellus* (*Vicarius episcopalis*).

It seems to be opportune to note at this point that canon 10 of the Synod of Antioch defines the *chorepiscopi* as those *qui in vicis vel possessionibus nominantur*. This canon could be, so it seems, a source not only for the canons about *Syncelli* (*Vicarii episcopales*) but in some way also for the canons of *Protopresbyteri*.

Here is the text of the three canons about the *Protopresbyteri*, which were formulated and accepted by the Study Group on June 7 and 9:

*Can. 32 (CS 483)*

*Protopresbyter est presbyter qui districtui, pluribus paroeciis constanti, praeficitur ut ibidem, nomine Episcopi, munera expletat in canonibus quae sequuntur definita.*

*Can. 33 (CS 484)*

§ 1. *Ad Protopresbyteri officium, quod cum officio parochi certae paroeciae non ligatur, exercendum Episcopus nominet, auditis, pro suo iudicio, parochis et vicariis paroecialibus districtus de quo agitur, presbyterum doctrina et apostolica alacritate praestantiorum praesertim inter parochos.*

§ 2. *Protopresbyter nominatur ad tempus iure particulari determinatum.*

§ 3. *Episcopus protopresbyterum iusta de causa amovere potest.*

*Can. 34 (CS 485-487)*

§ 1. *Protopresbytero, praeter facultates quae ei iure particulari tribuuntur, ius et officium est potissimum:*

1) *universa quae ad pastoralem actionem studia et incepta in districtu sibi commisso suscipiunt clerici, sodales Monasteriorum ceterorumque Institutorum vitae consecratae et laici, promovendi, moderandi et coordinandi;*

2) *prospiciendi ut presbyteri et diaconi sui districtus vitam ducant proprio statui congruam, utque officiis suis diligenter satisfaciant, in specie ut verbi*

*divini ministerium debite persolvant, catecheticamque institutionem tradant, ut sacramenta christifidelibus administrent utque legem residentiae servent;*

*3) providendi ut divina officia secundum librorum liturgicorum praescripta celebrentur, ut decor et nitor ecclesiarum et sacrae suppellectilis, maxime in celebratione divinae Liturgiae et asservatione divinae Eucharistiae, accurate serventur, ut recte conscribantur et debite custodiantur libri paroeciales, ut bona ecclesiastica sedulo administrentur, utque domus paroecialis debita diligentia curetur.*

**§ 2. In districtu sibi concredito protopresbyter:**

*1) fraterna sollicitudine prosequatur presbyteros, diaconos aliosque qui ministerio sese devovent, confidentem cum eis cunctitudinem habens atque communi cum eis consilio curans ut opus pastorale fructuose perficiatur;*

*2) operam det ut presbyteri aliisque clericci, iuxta iuris particularis praescripta, statutis ab eodem temporibus, praelectionibus, conventibus theologicis aut conferentiis intersint;*

*3) curet ut presbyteris, diaconis aliisque clericis sui districtus subsidia spiritualia praesto sint, utque ipsis quae ad vitam honeste et digne ducendam subsidia materialia non desint, atque maxime sollicitus sit de iis presbyteris qui in difficultioribus versantur circumstantiis aut problematibus anguntur, eosdem frequenter visitans.*

*§ 3. Curet Protopresbyter ne parochi sui districtus, quos graviter aegrotantes noverit, spiritualibus ac materialibus careant auxiliis, utque eorum qui decesserint funera celebret; provideat quoque ne, eis aegrotantibus vel decedentibus, libri, documenta, sacra supellex aliaque quae ad ecclesiam pertinent, depereant aut asportentur.*

*§ 4. Protopresbyter obligatione tenetur, secundum determinationem ab Episcopo eparchiali factam, sui districtus paroecias visitandi. Semel saltem in anno, statuto ab Episcopo tempore, Protopresbyter de statu paroeciarum sui districtus, de actione pastorali in easdem expleta et prospecta, necnon de condicionibus votisque presbyterorum aliorumque qui in territorio sibi concredito ministerio sese devovent Episcopo eparchiali rationem reddat.*

In can. 32 the description of the *Protopresbyter* is retained as it is in the CS can. 483 and 161 § 1. The reference to CS can. 161 § 1 is omitted because of a possible omission of it besides the tendency of all Study Groups of the Commission to reduce *ad minimum* the cross-references among the canons in the future CICO.

There was added the clause *munera expletat in canonibus qui sequuntur definita*, with the intention of making it immediately clear that the *munera* are particular and restricted.

About can. 33 there was a long discussion, during which the following five motions were proposed all regarding the nomination of the *Protopresbyter*:

- 1) retain *ut iacet* the text of CS, can. 484;
- 2) add... *auditibus omnibus presbyteris et diaconis protopresbyteratus*;
- 3) add... *audito Consilio Presbyterali*;
- 4) add... *auditibus parochis protopresbyteratus*;
- 5) add... *auditibus, pro suo prudenti iudicio, sacerdotibus protopresbyteratus*.

On June 9, at the end of the discussion a new text was proposed and accepted as it is reported above (can. 33 § 1). This text follows the fifth motion, but restricted to *auditibus,... parochis et vicariis paroecialibus*.

The *Relator* proposed to unify canons 485-487 of CS in one canon and to adopt substantially the texts of the Commission for the Revision of CIC. (schema 1977, can. 387-388). This proposal was accepted by the Study Group during the discussion on June 7. There were made only a few less important modifications.

But on June 9, two of the Consultors announced themselves against this text. They thought that it does not sufficiently correspond to the juridical nature of CICO and moreover, that it provides no means to enable the *Protopresbyter* to perform the numerous duties that it contains. During the discussion which followed, the historical aspect of the *Protopresbyteratus* was underlined. The Consultors, realizing that in the Churches in which this institution is traditional, e. g., in the Russian Church, the particular law about the means at the disposal of the *Protopresbyter*, even though often not written but customary, is well established, thought it unnecessary to insert a specific canon about these means in the CICO. The matter is left to the particular law, be it eparchial or formulated by legislative power of oriental Synods.

It was also noted that the new text does not stress (as does can. 485 of CS) the *ius vigilantiae* which presents a rather odious aspect of the office of the *Protopresbyter*, leading often to a sort of depreciation of it. But does stress in fine terms the brotherly and christian sollicitude for all priests of a district.

Before proceeding with the vote on the canon, the Study Group agreed to add to the § 4 the last part from the words *semel tantum in anno* to the end of the §. This part was proposed at the beginning as a separate canon in substitution for can. 481 of CS, but it seemed to fit well in § 4 of the last canon of this schema.

The whole canon was voted on and accepted with 8 *placet* and 3 *non placet*.

The proposal to retain can. 488 of the CS about the *sigillum Protopresby-*

*eri* and about the precedence was rejected. The canon is omitted and thus transmitted to the *ius particulare*, or rather to the customs which are well established in some Churches. About the precedence, can. 37 n. 2 of the CS also seemed to be sufficient as regards *Protopresbyteri* since they have some authority over the parish-priest and, therefore, the rule is: *cui est auctoritas in personas... eidem ius est praecedentiae supra illas* (can. 37 n. 2 of CS).

(Mons. ANDREW SINAL - *Consultor*)

---

## TESTI INIZIALI

### De causis beatificationis et canonizationis

La presente pubblicazione dei «testi iniziali» dei canoni indicati nel titolo contiene una di quelle sezioni del C.I.C.O. che, benché già ultimate nella precedente Commissione, non sono state pubblicate come è stato ampiamente illustrato nella relazione intitolata «Les textes non publiés du Code de Droit Canon Oriental» *Nuntia* 1, pp. 23-31. Questa sezione sarebbe di competenza del *Coetus de Processibus*, qualora essa dovesse essere rivista nella Commissione per la Revisione del C.I.C.O. stessa. È evidente però che con la pubblicazione della Lettera Apostolica «Sanctitatis clarior» del 19 marzo 1969 (AAS 49, 1969, pp. 149-153) questa sezione, così come si trova nel C.I.C., ha già subito una sostanziale revisione. Pertanto la possibilità, sempre aperta, di qualche eventuale suggerimento riguardo ad essa da parte della Commissione per la Revisione del C.I.C.O., non giustifica appieno chiamare lo schema, che qui si pubblica, «testi iniziali per la Revisione del C.I.C.O.». Tuttavia la presente pubblicazione può essere giustificata dalla convenienza di contribuire validamente alla scienza canonica dal punto di vista della storia del Diritto canonico, piuttosto che dal fatto che con essa si completa la serie dei «testi iniziali» incominciata nei *Nuntia* 2, pag. 53.

Non sembra inutile quindi dare uno sguardo seppure schematico a quei «testi iniziali» che sono stati resi di pubblica ragione per la prima volta nei *Nuntia* precedenti, seguendo l'ordine indicato nei *Nuntia* 1 pp. 29-30, ove questi sono divisi in due sezioni la prima delle quali è costituita dai testi del 13 marzo 1948, rimasti in archivio ancora in fase di elaborazione e ai quali manca l'indicazione delle *fontes*, la seconda invece, che appartiene al progettato *Motu Proprio de Sacramentis* già stampato nella Tipografia Vaticana, è rimasta alle ultime bozze risalenti alla fine del 1958 (le fonti ai canoni sono indicate).

Nello schema riportato qui sotto i numeri della seconda colonna si riferiscono ai numeri dei canoni dell'intero CICO stampato nel 1945 per l'uso riservato della precedente Commissione ed emendato nelle successive riunioni della medesima fino ai primi mesi del 1948. La terza colonna indica il fascicolo e le pagine dei *Nuntia* in cui la relativa sezione dei canoni è stata resa di pubblica ragione.

*Testi del 1948*

*Canones*

praevii	1-8	<i>Nuntia</i> 2, 54-56
de fide catholica	9-16	<i>Nuntia</i> 2, 56-57
de magisterio ecclesiastico	538-636	<i>Nuntia</i> 3, 71-92
de rescriptis et privilegiis	661-707	<i>Nuntia</i> 2, 57-65
de locis sacris	1096-1172	<i>Nuntia</i> 7, 80-91
de cultu divino	1180-1269	<i>Nuntia</i> 7, 96-103
(comprendono i canoni de sacramentis conficiendis cc. 1198-1203)		<i>Nuntia</i> 4, 41-44
de custodia et cultu divinae Eucharistiae	1204-1213	<i>Nuntia</i> 4, 69-71
de beneficiis ecclesiasticis	1520-1586	<i>Nuntia</i> 8, 85-94
de delictis et poenis	1648-1888	<i>Nuntia</i> 4, 98-127
de peculiaribus dirimendarum causarum formis <sup>1</sup>	2442-2491	<i>Nuntia</i> 8, 95-100
de beatificatione et canonizatione	2494-2640	<i>Nuntia</i> 9, 92-106

*Testi del 1958*

de legibus et consuetudinibus	637-661	<i>Nuntia</i> 2, 65-70
de dispensationibus	707-715	<i>Nuntia</i> 2, 70-72
<i>de sacramentis:</i>	716-967	
de Baptismo, Chrismate et Eucaristia,		<i>Nuntia</i> 4, 44-69
de Poenitentia et Unctione infirmorum,		<i>Nuntia</i> 6, 66-79
de Ordine		<i>Nuntia</i> 7, 64-79
de sacramentalibus	1214-1223	<i>Nuntia</i> 7, 79-80 <sup>2</sup>
de locis et temporibus sacris	1173-1189	<i>Nuntia</i> 7, 91-96

Completata la pubblicazione di tutti i «testi-iniziali» come indicato sopra, sembra molto utile presentare qui lo schema di tutti i titoli del CICO così come esso si presentava nel 1945.

Titulus I:	De fide catholica
Titulus II:	De ritibus orientalibus
Titulus III:	De personis physicis et moralibus
Titulus IV:	De clericis in genere
Titulus V:	De clericis in specie
Titulus VI:	De magisterio ecclesiastico
Titulus VII:	De legibus et de consuetudine
Titulus VIII:	De rescriptis, de privilegiis et de dispensationibus

<sup>1</sup> Nei *Nuntia* 1 p. 30 questa sezione non è stata annotata tra i testi del 1948.

<sup>2</sup> Nei *Nuntia* 7, p. 98 si trovano gli stessi canoni nella formulazione del 1948, senza aggiunta delle fonti.

Titulus IX:	De Sacramentis Baptismi et Chrismatis
Titulus X:	De divina Eucharistia
Titulus XI:	De Sacramentis Poenitentiae et Unctionis Infirmorum
Titulus XII:	De Sacramento Ordinis
Titulus XIII:	De Sacramento Matrimonii
Titulus XIV:	De locis et temporibus sacris
Titulus XV:	De cultu divino
Titulus XVI:	De monachis ceterisque religiosis
Titulus XVII:	De laicis
Titulus XVIII:	De beneficiis, nosocomiis, orphanothrophiis aliisque id genus ecclesiasticis institutis
Titulus XIX:	De bonis Ecclesiae temporalibus
Titulus XX:	De delictis et poenis
Titulus XXI:	De iudicis
Titulus XXII:	De peculiaribus dirimendarum causarum formis
Titulus XXIII:	De causis beatificationis servorum Dei et canonizationis beatorum
Titulus XXIV:	De verborum significatione

Tenendo presente lo schema dei titoli di cui sopra, va notata questa particolarità, che a differenza del *Codex iuris canonici* della Chiesa Latina che è costituito di 5 libri a loro volta suddivisi in *partes*, *sectiones*, *tituli*, *capita*, *articuli*, *canones*, il progettato C.I.C.O. del 1945 non presentava nel suo schema se non i *tituli* suddivisi a loro volta in *partes*, *capita*, *articuli*, *canones*, il che conferiva ad esso tutto l'aspetto delle antiche collezioni canoniche bizantine delle quali la più nota è quella del Nomocanone di XIV titoli.

Per quanto riguarda il sistema di pubblicazione di questi testi iniziali si segue quello adottato nei *Nuntia* 4, p. 41 che il lettore è pregato di rileggersi.

### TITULUS XXIII DE CAUSIS BEATIFICATIONIS SERVORUM DEI ET CANONIZATIONIS BEATORUM.

Can. 1. Cfr. CIC can. 1999

§§ 1, 2 et 3 ut in CIC

§ 4. Partes Hierarchae loci ad Patriarcham, si iure particulari ita prae-scribatur, devolvuntur.

Can. 2, CIC can. 2000 redaz.

§ 1. Causae huiusmodi dupli possunt procedere via, vel ordinaria quae audit *non cultus* vel extraordinaria casus excepti seu *cultus*.

§ 2. Verbatim CIC.

Can. 3 Verbatim CIC can. 2001; in § 1 loco *Causae martyrum* legitur *Causae Servorum Dei*; adiungitur *ac tempore post loco*.

Nota: CIC can. 2002 omittitur.

Can. 4

§ 1. Nomine causarum *historicarum* eae veniunt causae in quibus colligi nequeunt depositiones testium coacevorum, nec certa prostant documenta tales depositiones rite suo tempore collectas praebentia.

§ 2. Hae causae devolvantur ad sectionem *historicam* in Sacra Congregatione Rituum pertractandae iuxta normas quae infra traduntur.

CAPUT I: *De iis qui in his causis partem habent*

ARTICULUS I: *De actore et postulatore*

Can. 5 Verbatim CIC can. 2003

Can. 6, CIC can. 2004 redaz.

§ 1. ut in CIC

§ 2. loco *pertractat* legitur *agat*

§ 3. Postulator, qui sive proprio sive alieno nomine apud Sacram Congregationem Rituum agat, debet esse sacerdos vel saecularis vel religiosus in Urbe fixam habens sedem.

Can. 7 Verbatim CIC can. 2005

Can. 8 Verbatim CIC can. 2006: adiungitur *Rituum* post *Sacra*.

Can. 9 Verbatim CIC can. 2007: Incipit *Postulatoris est*: 1º etc. ut in CIC

Can. 10 Verbatim CIC can. 2008.

**ARTICULUS II: *De Cardinali ponente, promotoribus fidei,  
subpromotoribus et relatore generali.***

Can. 11 Verbatim CIC can. 2009: *Rituum adiungitur post Sacram; relato-  
rem seu ponentem inverse ponitur ponen-  
tem seu relatorem.*

Can. 12, CIC can. 2010 redaz.

§ 1. Ad ius tuendum tum apud Sacram Congregationem Rituum tum in quolibet processu apud tribunal Hierarchae loci partem... etc. ut in CIC.

§ 2. Ut in CIC.

Can. 13 Verbatim CIC can. 2011: *loco eliguntur ponitur nominantur.*

Can. 14 Verbatim CIC can. 2012

Can. 15

§ 1. Relator generalis praeest sectioni *historicae* quae constet congruo consultorum numero in re *historica* singulariter peritorum.

§ 2. Relatoris generalis est:

1º Moderari *historicas* investigationes;

2º Aperto ad normam can. 2570<sup>1</sup> processu informativo, examini subiiciere ea quae in eodem processu ipsi competunt: indagationes quas faciendas adhuc censuerit, per se vel per alios, peragere; authentica documenta pro rei opportunitate a postulatore exquirere et eos Sectionis consultores ad causam cribrandam designare quos magis idoneos reputaverit.

§ 3. Iudicia praedictorum consultorum una cum conclusionibus relatoris generalis, ipse relator generalis tradat Cardinali Praefecto Sacrae Congregationis Rituum, qui ea omnia promotori fidei subiiciat ut hic difficultatibus seu obiectionibus propositis, suas proferat conclusiones.

§ 4. Documentis et iudiciis praedictis quasi fundamento nitantur oportet suffragia consultorum alterius sectionis Sacrae Congregationis Rituum.

§ 5. Consultorum Sectionis *historicae* est obiectionibus et quaesitis promotoris fidei, quatenus difficultates eorumdem consultorum munus respiciant, respondere.

§ 6. Sectionis *historicae* munus quoque est peragendi investigationes quae necessariae fuerint ad collectionem documentorum aliorumque fontium scriptorum causas quaslibet respicientium.

<sup>1</sup> Si tratta del can. 79 (infra) dello schema presente.

---

### **ARTICULUS III: *De notario, cancellario et advocatis***

Can. 16 Verbatim CIC can. 2013

Can. 17 Verbatim CIC can. 2014

Can. 18 Verbatim CIC can. 2015

Can. 19 Verbatim CIC can. 2016

Can. 20 Verbatim CIC can. 2017: omittitur *integrae famae et.*

Can. 21, CIC can. 2018 redaz.

Advocati et procuratores in causis beatificationis et canonizationis apud Sacram Congregationem debent esse laurea in iure canonico et saltem licentia in sacra theologia praediti. Idem praeterea, fecerint oportet tirocinium penes aliquem ex advocatis Sacrae eiusdem Congregationis vel penes ipsum fidei sub-promotorem generalem. Pro advocate insuper requiritur legitimus titulus advocate S. R. Rotae

### **CAPUT II: *De probationibus in his causis adhibendis***

#### **ARTICULUS I: *De probationibus in genere.***

Can. 22 Verbatim CIC can. 2019: incipit *In causis Servorum Dei probationes...*

Can. 23, Cfr. CIC can. 2020

§ 1. ut in CIC

§ 2. ut in CIC

§ 3. Ad probandas virtutes vel martyrium requiruntur testes de visu et contestes tot quot pro causa sufficient ad ponendum extra omne prudens dubium exercitium constans virtutum heroicarum vel factum martyrii; historica monumenta adminiculum tantum praestare possunt.

§ 4. ut in CIC sed loco *in linea probationis* legitur *ad integrandam probationem.*

§ 5. ut in CIC.

§ 6. In causis *historicis* virtutes et martyrium probari possunt ope fontium scriptorum quos fide dignos Sectio *historica* agnoverit habita ratione publicae famae, quae revera annulatam, uti aiunt, traditionem ex auditu constituat.

§ 7. ut in CIC.

Can. 24, CIC can. 2021 redaz.

Cultus immemorabilis probatur per authentica monumenta, quibus certo constet eundem cultum Constitutioni Urbanianaee an. 1634 promulgatae centum annorum spatio antecedere, una cum populi traditione numquam interrupta.

Can. 25, CIC can. 2022 redaz.

Permissio cultus longissimi temporis a Sede Apostolica facta per documenta coæva probatur.

#### ARTICULUS II: *De testibus et peritis*

Can. 26 Verbatim CIC can. 2023; loco *tenentur* stat *debent*.

Can. 27 Verbatim CIC can. 2024

Can. 28 Verbatim CIC can. 2025: adiungitur in § 2 *nemini inspiciendas ante sigillo clausas*.

Can. 29 Verbatim CIC can. 2026

Can. 30 Verbatim CIC can. 2027

Can. 31 Verbatim CIC can 2028: in § 2 *excipiatur* ponitur statim post *sententia* et omittur *deinde simul cum commate*.

Can. 32 Verbatim CIC can. 2029

Can. 33 Verbatim CIC can. 2030

Can. 34 Verbatim CIC can 2031: n. 2 incipit *Designentur*

#### ARTICULUS III

##### CAPUT III: *De documentis causae actis inserendis*

Can. 35 Verbatim CIC can. 2032

Can. 36 Verbatim CIC can. 2033 sed § 3 adiungitur § 2 immediate post *constituunt*

Can. 37 Verbatim CIC can. 2034

Can. 38 Cfr. CIC can. 2035

§ 1. Historiae non habent vim probandi nisi documentis innitantur in processu exhibitis vel eam vim agnoverint periti in re historica.

§ 2. Ut in CIC.

Can. 39 Cfr. CIC can. 2036

§ 1. Ut in CIC

§ 2. 1º At si quod ex his in bibliotheca vel tabulario asserventur, unde deduci nequeat, eius exemplar scriptum vel photographice expressum exhibeatur cum scripto a notario tribunalis testimonio de eius authenticitate.

2º Tribunalis est decernere utrum testificatio data a praefecto bibliothecae aut tabularii satis sit necne.

§ 3. Ut in CIC.

CAPUT III: *De causa beatificationis Servorum Dei  
per viam non cultus.*

Can. 40 verbatim CIC can. 2037

ARTICULUS I: *De processibus a loci Hierarcha iure  
proprio instruendis*

Can. 41 Verbatim CIC can. 2038

CCan. 42 Verbatim CIC can. 2039: in § 1 post obiit adiungitur aut longiorem  
vel potiorem vitae partem transegit; in § 2  
loco qualibet de causa legitur propter  
quamlibet rationem

Can. 43, CIC can. 2040 redaz.

§ 1 Tribunal constet ipsomet Hierarcha qui causam agere potest per se vel  
per sacerdotem ad hoc delegatum et, in hoc altero casu duobus aliis iudicibus ab  
eodem Hierarcha designandis inter iudices eparchiales.

§ 2. Ut in CIC.

Can. 44 Verbatim CIC can. 2041

1. - *De perquisitione scriptorum Servi Dei.*

Can. 45 Verbatim CIC can. 2042

Can. 46 Verbatim CIC can. 2043

Can. 47 Verbatim CIC can. 2044

Can. 48 Verbatim CIC can. 2045

Can. 49 Verbatim CIC can. 2046

Can. 50 Verbatim CIC can. 2047

Can. 51 Verbatim CIC can. 2048

2. - *De processu informativo*

Can. 52 Verbatim CIC can. 2049

Can. 53 CIC Can. 2050 redaz.

§ 1 et 2. Ut in CIC

§ 3. loco *testibus quaestio* etc. legitur: *iudex testibus quaestionem in primis proponat quid de vita, virtutibus, miraculis aut martyrio Servi Dei ad eorum notitiam pervenerit et quomodo haec noverint et an sciant de iisdem esse publicam famam, deinde eos interroget secundum interrogatoria a promotore fidei confecta et articulos a postulatore exhibitos.*

Can. 54 Verbatim CIC can. 2051

Can. 55 Verbatim CIC can. 2052

Can. 56 Verbatim CIC can. 2053

Can. 57 Verbatim CIC can. 2054

Can. 58 Verbatim CIC can. 2055

Can. 59 Verbatim CIC can. 2056 sed adiungitur in § 1 *Hierarchae vel notarii* post verbum *sigillis.*

---

### *3. - De processu super non cultu*

Can. 60 Verbatim CIC can. 2057

Can. 61 Verbatim CIC can. 2058

Can. 62 Verbatim CIC can. 2059

Can. 63 Verbatim CIC can. 2060

### *4. - De modo construendi processum ordinarium in causis historicis*

Can. 64

§ 1. In causis *historicis*, Hierarcha antequam processus instituatur, auditio fidei promotore Commissionem instituat trium membrorum, quorum peritia circa historicas methodos et circa investigationes in archivis peragendas omnino sit probata. His in solidum competit officium colligendi omnes fontes scriptos circa vitam, virtutes vel martyrium, antiquam famam sanctitatis vel martyrii, aut antiquum cultum Servi Dei.

§ 2. Si Servus Dei ad aliquam religiosam Familiam pertinuerit, duo Commissionis membra eidem religiosae Familiae extranei esse debent.

§ 3. Qui sunt membra Commissionis induci debent uti testes ex officio, tum in processu super perquisitione scriptorum, in quo scripta Servi Dei quae suis investigationibus ipsi invenerint deponent, tum in processu super fama sanctitatis, virtutum vel martyrii et miraculorum. In hoc altero processu eorumdem erit enumerare ac describere singillatim quas ipsi peregerint investigationes. Praeterea sub sanctitate iuramenti declarare debent:

1º Omnes investigationes se peregrisse et omnia pro viribus collegisse quae ad Servum Dei quomodocumque referri possunt;

2º Nullum documentum aut textum se adulterasse vel mutilasse. Idem vero testes interrogandi quoque sunt circa authenticitatem et vim probandi singulorum documentorum vel textuum allatorum.

§ 4. Documenta et testimonia scripta, in praedicta investigatione collecta, inseri debent in processum, aut in originali, aut in originalis copia photographice expressa, aut in exemplo authentice recognito.

§ 5. Testes omnes, in responsionibus datis ad interrogatoria et ad articulos circa vitam, virtutes, antiquam famam sanctitatis vel martyrii, aut antiquum cultum, omnes illas noticias omittant, quae ipsis ex lectione tantum testimoniorum scriptorum innotuerunt.

5. - *De transmissione processus scriptorum Servi Dei,  
processus informativi et de non cultu ad Sacram Congregationem Rituum.*

Can. 65, CIC can. 2061 redaz.

Hierarcha statim atque expleverit perquisitionem scriptorum, ea ad Sacram Congregationem Rituum una cum... etc. ut in CIC.

Can. 66 Verbatim CIC can. 2062

Can. 67 Verbatim CIC can. 2063

Can. 68 Verbatim CIC can. 2064

**ARTICULUS II: *De causae introductione apud Sacram  
Congregationem Rituum***

1. - *De revisione scriptorum*

Can. 69 Verbatim CIC can. 2065: loco Romam legitur ad Sacram Rituum Congregationem

Can. 70 Verbatim CIC can. 2066

Can. 71 Verbatim CIC can. 2067

Can. 72, CIC can. 2068

§ 1. Ut in CIC.

§ 2. Revisores si, examinatis Servi Dei scriptis, opportunum existimaverint epistolas quoque ad eundem Servum Dei missas vel alia scripta ipsum respicientia examini esse subiicienda, id Sacrae Congregationi significant, cuius erit quid in casu sit agendum praescribere.

§ 3. Iudicium revisores scripto proferant, argumentis et rationibus sufficientum.

Can. 73 Verbatim CIC can. 2069

Can. 74 Verbatim CIC can. 2070

Can. 75 Verbatim CIC can. 20971 sed omittitur *audito Patrum Cardinalium  
voto et perpensis omnibus casus circumstantiis.*

Can. 76 Verbatim CIC can. 2072

2. - *De discussione processus informativi*

Can. 77, Cfr. CIC can. 2073

Processus informativus ab Hierarcha confectus et ad Sacram Rituum Congregationem transmissus, postquam sigillorum integritas recognita fuerit a Protonotario Sacrae Congregationis, si nihil obstet, aperiatur coram Cardinali Praefecto Sacrae Congregationis qui eum cancellario transcribendum committat.

Can. 78, CIC can 2074 redaz.

Cardinalis ponens curet ut, si opus sit, per interpretem probatum processus in Urbe vertatur, et haec translatio recognitoris examini subiiciatur.

Can. 79 Verbatim CIC can. 2075

Can. 80 CIC can. 2076

§ 1. Ut in CIC

§ 2. Ut in CIC

§ 3. Si agatur de causis historicis, summarium una cum peculiari informatione conficiatur ex officio a sectione *historica*.

Can. 81 Verbatim CIC can. 2077

Can. 82 Verbatim CIC can. 2078

Can. 83 Verbatim CIC can. 2079

Can. 84 Verbatim CIC can. 2080

Can. 85 Verbatim CIC can. 2081

Can. 86 Cfr. CIC can. 2082

Iudicium circa validitatem processus informativi ab Hierarcha instructi, circa famam sanctitatis vel martyrii et circa absentiam cuiuslibet obstaculi peremptorii profertur in comitiis ordinariis a Patribus Cardinalibus auditio prius suffragio consultivo officialium praelatorum scriptis edito, postquam Cardinalis ponens suam exposuit relationem et dubium proposuit: *An signanda sit commissio introductionis causae in casu et ad effectum de quo agitur.*

Can. 87, CIC can. 2083 redaz.

§ 1. Si patrum Cardinalium iudicium fuerit favorable, proponatur Summo Pontifici ut signet, si placeat, *commissionem introductionis causae*.

§ 2. Si Romanus Pontifex commissionem signaverit, Secretarius Sacrae Congregationis hac de re decretum exaret publici iuris faciendum.

Can. 88 Verbatim CIC can. 2084

3. - *De discussione processus super non cultu*

Can. 89 Verbatim CIC can. 2085

Can. 90 Verbatim CIC can. 2086: in § 3 adiungitur *in ante litteris*.

**ARTICULUS III: De processibus apostolicis**

1. - *De processu apostolico instruendo*

Can. 91 Verbatim CIC can. 2087

Can. 92 Verbatim CIC can. 2088

Can. 93 Verbatim CIC can. 2089

Can. 94 Verbatim CIC can. 2090: omittur *super ante testimonii*.

Can. 95 Verbatim CIC can. 2091

Can. 96 Verbatim CIC can. 2092

Can. 97 Verbatim CIC can. 2093: loco *numquam* ponitur *nec umquam*.

Can. 98 Verbatim CIC can. 2094

Can. 99 Verbatim CIC can. 2095: loco *venia* legitur *licentia*

Can. 100 Verbatim CIC can. 2096

Can. 101

Si agatur de causis *historicis* ea omnia omittantur quae respiciunt excusationem testium circa vitam, virtutes, martyrium aut cultum antiquum.

Can. 102, CIC can. 2097 redaz.

§ 1. In transcribendo, conferendo et ad Sacram Rituum Congregationem transmittendo exemplari actorum originalium... etc. ut in CIC.

§ 2. Ut in CIC.

2. - *De processus apostolici validitate diiudicanda*

Can. 103 Verbatim CIC can. 2089

Can. 104 Verbatim CIC can. 2099

Can. 105 Verbatim CIC can. 2100: *Ad diiudicandam validitatem ponitur loco Pro diiudicanda validitate; loco necnon ponitur ac; loco et ante Sub-promotore ponitur comma; in fine adiungitur et relatore generali.*

3. - *De iudicio super heroicitate virtutum in specie vel super martyrio eiusque causa.*

Can. 106 Verbatim CIC can. 2101

Can. 107, CIC can. 2102 redaz.

In tribus congregationibus, antepreparatoria, praeparatoria et generali, disceptatur de Servi Dei virtutum heroicitate vel de eius martyrio eiusque causa.

Can. 108 Verbatim CIC can. 2103

Can. 109 Verbatim CIC can. 2104

Can. 110 Verbatim CIC can. 2105: *loco habeatur ponitur habetur*

Can. 111 Verbatim CIC can. 2106; n. 5 legitur: Iudiciis quae in scriptis a revisoribus super scriptis Servi Dei pro-lata sunt.

Can. 112

Si agatur de causis historicis, summarium una cum peculiari informatione ac iudicio conficiatur ex officio a sectione *historica*.

Can. 113 Verbatim CIC can. 2107

Can. 114 Verbatim CIC can. 2108

Can. 115 Verbatim CIC can. 2109

Can. 116 CIC can. 2110

§ 1. Ut in CIC

§ 2. 1º Ut in CIC § 2.

2º Facultas haec competit quoque relatori generali quoties agatur de causis *historicis*.

Can. 117 Verbatim CIC can. 2111: loco *Sanctissimum* ponitur *eumdem*.

Can. 118 Verbatim CIC can. 2112: loco *Sanctissimo* ponitur *Romano Pontifice*.

Can. 119 Verbatim CIC can. 2113

Can. 120 Verbatim CIC can. 2114: loco *votum* ponitur *suffragium*.

Can. 121 Verbatim CIC can. 2115; loco *Sanctissimo* ponitur semel *Summo Pontifice*, iterum vero *Romano Pontifice*

#### 4. — *De iudicio super Servi Dei miraculis in specie*

Can. 122 Verbatim CIC can. 2116: loco *Sanctissimo* ponitur *Summo Pontifici*.

Can. 123 Verbatim CIC can. 2117: loco *oculati* ponitur bis *de visu*.

Can. 124 Verbatim CIC can. 2118: loco *ellegantur* ponitur *designentur*.

Can. 125, CIC can. 2119 redaz.

Iudicia peritorum, breviter sed dilucide conscripta rationibusque fulta, haec duo contineant:

1º Ut in CIC

2º Utrum etiam extra casum sanationis, factum, tanquam miraculum propositum, per naturae leges explicari possit, necne.

Can. 126 Verbatim CIC can. 2120: loco *Sanctissimo* ponitur *Romano Pontifice*

Can. 127 Verbatim CIC can. 2121: loco *Duobus votis* in n. 5 ponitur *Iudicis* et ante *peritis* ponitur *a duobus*

Can. 128 Verbatim CIC can. 2122: loco *voto* legitur bis *iudicio*.

Can. 129 Verbatim CIC can. 2123

Can. 130 Cfr. CIC can. 2124

§ 1. Ut in CIC

§ 2. Ut in CIC

§ 3. Breve beatificationis Servi Dei iussu Summi Pontificis exaratur et tempore ab eodem Summo Pontifice statuto publici iuris fit.

**CAPUT IV: *De processu beatificationis Servorum Dei per viam cultus seu casus excepti***

Can. 131 Verbatim CIC can. 2125

Can. 132 Verbatim CIC can. 2126

Can. 133 Cfr. CIC can. 2127

§ 1. Ut in CIC

§ 2. In hoc processu instruendo serventur normae can. 2557<sup>1</sup>.

Can. 134 Cfr. CIC can. 2128

His omnibus ad Sacram Congregationem transmissis ad normam can. 2558-2560<sup>2</sup>, et habito super ipsis sectionis *historicae* praevio iudicio, dubium: *An signanda sit commissio introductionis causae* in congregazione ordinaria discussione Patrum Cardinalium subiicitur, referente Cardinali ponente.

Can. 135 Cfr. CIC can. 2129

Signata commissione, ipsa Sectio *historica* inquisitionem auctoritate apostolica instruat super casu excepto et super vita et virtutibus et suum iudicium ferat.

Can. 136 Cfr. CIC can. 2130

Ex inquisitione probari debet tum cultus initium tum non interrupta eius continuatio usque ad prolatum iudicium a sectione historica.

Can. 137 Cfr. CIC can. 2131

Parata a sectione historica positione una cum animadversionibus promotoris

<sup>1</sup> Si tratta del can. 66 dello schema presente.

<sup>2</sup> Si tratta dei cann. 67-69 dello schema presente.

generalis fidei et responcionibus advocati, in ordinaria congregazione proponatur dubium: *An ita constet de casu excepto ut ad ultraiora procedi possit.*

Can. 138 Cfr. CIC can. 2132

Confirmatio iudicij affirmativi Sacrae Congregationis ex parte Romani Pontificis eam solam vim habet, ut probet factum immemorabilis cultus Servo Dei praestiti et usque ad sententiam perseverantis.

Can. 139 Cfr. CIC can. 2133

Si iudicium super casu excepto favorable fuerit et a Summo Pontifice approbatum, instituatur disceptatio super virtutibus vel super martyrio eiusque causa ad normam can. 2600-2614<sup>1</sup>. Haec disceptatio inniti debet positione iam parata a sectione *historica* una cum animadversionibus promotoris generalis fidei et responcionibus advocati.

Can. 140 Cfr. CIC can. 2134

Edito iussu Summi Pontificis decreto de facto cultus immemorabilis et de heroicitate virtutum vel de martyrio, Servus Dei habendus est aequipollenter beatificatus.

Can. 141 Verbatim CIC can. 2135

Servis Dei aequipollenter beatificatis iidem concedi possunt actus publici cultus, quibus honorari solent formaliter beatificati.

#### CAPUT V: *De Beatorum canonizatione*

Can. 142 Verbatim CIC can. 2136

Can. 143 Verbatim CIC can. 2137

Can. 144 Verbatim CIC can. 2138

Can. 145 Verbatim CIC can. 2139; loco *Sanctissimo* legitur *Romano Pontifici*.

Can. 146 Verbatim CIC can. 2140; loco *auditis votis* legitur *habitis suffragiis*.

Can. 147 Verbatim CIC can. 2141

<sup>1</sup> Si tratta dei canoni 104-116 dello schema presente

---

---

---

## BREVE RELAZIONE SUI LAVORI DELLA COMMISSIONE DAL 30 OTTOBRE 1978 AL 15 DICEMBRE 1979

Come è ovvio nel periodo delle due sedisvacanze il calendario delle riunioni ha subito dei mutamenti sia in considerazione degli eventi tristi e lieti che hanno consegnato in modo singolare alla storia l'anno 1978 sia del fatto che in data 15 settembre la maggioranza del collegio dei consultori della Commissione era scaduta dal suo mandato quinquennale, come è stato già riferito in *Nuntia 7* alle pagine 107-110. Pertanto in conseguenza di quanto sopra, nel secondo semestre del 1978 non si sono riuniti i gruppi di studio già previsti. Dopo la ristrutturazione dell'intero collegio dei consultori il primo *Coetus* che ha avuto l'opportunità di essere convocato è stato quello de *S. Hierarchia* che si è riunito nei giorni 15-26 gennaio 1979 e che ha avuto come programma di lavoro la revisione dei canoni *de Episcopis* il cui testo-base era stato preparato da un gruppo minore di cui in *Nuntia 7* alla pag. 105. Dell'operato del *coetus de S. Hierarchia* si dà un'ampia relazione in questo stesso fascicolo alle pag. 3-61. Nei giorni 12-21 febbraio ha avuto luogo la sesta riunione del *Coetus de Monachis ceterisque religiosis*. Il tema di studio di questa riunione è stato l'esame e la relativa discussione del testo-base dell'intero schema così come è stato preparato da un gruppo minore il quale ha tenuto presenti le osservazioni, fatte dagli organismi consultivi e rese già di pubblica ragione, circa lo schema *de institutis perfectionis* elaborato dalla Commissione per la revisione del Codice di Diritto Canonico della Chiesa latina. Anche sull'operato di questo *Coetus* si è dato un esauriente resoconto in *Nuntia 8* alle pagine 30-67.

Il *Coetus de Magisterio ecclesiastico* che si è riunito nei giorni 12-23 marzo ha avuto come compito la revisione dei tre seguenti schemi, preparati dal relatore in un testo-base inviato previamente ai consultori. Il primo di essi è quello intitolato *de Magisterio ecclesiastico canones praeliminares*, i quali nei cosiddetti testi iniziali pubblicati nei *Nuntia 3* pagg. 71-73 contenevano soltanto tre canoni mentre il *Coetus* ha formulato uno schema di dieci canoni basandosi soprattutto sui testi conciliari del Concilio Vaticano II nei quali da una parte si salvaguarda il *depositum fidei* e dall'altra si promuove con ogni mezzo lo sviluppo delle scienze sacre. Nel secondo schema intitolato *de Verbi Dei praedicatione* costituito da dieci canoni il *Coetus* ha rivisto la sezione *de sacris contionibus* di cui in *Nuntia 3* pagg. 74-76, mentre altre sezioni pure appartenenti allo schema *de divini verbi ministerio*, come quella per esempio *de catechetica institutione*

oppure *de scholis*, sono state trasmesse alla riunione prevista per l'autunno. La sezione *de seminariis* invece è stata già rivista previamente e di essa vi è una relazione in inglese in *Nuntia* 8 pagg. 68-84. Il terzo schema infine che è stato formulato in questo gruppo di studio è quello intitolato *de instrumentis communicationis socialis in specie de libris*. In esso come già appare dal titolo sono compresi canoni che presentano una revisione dei testi iniziali *de censura et prohibitione librorum* pubblicati in *Nuntia* 3 pagg. 87-91, tuttavia con l'introduzione di alcune norme che riguardano anche altri mezzi di comunicazione sociale.

Il *Coetus centralis* riunitosi dal 26 marzo al 4 aprile ha avuto come programma di lavoro l'esame di due schemi, quello *de monachis ceterisque religiosis* ed quello *de cultu divino et paesertim de Sacramentis*. A questo proposito va notato che lo scopo principale di questa riunione è stato soprattutto l'esame dettagliato dello schema concernente i sacramenti formulato rispettivamente dal *Coetus de Sacramentis* e da quello *de Matrimonio*. Detto *Coetus* ha esaminato dettagliatamente innanzi tutto lo schema *de Sacramentis* allo scopo di concordare tutti i canoni per quanto riguarda la terminologia e qualche volta la sostanza e di risolvere, con il potere speciale conferitogli dalla Presidenza della Commissione, alcune questioni che sono rimaste aperte o decise con un piccolo scarto di voti nei due *Coetus* che hanno formulato i canoni del presente schema, questioni che tuttavia non giustificavano una nuova convocazione di questi due *Coetus*. In linea del tutto eccezionale sono state sottoposte alla decisione del *Coetus centralis* stesso anche quelle questioni che benchè approvate nei due *Coetus* summenzionati con una buona maggioranza di voti richiedevano un *novum examen*. Invero tali questioni erano poche. Per esempio riguardo al canone relativo alla *absolutio complicis* che il *Coetus de Sacramentis* voleva semplicemente omettere, si nota che il *Coetus Centralis* lo ha ritenuto in una formulazione più estensiva di quanto non lo sia nel *ius vigens* (s'intende sempre: *salvo meliore iudicio*). Le questioni più dibattute riguardavano ovviamente il sacramento del matrimonio. Tuttavia la maggior parte dei punti più difficili dello schema *de Sacramentis* dopo un'ulteriore discussione hanno trovato il *Coetus centralis* d'accordo con la linea seguita da entrambi i *Coetus* che hanno proposto questo schema.

Il *Coetus de Processibus* si è riunito nei giorni 14-23 marzo ed ha avuto come programma di lavoro la revisione di tutte quelle parti che ancora mancavano al completamento dell'intero schema *de tutela iurium seu de processibus*, e cioè *de compromisso in arbitros, de processu matrimoniali, de processu poenali e de processibus administrativis*. Vale forse la pena di notare in questo luogo che riguardo al processo *de matrimonio rato et non consummato* ed al processo *ad matrimonii solutionem in favorem fidei* il *Coetus* si è orientato a non includere altro nel C.I.C.O. se non un breve canone in cui si afferma che circa questi processi ci si rimette alle speciali istruzioni della Sede Apostolica. Come una delle più impor-

tanti sezioni del codice in quanto più aderente al testo di S. Paolo 1 Cor. cap. VI è stata giudicata la sezione *de compromisso in arbitros* essendo il mezzo più efficace per evitare delle cause. Completati questi schemi il *Coetus* ha fatto una *denua revisio* della parte prima *de processibus*, già resa di pubblica ragione in *Nuntia* 5 pagg. 3-39, tenendo presenti gli emendamenti proposti dalla Commissione per la Revisione del C.I.C. come pubblicati nelle *Communicationes* 1978 vol. X n. 2 pagg. 209-272.

Nei giorni 4-9 giugno si è avuta la riunione del *Coetus de parochis* che aveva come programma di lavoro la revisione delle seguenti sezioni del *Motu proprio «Cleri Sanctitati»: de Protopresbyteris* (cann. 483-488), *de Parochis* (cann. 489-512), *de Vicariis paroecialibus* (cann. 513-518), *de ecclesiarum Rectoribus* (cann. 519-526). Dell'operato del suddetto *Coetus* si dà, in lingua inglese, un resoconto in questo stesso numero alle pagg. 62-89.

Il *Coetus de S. Hierarchia* si è riunito nuovamente in quest'anno nei giorni 5-17 novembre ed ha rivisto le sezioni del CS riguardanti i metropoliti *extra patriarchatus* (CS can. 318, 320-321, 323; 351) e i canoni *de Administratoribus apostolicis* (cann. 352-361) e *de Exarchis* (cann. 362-391) secondo un testo base preparato dal relatore, dopo una previa consultazione e con la collaborazione di alcuni consultori, in cui si metteva in particolare rilievo la necessità di determinare bene chi è la *superior auctoritas* in quelle chiese orientali che hanno lo stato di essere *sui iuris*, ma non sono né Patriarcati né Arciepiscopati maggiori. In questo contesto bisognava formulare alcuni nuovi canoni circa i metropoliti e fissare le rispettive competenze.

Al *Coetus* sono stati sottoposti per una assai dettagliata *denua revisio*, gli schemi *de Patriarchis* e quello *de Episcopis*.

Dal giorno 19 al 24 novembre si è ritenuto opportuno convocare un *Coetus specialis de processibus*, con poteri speciali conferitigli dalla Presidenza di questa Commissione, allo scopo di esaminare gli emendamenti proposti dalla Commissione per la Revisione del C.I.C. e pubblicati nel fascicolo *Communicationes* 1979 vol. XI, n. 1 pagg. 67-162 e introdurli eventualmente nelle parti corrispondenti del nostro schema.

Nel *Coetus de Magisterio ecclesiastico* che si è riunito una seconda volta nei giorni 26 novembre 7 dicembre è stato formulato lo schema *de educatione christiana* che si propone come sostituzione del capitolo *de Scholis* dei testi iniziali pubblicati in *Nuntia* 3 pagg. 85-87. Evidentemente questa parte presenta delle novità in seguito alla pubblicazione di documenti di recentissima data come la *Constitutio Apostolica* di Giovanni Paolo II «*Sapientiae christiana*» del 26 maggio 1979. È stato anche formulato lo schema *de evangelizzazione gentium* che presenta un molto sostanziale ampliamento rispetto ai canoni dei testi iniziali pubblicati sempre in *Nuntia* 3 pagg. 76-79, sotto il titolo *de recipiendis in Ecclesiam acatholicis*, i quali sono certamente inadeguati a quanto richiesto dal

Concilio Vaticano II nel Decreto «*De activitate missionali Ecclesiae*» *Ad gentes divinitus* e al concetto di evangelizzazione promosso dall’Esortazione Apostolica *Evangelii nutiandi* dell’8 dicembre 1975. Il terzo schema formulato nel *Coetus* ha il titolo *De catechetica institutione* e sostituisce i testi iniziali che sotto lo stesso titolo sono pubblicati in *Nuntia* 3 pagg. 72-73. Anche questo schema è stato ampliato attenendosi ai principi ed alle norme contenuti nell’esortazione apostolica di Giovanni Paolo II *Catechesi tradendae* del 16 ottobre 1979. Si è formulato anche uno schema *de unitate Ecclesiae fovenda seu de oecumenismo* che naturalmente corrisponde alle direttive del Decreto *Unitatis Redintegratio* del Concilio Vaticano II e dei successivi documenti del Segretariato per l’Unione dei Cristiani come per esempio il *Directorium oecumenicum* etc.

Calendario delle riunioni dal 1º gennaio al 15 dicembre 1979

	<i>data</i>	<i>ore di lavoro</i>	<i>soggetto trattato</i>
Coetus de S. Hierarchia	5-26 Jan. 1979	47	De Episcopis
Coetus de Monachis ceterisque Religiosis	12-21 feb. 1979	23	De Ordinibus et Congregationibus, de Societatibus vitae communis sine votis et Institutis secularibus. Denuo reordinatio totius schematis.
Coetus de Magisterio Ecclesiastico	12-23 mar. 1979	36	De magisterio ecclesiastico: canones praeilminares, de verbi Dei praedicatione, de instrumentis communicacionis socialis et in specie de libris.
Coetus Centralis	26 Mar.-4 apr. 1979	37	Coordinato canonum schematis de Sacramentis et Cultu divino. Coordinatio canonum schematis de Monachis ceterisque Religiosis.
Coetus de Processibus	14-23 maii 1979	33	De transactione, de compromisso in arbitrios, de processu sumario, de causis matrimonialibus, de processu poenali. Denuo revisio partis primae de iudicii.
Coetus de Parochis	4-9 jun. 1979	22	De parochis, de vicariis paroecialibus, de rectoribus ecclesiarum, de proto-presbyteris.
Coetus de S. Hierarchia	5-17 nov. 1979	38	De Metropolitis extra patriarchatum, de Exarchis, de Administratoribus apostolicis. Denuo revisio canonum de Patriarchis et de Episcopis.
Coetus Specialis de Processibus	19-24 nov. 1979	21	Denuo revisio partis secundae de iudiciis (de iudicio contentioso).
Coetus de Magisterio Ecclesiastico	26 nov.-7 dic. 1979	43	De scholis et studiorum universitatibus, de evangelizatione gentium, de catechetica institutione, de oecumenismo.

## NOSTRE INFORMAZIONI

Il 28 ottobre 1978, Sua Em.za il Cardinale Joseph Parecattil, Arcivescovo di Ernakulam per i Cattolici di rito malabarese e Presidente di questa Commissione ha compiuto il 25º anniversario della sua consacrazione episcopale. Il Santo Padre Giovanni Paolo II oltre ad inviare al nostro Presidente una lettera di felicitazioni e di voti augurali lo ha ricevuto in speciale udienza il giorno 14 novembre 1978 rivolgendogli un discorso nel quale ricordava le tappe principali della sua vita.

(Cfr. *Osservatore Romano*, 15 nov.).

Il giorno 16 novembre alle ore 11,30 lo Staff della Commissione si è stretto affettuosamente intorno al proprio Presidente per celebrare questo fausto evento ed ha organizzato una festicciuola in famiglia durante la quale il Vice-Presidente Sua Eccellenza Miroslav Marusyn ha pronunciato in latino il seguente indirizzo d'augurio.

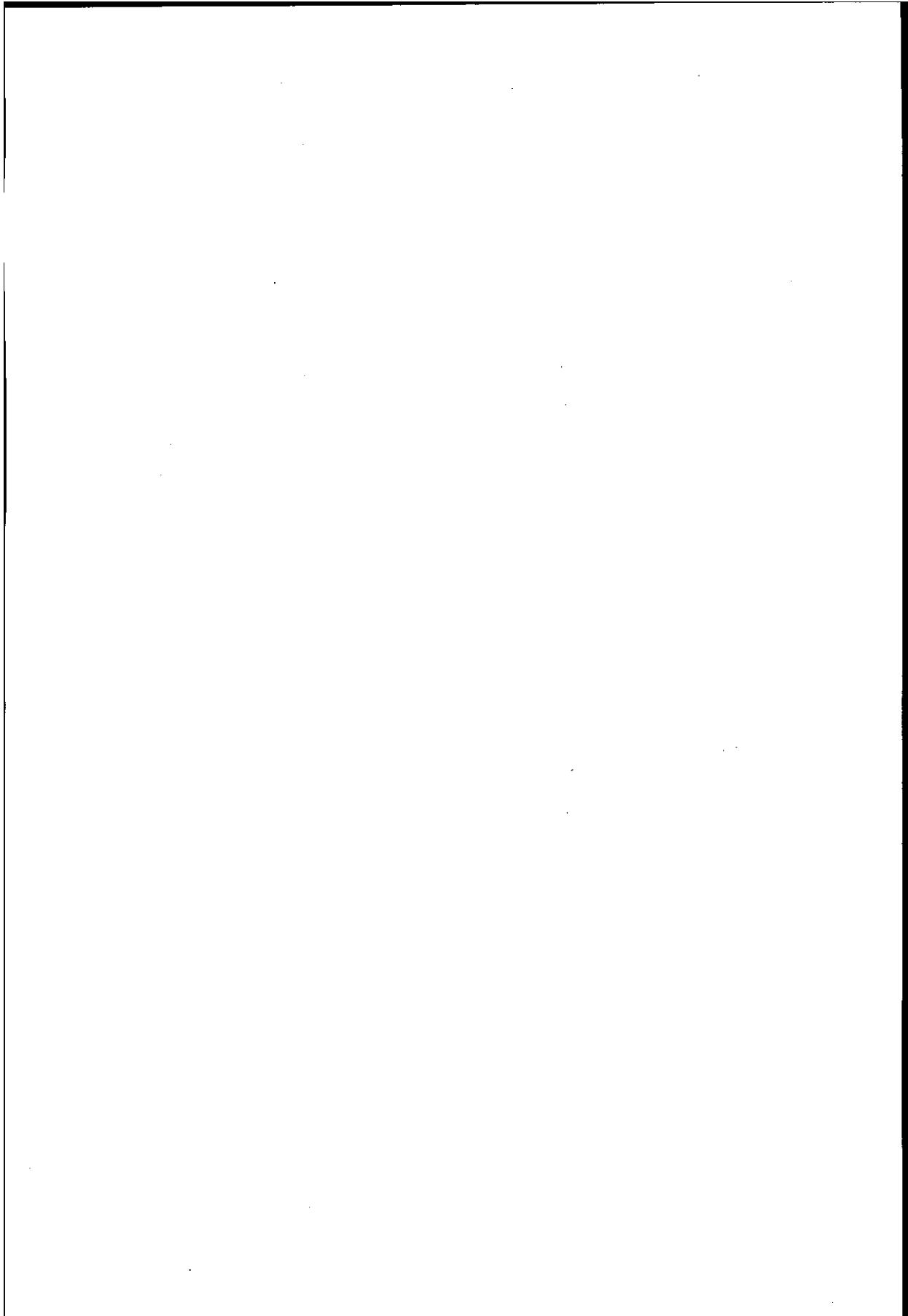
Beatissime Praeses!

Post sanctissima gratulationis verba Tibi a Summo Pontifice prolatas, post praecclaram felicitatis epistulam a Sacra Congregatione pro Ecclesiis Orientalibus Tibi delatam, liceat demum mihi humili cooperatori in moderanda Pontificia Commissione Codici Iuris Canonici Orientalis Recognoscendo, Tibi, eiusdem Commissionis dignissimo Praesidi, quina lustra a suscepto Episcopatu feliciter explenti in proxima die huius mensis postrema, flagrantia et fragrantia vota ex animo manifestare.

Deus, qui Te tot tantisque donis in Episcopali ordine, in Archiepiscopali ac demum in Cardinalicia dignitate cumulavit, Tibi semper sit propitius et Episcopatum tuum novis adhuc fructibus et potioribus incrementis seros in annos augeat et exornet, munusque Praesidis in Codice Orientali concinnando, novissime Tibi a Summo Pontifice confirmatum, ad felicem et expeditum exitum adducat.

Haec quidem vota, nomine meo et nomine diligentissimi atque infatigabilis Secretarii omniumque in Codice Orientali apparando operam praestantium, Beatae Virginis Matris Dei (cui tua Ecclesia Cathedralis dicata est) offero, ut Tibi intercedat a Christo Domino filio suo et Patris Unigenito Plenitudinem omnis consolationis in Spiritu Sancto.

Ad multos, Sanctissimos annos, Eminentissime Moderator noster.



**LIBRERIA EDITRICE VATICANA**  
cittÀ DEL VATICANO C/C post. 00774000

NOVA VULGATA

## **SACRORUM BIBLIORUM**

editio

Volumen, forma in 8°, ut dicitur, insigne, 2160 pagg. continens, tegumento «balakron» coniectum, in fronte et in tergo titulos exhibens aureis litteris impressos,

venit lib. It. 40.000

Hoc magni momenti opus, e Pauli VI voluntate a peritorum virorum Consilio susceptum, ad finem est feliciter perductum, et a Ioanne Paulo II promulgatum. In quo conficiendo veteris textus Vulgatae editionis, quantum fieri poterat, est ratio habita, is vero prudenter emendatus, ubi a primigeniis exemplis deflectit vel ea minus recte interpretatur.

Haec editio, quam Ioannes Paulus II «typicam» declaravit, non solum usui liturgico et pastorali destinatur, sed etiam fundamentum quoddam potest haberi, in quo studia biblica hac aetate excentes innitantur.

## **NUNTIA**

Commentarium cura et studio

PONTIFICIAE COMMISSIONIS CODICI IURIS CANONICI ORIENTALIS RECOGNOSCENDO  
editum

prodibit bis in anno et quoties utilitas id postulare videbitur



*Directio:* penes Pontificiam Commissionem Codici Iuris Canonici Orientalis Recognoscendo  
*Direction et rédaction:* Commission Pontificale pour la révision du code de Droit canon oriental  
(Via della Conciliazione 34, 00193 Roma)

*Administration:* Libreria Editrice Vaticana, Città del Vaticano  
(c.c.p. N. 00774000)

	Abbonamento annuo Abonnement annuel Annual subscription	Annate arretrate Années précédentes Past years
Italia	L. 6.500	L. 13.000
Extra Italia	L. 8.500 (\$ 13)	L. 13.000 (\$ 16)

**LIBRERIA EDITRICE VATICANA**  
CITTÀ DEL VATICANO

C/C post. 00774000

OPUS FUNDATUM «LATINITAS»

**LINGUA LATINA**

*POTESTNE*

*IN COMMUNITATE EUROPAEA RESTITUI?*

EGGER - PIACENTINI - BARBALACE  
VALLEJO - ROTH - PALMERINI

Hic liber, pp. 72 continens, pretio deminuto lib. It. 1.500 venit.



**L'ATTIVITÀ DELLA SANTA SEDE - 1978**

*Lit. 25.000*



**INSEGNAMENTI DI GIOVANNI PAOLO I**

*Lit. 4.500*

**JUAN PABLO I**

**ENSEÑANZAS AL PUEBLO DE DIOS**

*Lit. 4.000*

**ENSEIGNEMENT DE JEAN PAUL I**

*Lit. 4.000*

**ENSINAMENTOS DE JOÃO PAULO I**

*Lit. 4.000*

**THE TEACHINGS OF POPE JOHN PAUL I**

*Lit. 4.000*



**ORDO**

**MISSAE CELEBRANDAE  
ET DIVINI OFFICII PERSOLVENDI**

**SECUNDUM**

**CALENDARIUM ROMANUM GENERALE  
PRO ANNO LITURGICO**

**1979-1980**

*Lit. 1.400*